



L'Abécédaire des propositions de Nicolas Sarkozy



www.u-m-p.org/propositions/

35 heures

Depuis 2002, les 35 heures ont été assouplies deux fois. Pour ma part, je crois qu'il nous faut vraiment en sortir. Cela ne signifie pas qu'il faille revenir à 39 ou 40 heures pour tous. Ce serait faire la même erreur que le Parti socialiste, dont la candidate persévère puisqu'elle défend la "généralisation des 35 heures".

Notre réponse à la RTT, c'est la liberté de gagner plus, en travaillant plus. Que certains salariés soient heureux à 35 heures et souhaitent y demeurer est parfaitement respectable. D'autres veulent pouvoir gagner plus en travaillant plus longtemps. Au nom de quoi devrait-on le leur interdire ? Pour sortir des 35 heures, nous voulons une solution gagnant-gagnant : pour le salarié et pour l'entreprise. Nous proposons tout d'abord d'assouplir fortement le recours aux heures supplémentaires, tout en conservant les majorations de 25 et 50%. Surtout, nous proposons d'exonérer les heures supplémentaires de charges sociales et d'impôts, pour le patron comme pour le salarié. Concrètement, cela signifie une baisse de 25% du coût salarial horaire, ce qui incitera les entreprises à multiplier les heures supplémentaires. Pour le salarié au SMIC qui effectue 4 heures de plus par semaine, cela signifie un gain de 17% sur sa feuille de paye. J'ajoute que le même mécanisme doit s'appliquer au rachat de journées de RTT.

Sources(s)

Interview dans le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

35 heures à l'hôpital

Je crois qu'il est possible de revoir les 35 heures à l'hôpital, mais je suis certain que la réforme est souhaitée et attendue par les personnels hospitaliers. Ils ont eu à souffrir de la désorganisation et de la surcharge de travail que les 35 heures ont créées dans les services. Je propose que les personnels volontaires aient la liberté de travailler plus pour gagner plus.

Sources(s)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Accès à la propriété

Ma République est celle où chacun pourra accéder à la propriété de son logement. Il faut permettre aux classes moyennes, à la France qui travaille d'accéder à la propriété. Je propose que l'Etat garantisse l'emprunt de celui qui n'a pas de relations. Je propose que l'on puisse déduire tous les intérêts de son emprunt du revenu imposable. Je propose que l'on fasse de la France un pays de propriétaires (...). Parce que lorsque l'on a accédé à la propriété on est moins vulnérable aux accidents de la vie.

Sources(s)

Discours Congrès (14/01/07)

Administration

Je veux que nos grandes administrations deviennent de véritables partenaires de la réussite des entreprises. Il faut mettre un terme à la logique de défiance qui existe à l'égard des PME. Je le dis franchement : il est injuste que l'Administration traite à la même enseigne la grande majorité des entreprises de bonne foi et l'infime minorité de celles qui trichent sciemment. L'Administration ne peut plus se cantonner dans un pur rôle de contrôle et de sanction vis à vis d'entreprises toutes supposées fraudeuses. Pour opérer ce bouleversement dans nos habitudes, il est nécessaire que ces administrations, et leurs agents, soient demain évalués sur leur capacité à rendre à tous un service de qualité, sur la rapidité des réponses données aux entreprises, et non plus sur le seul montant des redressements opérés ou sur les procès-verbaux dressés.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Adoption

Pour faciliter l'adoption des enfants à l'étranger, il faut structurer davantage nos liens de coopération avec les pays d'origine, à l'image de ce que font les autres pays. Nous devons aussi améliorer les règles des adoptions « intérieures », c'est-à-dire d'enfants nés en France et devenus pupilles de l'Etat. La France est devenue plus exigeante que d'autres pays avant de considérer qu'un enfant a été réellement abandonné par ses parents et est adoptable. Des solutions existent pour améliorer les choses. Je suis avec attention les travaux du Conseil Supérieur de l'adoption sur ce sujet. Ma conviction est que toute réforme doit être mûrement réfléchie et se faire dans l'intérêt de l'enfant.

Je veux que le mariage protège la filiation et le cadre naturel de la famille. Pour cette raison, je n'ouvrirai pas le mariage, ni l'adoption aux couples de même sexe.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

Discours Nantes (15/03/07)

Afrique

Je m'intéresse à l'Afrique et je la respecte. C'est pour cette raison que, par exemple, je prône l'exonération totale d'impôts sur le revenu pour tous les migrants africains résidant en France, lorsque leur argent est investi dans des micro-projets de développement sur place. Ce flux émanant de la diaspora permettra de décupler l'aide au développement, de pallier l'insuffisance du réseau bancaire et de contourner la corruption. Plus généralement, on ne fera pas bouger les choses par le seul tutoiement entre le chef de l'Etat français et ses homologues du continent, mais par la conscience collective d'un intérêt commun.

L'Afrique compte huit cent millions d'habitants dont la moitié a moins de dix-sept ans. L'avenir de ces jeunes est donc une obsession pour tous ceux qui, comme moi, s'intéressent au développement. Parmi ces jeunes, il y a les étudiants et je pense qu'ils doivent être plus nombreux à venir se former en France. Mais à une condition : une fois leur formation achevée, on doit leur demander de mettre leurs compétences acquises en France - donc leur première expérience professionnelle - au service de leur pays d'origine. Afin de ne pas se retrouver par exemple dans la situation caricaturale du Bénin, dont les médecins sont plus nombreux à exercer en France que chez eux.

Sources(s)

Interview Jeune Afrique (5/11/06)

Agriculteurs

L'agriculture française est un atout économique majeur. Si nous voulons qu'elle demeure forte et attractive, alors il n'est pas possible de ravalier les agriculteurs au rang de « jardiniers de la nature », ni d'accepter des baisses de revenus effarantes qui non seulement paupérisent les exploitants, mais les privent largement des moyens de s'adapter aux évolutions des marchés et de la consommation.

Il faut permettre aux agriculteurs de vivre davantage du fruit de leur travail. Aucun producteur, en effet, ne peut préférer vivre d'aides directes plutôt que du marché. Le niveau des aides dépendra donc du niveau des prix. Avec des prix plus hauts et plus rémunérateurs, les aides seront moins indispensables. (...)

Je suis favorable au maintien des outils d'aide à l'installation. Ces outils ont fait leur preuve, ils sont efficaces. Mais il ne faut pas vivre dans l'illusion : on n'installera pas un agriculteur pour un départ. L'objectif doit être de veiller au renouvellement des générations et de ne pas détourner les jeunes de ce métier. Il faut également veiller à appuyer les démarches des jeunes qui viennent d'autres milieux. (...)

L'aide à l'installation est primordiale, de même que les prêts bonifiés. Un effort pourrait sans doute être fait en direction du stage d'installation, afin de le rapprocher des besoins réels des futurs exploitants.

Sources(s)

Interview Midi Libre (octobre 2006)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Agriculture

La compétitivité de l'agriculture française est une réalité. La France reste l'un des principaux pays producteurs dans le monde. Il n'y a aucune raison de céder notre place sur les marchés, ni d'ailleurs de craindre notre mise à l'écart. Maintenir cette productivité dépend d'abord de notre capacité à renouveler les générations. J'entends poursuivre et amplifier les efforts en matière d'installation.

Améliorer la productivité de notre agriculture passe également par le développement d'approches économes en matière d'intrants agricoles. C'est aussi faciliter la mise en commun du matériel d'exploitation : on peut aller beaucoup plus loin et apporter des réponses précises aux préoccupations des exploitants. C'est enfin se tourner résolument vers les nouveaux débouchés et mettre fin à une certaine forme de gaspillage. Je ne peux me résoudre à voir des terres mises en jachère alors même qu'il y a des possibilités de cultiver, sur ces terres, des produits pour le marché des biocarburants ou de la chimie verte. Tout ceci est possible si l'on se donne la peine d'accompagner les exploitants. Il faut simplifier les structures d'appui aux exploitants et confier aux chambres d'agriculture, qui réalisent déjà un formidable travail, une véritable mission d'accompagnement des exploitants sur le terrain. (...)

L'arrivée de nouveaux États membres, dotés de secteurs agricoles puissants, ne doit pas susciter de craintes en France. Ces pays sont nos alliés et nous avons beaucoup à partager avec eux. La France s'est engagée très tôt dans des partenariats pour l'adhésion de ces pays, et elle n'a pas à le regretter. C'est ensemble que nous écrivons l'évolution de la Pac et de nos agricultures. De plus n'oublions pas une chose : avec la croissance de la population mondiale, les marchés vont s'élargir. (...)

Quand on est agriculteur, on travaille tous les jours à la préservation de l'environnement. Les efforts déjà réalisés ne doivent pas être oubliés, ni sous-estimés. Il faut toutefois aller plus loin. Même si beaucoup de chemin a été fait, il n'en reste pas moins vrai qu'il nous faut aller vers une meilleure prise en compte des ressources dans l'acte de production. Il nous faut développer une agriculture diversifiée, favoriser les modes

de production naturels (l'herbe) et améliorer la gestion de l'eau (vis-à-vis de l'irrigation).

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Aides agricoles

La suppression des subventions est inenvisageable. Celles-ci sont nécessaires pour permettre une agriculture de qualité et la préservation de la vitalité de nos zones rurales. Mais la réalité à laquelle nous sommes confrontés, c'est que les aides à l'agriculture sont aujourd'hui équivalentes au revenu des exploitations. Elles sont même parfois supérieures à ce revenu d'exploitation.

Le premier chantier à engager, c'est celui de la simplification des régimes d'aide en place. Le second, c'est de permettre aux agriculteurs de vivre davantage du fruit de leur travail. Aucun producteur, en effet, ne peut préférer vivre d'aides directes plutôt que du marché. Le niveau des aides dépendra donc du niveau des prix. Avec des prix plus hauts et plus rémunérateurs, les aides seront moins indispensables.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Aide au développement

La fraternité, c'est la solidarité avec les pays pauvres et l'engagement dans les grandes causes humanitaires, dans la lutte contre la faim, la misère, la maladie, dans le codéveloppement qu'il va bien falloir réussir si l'on ne veut pas que l'exode massif du Sud vers le Nord ne tourne au désastre.

Je veux que la France inscrive sa politique d'aide au développement dans le cadre de partenariats exigeants et responsables. Le principe de conditionnalité s'appliquera avec rigueur en prenant mieux en compte le respect de l'Etat de droit et de bonne gouvernance.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Airbus

Le problème de gouvernance de la maison-mère EADS » est « la conséquence du pacte d'actionnaires », « mal négocié, mal ficelé en 1998 », lors de la création de la société. « On essaie de gérer Airbus comme une institution internationale, or c'est une entreprise. (...) La priorité consiste à « renégocier le pacte d'actionnaires » et à trouver un « acteur financier stable qui va investir dans EADS ». « Il y a des solutions. Je ferai avec Airbus ce que j'ai fait avec Alstom. (...) Si Airbus trouve un partenaire industriel et financier pour financer l'A380 et l'A350, il n'y a pas besoin de l'Etat mais s'il y a besoin de l'Etat pour débloquer la situation alors là je dis oui. (...).

Sources(s)

Visite sur le site de Meaulte (12/03/07)

Allocations chômage

Comme souvent en France, en matière de chômage ou en matière de minima sociaux, on indemnise chichement, mais longtemps. Alors qu'il faudrait indemniser fortement, mais brièvement pour que chacun soit incité à reprendre rapidement un emploi.

Je propose que l'allocation chômage ne puisse pas être inférieure au salaire minimum, mais que nul ne puisse refuser plus de trois offres d'emploi correspondant à ses compétences

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Allocations familiales

Il faut bien sûr aider les parents qui n'arrivent pas à assumer leur mission éducative, mais aussi les responsabiliser. Je souhaite que les allocations familiales et l'allocation de rentrée scolaire soient placées sous tutelle lorsque les parents faillissent à leur mission : la société doit avoir la garantie que l'aide qu'elle accorde est bien utilisée dans l'intérêt de l'enfant.

Allocation dès le premier enfant. Parce que j'ai observé qu'avant d'avoir deux enfants, il en faut un. La politique familiale est formidable mais elle commence à un niveau de famille qu'on n'atteint jamais. Le véritable changement pour un jeune couple qui commence, c'est quand il a son premier enfant. Faut-il des conditions de ressource ? Oui, même si je n'ignore pas que les cotisations familiales sont proportionnelles au salaire que l'on perçoit, mais il y a des couples qui ont moins besoin d'être aidés que d'autres, ils auront donc une allocation moins grande.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

Allocation adulte handicapée

Les personnes handicapées doivent pouvoir vivre décemment, ce qui est actuellement impossible avec une allocation adulte handicapé (AAH) de 621 euros. Il n'est pas acceptable que le montant de l'AAH n'atteigne même pas le seuil de pauvreté de 788 euros. Plus de 700 000 personnes sont concernées. Afin de remédier à cette situation, je propose de revaloriser l'AAH de 25%.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Alstom

Il faut bien sûr aider les parents qui n'arrivent pas à assumer leur mission éducative, mais aussi les responsabiliser. Je souhaite que les allocations familiales et l'allocation de rentrée scolaire soient placées sous tutelle lorsque les parents faillissent à leur mission : la société doit avoir la garantie que l'aide qu'elle accorde est bien utilisée dans l'intérêt de l'enfant.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Aménagement du territoire

Rétablir la confiance est plus que jamais nécessaire pour ceux de nos concitoyens qui sont issus du monde rural. Depuis des décennies, certains de nos territoires ruraux les plus fragiles sont gagnés peu à peu par la désertification. Or je veux affirmer, une fois encore, qu'il n'y a pas de fatalité au dépeuplement ni à l'exode rural, pour peu que l'Etat poursuive et amplifie ce qui fut toujours une grande politique, une politique originale dans notre pays, celle de l'aménagement du territoire. Elle n'est d'ailleurs pas pour rien dans la qualité de vie et des services publics que nous reconnaissons les étrangers qui visitent et apprécient notre pays. Aménager le territoire, c'est refuser que l'Etat ne renforce encore les tendances, là, à la concentration, ailleurs, au dépeuplement, plutôt que de rechercher un équilibre dans le développement de nos territoires. Aménager le territoire, c'est finalement garantir une véritable égalité des chances pour chaque Français, en tout point du territoire.

L'accès au haut et très haut débit doit être reconnu comme une obligation de service public sur tout le territoire. La politique de couverture en haut débit d'ores et déjà engagée doit se poursuivre pour couvrir réellement la totalité du territoire, ce qui n'est pas le cas à ce jour. Un cadre réglementaire favorable aux investissements en très haut débit par les opérateurs sera mis en place.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Amérique latine

L'Amérique latine quant à elle a connu des progrès démocratiques majeurs, au travers d'élections qui se sont bien déroulées dans une quinzaine de pays ces derniers mois. Pour autant la démocratie reste fragile, car beaucoup lui attribuent les difficultés sociales persistantes de certains de ces pays. Nous devons donc être attentifs aux dérives autoritaires et populistes, qu'elles viennent de dirigeants de gauche ou de droite.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

ANPE

Je veux un service public de l'emploi beaucoup plus efficace, par la fusion de l'ANPE et l'UNEDIC, afin d'accompagner plus rapidement toute personne qui souhaite travailler dans sa recherche d'emploi ou de lui proposer une formation professionnelle qualifiante.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

Appartement de fonction

La procédure actuelle est excessive, tous les ministres n'ont pas besoin d'un appartement de fonction. Qui est-ce qui a besoin d'un appartement de fonction ? Les ministres qui peuvent être appelés de jour et de nuit parce qu'il se passe toujours quelque chose. (...) Si je suis élu président de la République, je laisserais un appartement de fonction uniquement pour les ministres qui en ont besoin, pour dire les choses comme elles sont, je ne voudrais pas être vexant à l'égard de qui que ce soit, mais je ne suis pas persuadé que le ministre d'un domaine, par exemple celui de la communication, ait essentiellement besoin d'être présent à son ministère en pleine nuit.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

ASSEDIC

Je veux un service public de l'emploi beaucoup plus efficace, par la fusion de l'ANPE et l'UNEDIC, afin d'accompagner plus rapidement toute personne qui souhaite travailler dans sa recherche d'emploi ou de lui proposer une formation professionnelle qualifiante.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

Associations

Je veux transmettre la valeur de l'engagement et pour cela valoriser le bénévolat, un bénévolat régulier, qui n'est pas synonyme d'incompétence ou d'amateurisme. Je propose qu'une année de bénévolat dans une association ou dans un club donne droit à un stage de formation gratuit ; que 20 heures de bénévolat effectuées régulièrement chaque mois donne droit à 10% de points en plus aux examens ; que 10 ans de bénévolat donne droit à une année de cotisations de retraite. Je veux que la société valorise ceux qui se dévouent pour elle et sanctionne ceux qui ne respectent ni la loi, ni les autres, ni eux-même.

Le bénévolat est une vraie richesse pour nos quartiers. Je veux le valoriser en créant un livret d'épargne civique qui donnera aux bénévoles des avantages concrets: stages de formation gratuits, points supplémentaires aux examens, cotisation pour la retraite. Mais le recours au bénévolat ne remplace pas la présence de professionnels : on ne s'improvise pas éducateur ou aide-maternelle.

Je propose, dans chaque quartier, un responsable de la politique de la ville qui aura à orienter les crédits vers les associations qui ont le plus besoin de salariés qualifiés.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Le Parisien version électronique (23/03/07)

Assurance maladie

Nous allons dépenser plus en matière de santé en raison de l'allongement de la durée de la vie, du progrès thérapeutique, des exigences croissantes et légitimes de nos concitoyens. Aussi faut-il dépenser mieux et créer les recettes nécessaires au financement des dépenses. Il faut d'abord s'attaquer aux abus, aux fraudes et aux gaspillages. Évalués entre 7 et 15 milliards d'euros, ils représentent plus que le déficit de l'assurance maladie. J'engagerai ensuite une plus forte politique de prévention, car elle est porteuse d'économies sur le long terme. Je souhaite créer une franchise raisonnable et juste afin de responsabiliser les patients. Je pense en outre que cela restaurera une conception moins consumériste de la santé. S'agissant des recettes, fondamentalement, la solution est évidemment le plein emploi. C'est parce que nous n'avons pas le plein emploi que nous avons des déficits sociaux.

Sources(s)

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

Autonomie des établissements scolaires

Elle est une nécessité pour que chaque établissement s'adapte au contexte dans lequel il se trouve et pour que chacun se mobilise autour d'un projet dont il sera partie prenante. C'est la responsabilité. C'est l'incitation à faire le mieux possible. C'est la condition pour que le libre choix des parents devienne possible, pour que la carte scolaire un jour soit abolie et pour que la ségrégation urbaine et la ségrégation scolaire cessent de se nourrir l'une de l'autre.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Autorité

Je ne crois pas à la République sans un minimum d'ordre, l'ordre républicain, je ne crois pas qu'on peut tout faire, je crois à la justice, mais je crois aussi à la fermeté. Je crois aux droits, mais je crois aussi aux devoirs.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Autorité Parentale

Il faut bien sûr aider les parents qui n'arrivent pas à assumer leur mission éducative, mais aussi les responsabiliser. Je souhaite que les allocations familiales et l'allocation de rentrée scolaire soient placées sous tutelle lorsque les parents faillissent à leur mission : la société doit avoir la garantie que l'aide qu'elle accorde est bien utilisée dans l'intérêt de l'enfant.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

Banlieues

Les vrais drames de la banlieue sont ceux du quotidien. L'école qui devient un ghetto, le chômage dont on ne sort pas, les jeunes filles qui ne peuvent vivre librement, les incivilités qui empoisonnent la vie, la drogue qui devient source de l'économie. Je veux que la République se réapproprie les quartiers. Je poursuivrai le démantèlement des bandes organisées. Je conduirai un plan d'urgence pour l'éducation qui divisera par deux le nombre d'élèves des établissements les plus en difficulté. Services publics, transports en commun, commerces de proximité seront réinstallés dans les quartiers. Je permettrai aux habitants du parc HLM de racheter leur logement afin de se réapproprier la vie de leur quartier.

Si je suis élu je mettrai en oeuvre un grand plan Marshall de la formation pour tous les jeunes de nos quartiers, pour qu'aucun ne soit laissé de côté, pour que chacun puisse tenter sa chance, pour que chacun ait un emploi.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Discours Zénith (18/03/07)

Beau-parent

Je veux reconnaître la réalité des liens affectifs qui peuvent se créer entre un enfant et le conjoint de son parent biologique, par la création d'un statut du beau-parent. Ce statut permettra de reconnaître des droits et des devoirs aux adultes qui élèvent dans le désintéressement, la générosité, la tendresse, des enfants qui ne sont pas les leurs. (...) Ce statut sera applicable aux couples de même sexe, mais aussi aux familles recomposées.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Bénévolat

Je veux transmettre la valeur de l'engagement et pour cela valoriser le bénévolat, un bénévolat régulier, qui n'est pas synonyme d'incompétence ou d'amateurisme. Je propose qu'une année de bénévolat dans une association ou dans un club donne droit à un stage de formation gratuit ; que 20 heures de bénévolat effectuées régulièrement chaque mois donne droit à 10% de points en plus aux examens ; que 10 ans de bénévolat donne droit à une année de cotisations de retraite. Je veux que la société valorise ceux qui se dévouent pour elle et sanctionne ceux qui ne respectent ni la loi, ni les autres, ni eux-même.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Biocarburants

Il faut résolument se tourner vers les bioénergies. L'agriculture a une carte à jouer, car les biocarburants sont de nouveaux marchés solvables. Il ne faut pas non plus oublier la forêt, pour son rôle dans la production de chaleur ou d'électricité, et la lutte contre l'effet de serre.

Les bioénergies, ce n'est pas une découverte pour les agriculteurs français. Cela fait longtemps qu'ils s'intéressent à cette question et qu'ils montent des projets. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une volonté politique forte pour que l'usage des bioénergies se répande vite dans notre pays et pour que des filières innovantes et compétitives puissent se développer. Je propose notamment que la fiscalité sur les produits et comportements écologiques soit systématiquement moins élevée.

Les bioénergies sont un moyen pour les agriculteurs de pouvoir retrouver de la valeur ajoutée. Mais ils ne le pourront que s'ils s'investissent dans l'aval des filières et qu'ils obtiennent une juste répartition de la richesse produite.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Bioéthique

Le clonage thérapeutique reste pour le moment une théorie. Ne créons pas de faux espoirs à partir de prouesses scientifiques non réalisées à ce jour. La loi de 2004 permet concrètement la recherche sur les cellules souches embryonnaires à partir d'embryons surnuméraires. Il n'y a pas d'urgence - à ce jour - à modifier cette loi avant l'échéance de 2009. La recherche sur les cellules souches adultes doit par ailleurs être fortement encouragée.

Elle est prometteuse et constitue une vraie alternative au clonage thérapeutique et à l'utilisation d'embryons surnuméraires, car elle ne soulève pas les mêmes questions éthiques.

Sources(s)

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

Biotechnologies

Il faut favoriser le développement des jeunes entreprises innovantes en biotechnologies, en dynamisant l'environnement fiscal et financier dans lequel elles évoluent.

Sources(s)

Interview Pharmaceutiques (mars 2007)

Bouclier fiscal

Pour redonner confiance aux investisseurs, (...) il faut d'abord réconcilier la France avec la réussite. Or, au-delà de notre culture collective, nous savons que l'une des difficultés concrètes est fiscale. C'est pour cela que j'ai toujours défendu l'idée d'un bouclier fiscal qui limite à un pourcentage donné les prélèvements qui peuvent s'accumuler, une année donnée, sur le revenu d'un même contribuable.

Je crois à un bouclier fiscal à 50 % intégrant la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). Autrement dit, nul ne paiera au fisc plus que la moitié de ce qu'il a gagné.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Cannabis

Sur la drogue, guerre totale parce que nous sommes de tous les pays d'Europe celui où les jeunes fument le plus de cannabis. L'idéologie héritée de 68 qui a consisté à supprimer l'interdit social sur la drogue est une catastrophe. La notion même de drogue douce est une absurdité, si c'est une drogue, elle n'est pas douce. (...) Partout où la drogue a été légalisée, demandez donc aux Pays-Bas et en Espagne, ce fut une catastrophe. En tout cas que les choses soient claires, si je suis élu président de la République, je ne légaliserai pas la drogue, je la combattrai.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Capitalisme

Je crois dans la force créatrice du capitalisme mais je suis convaincu que le capitalisme ne peut pas survivre sans une éthique, sans le respect d'un certain nombre de valeurs spirituelles, de valeurs morales, sans l'humanisme, sans la culture. (...) Il faut remettre le capitalisme au service d'une certaine idée de l'homme.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Capitalisme financier

L'Europe doit protéger et pour cela elle doit contribuer à la moralisation du capitalisme financier. Si je suis élu, je proposerai que la moralisation du capitalisme financier soit l'un des principaux objectifs de la zone euro. Le capitalisme c'est la création de richesse pas la spéculation.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Carte judiciaire

Je m'engage à augmenter les moyens de la justice, mais si nous ne changeons pas nos méthodes, nous n'aurons pas de meilleurs résultats.

Je propose d'abord une réforme de la carte judiciaire permettant d'avoir des tribunaux plus gros, mieux organisés, et des magistrats moins isolés, pouvant discuter entre eux des dossiers.

Sources(s)

Interview Marie-Claire (avril 2007)

Carte scolaire

Nous ne pouvons nous résoudre à obliger des enfants méritants, qui n'ont ni les moyens, ni les relations pour s'affranchir de la carte scolaire, à fréquenter des établissements médiocres pour afficher un semblant de mixité sociale et scolaire.

Je propose que chaque famille ait le choix de l'établissement scolaire de son enfant. C'est la conséquence logique de l'autonomie et de la diversification des établissements. La carte scolaire a été créée en 1963. Est-il si inconvenant en 2007 de vouloir s'en affranchir, alors que plus aucun pays en Europe ne la pratique ?

Je propose que chaque établissement ait progressivement la liberté de recruter des enfants en dehors de son secteur. Mais qu'il ait aussi le devoir de veiller à respecter une diversité sociale et géographique dans ses effectifs.

Sources(s)

Discours Angers (01/12/07)

Caution

L'Etat, lui, doit mettre sa signature au service de celui qui n'a pas de caution - je suis pour un service public de caution.

Sources(s)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Chambres d'agriculture

Les chambres d'agriculture doivent être des structures d'accompagnement de l'évolution des exploitations. Elles doivent, pour ce faire, se tourner davantage vers les actions de terrain.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Changement

Les Français ne redoutent pas le changement, ils l'attendent. Les Français savent que notre pays est sur la ligne de crête, entre un décrochage possible qui pourrait être irréversible, et un avenir plein de promesses qu'il ne tient qu'à nous d'embrasser. (...)

Dans ce monde qui change à toute vitesse, la France doit changer de rythme. Cela ne signifie pas qu'elle doit balayer ses traditions, ses valeurs d'un revers de main, s'aligner sur le modèle le plus répandu, sur les prédictions du dernier penseur à la mode. Cela ne signifie pas qu'elle doit renoncer à être elle-même, bien au contraire.

Mais elle n'en doit pas moins changer profondément. Justement pour rester fidèle à elle-même.

« La France a besoin de changement profond. La France peut faire aussi bien que les autres. (...) Je veux porter ce changement. Je m'y suis préparé ».

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Charges sociales

Je conditionnerai les allègements de charges aux entreprises à la politique salariale de ces mêmes entreprises (...). Je ne donnerai pas les mêmes allègements de charges aux entreprises qui augmentent les salaires et à celles qui ne les augmentent pas.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Charte européenne des langues régionales

Si je suis élu, je ne serai pas favorable à la Charte européenne des langues régionales. Je ne veux pas que demain un juge européen ayant une expérience historique du problème des minorités différente de la nôtre, décide qu'une langue régionale doit être considérée comme langue de la République au même titre que le Français.

Car au-delà de la lettre des textes il y a la dynamique des interprétations et des jurisprudences qui peut aller très loin. J'ai la conviction qu'en France, terre de liberté, aucune minorité n'est opprimée et qu'il n'est donc pas nécessaire de donner à des juges européens le droit de se prononcer sur un sujet qui est consubstantiel à notre identité nationale et n'a absolument rien à voir avec la construction de l'Europe.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Chasse

Il n'est pas question de réformer une nouvelle fois l'organisation française de la chasse. (...)

Je suis naturellement favorable à ce que la redevance pour les premiers permis soit diminuée et que nous encourageons la chasse accompagnée. (...)

Quelle politique de contrôle de la chasse pouvons-nous définir lorsque tant d'acteurs interviennent ? Toutes les polices, toutes les structures de contrôle seront regroupées au sein d'un seul et même ministère de la Sécurité. Sur le terrain, le préfet sera là pour veiller au respect de la loi et de la police de la chasse. (...)

Je sais que la chasse et surtout les chasseurs souffrent des lourdeurs administratives et des incertitudes. Je peux m'engager à ce que l'Union européenne ne soit pas une source de complications. L'Europe a vocation à protéger. Elle a vocation à définir des règles pour les oiseaux migrateurs qui traversent ses frontières. Mais il appartient aux seuls Etats de déterminer les conditions de chasse sur leur territoire. Et, c'est d'abord au niveau départemental, c'est-à-dire au plus près du terrain, que la chasse doit être gérée.

Sources(s)

Intervention de la Fédération nationale des Chasseurs (20/02/07)

Chercheurs

Nous ne pouvons plus nous résigner à perdre chaque année 15 à 20% de nos jeunes chercheurs, qui préfèrent partir à l'étranger. Je veux que les carrières des chercheurs soient plus attractives afin d'attirer ou de retenir les meilleurs; que leurs rémunérations soient plus élevées, mais aussi fondées, comme la promotion, sur le mérite; que des moyens plus importants leur soient donnés pour travailler. Pour éviter cette fuite, je mettrai également fin à la situation indigne de nos post-doctorants et jeunes chercheurs, dont le montant des bourses et des salaires sera revalorisé, avec de vrais contrats de recherche, d'une durée minimale de cinq ans.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Chômage

Notre seul objectif est de le ramener sous la barre des 5%, vers le plein emploi. C'est possible si l'on rompt avec la politique de partage du travail. Au lieu de payer les Français à moins travailler (préretraites, dispense de recherche d'emploi, 35 heures), il faut les inciter à travailler plus. L'activité des uns crée le travail des autres.

Comme souvent en France, en matière de chômage ou en matière de minima sociaux, on indemnise chichement, mais longtemps. Alors qu'il faudrait indemniser fortement, mais brièvement pour que chacun soit incité à reprendre rapidement un emploi.

Je propose que l'allocation chômage ne puisse pas être inférieure au salaire minimum, mais que nul ne puisse refuser plus de trois offres d'emploi correspondant à ses compétences.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Discours Nantes (15/03/07)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Cinquième République

L'homme du 18-Juin et du discours de Bayeux a offert en 1958 à la France le meilleur régime politique de son histoire, mettant fin à près d'un siècle d'instabilité gouvernementale et de paralysie de l'Etat. Près de

cinquante ans ont passé depuis. Je pense qu'il faut préserver l'efficacité de notre cadre institutionnel, tout en l'adaptant, lorsque cela est nécessaire, aux nouvelles exigences des démocraties modernes. Plutôt que de tirer un trait sur la Vème République en proposant d'en inventer une VIe, dont on peine à percevoir les contours, il vaut mieux chercher à moderniser l'esprit et la pratique du texte actuel.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Classes

Dans les quartiers où s'accumulent tous les problèmes de l'exclusion et du chômage, je propose de créer des classes de quinze élèves dans les collèges et les lycées.

Sources(s)

Discours Agen (22/06/06)

Class action

Il y a des progrès à faire en matière de respect des droits des consommateurs à l'égard de certains services. J'entends bien y concourir. Il nous faut encore du temps de concertation pour y aboutir. Mais il faudra que nous parvenions à instaurer une formule d'actions de groupe.

Sources(s)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Clônage thérapeutique

Le clonage thérapeutique reste pour le moment une théorie. Ne créons pas de faux espoirs à partir de prouesses scientifiques non réalisées à ce jour. La loi de 2004 permet concrètement la recherche sur les cellules souches embryonnaires à partir d'embryons surnuméraires. Il n'y a pas d'urgence - à ce jour - à modifier cette loi avant l'échéance de 2009. La recherche sur les cellules souches adultes doit par ailleurs être fortement encouragée.

Elle est prometteuse et constitue une vraie alternative au clonage thérapeutique et à l'utilisation d'embryons surnuméraires, car elle ne soulève pas les mêmes questions éthiques.

Sources(s)

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

CNIL

Le développement des fichiers, d'Internet, et des multiples applications numériques dans la vie quotidienne, je pense au dossier médical personnel par exemple, rend le rôle de la CNIL de plus en plus important. Elle doit disposer des moyens nécessaires à ses missions, ce qui n'est pas le cas pour le moment. Mais elle doit aussi veiller à ce que ses décisions soient strictement inspirées par la recherche de l'intérêt général et non par quelques positions particulières ou dogmatiques ».

Sources(s)

Interview au magazine Internauts Micro (mars 2007)

Communautarisme

Si je suis président de la République je combattrai le communautarisme parce que c'est la négation de la République. Je le combattrai en défendant la promotion d'une culture commune : celle de la France avec son identité, ses valeurs, ses convictions.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Continuité territoriale

Le développement économique ne peut se concevoir, dans le monde ouvert qui est le nôtre, sans que ne soit garantie la mobilité des personnes et des biens. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours pensé que la continuité territoriale entre l'outre-mer et la métropole est une priorité majeure. Dire que l'outre-mer, c'est la France, ne doit pas rester « une parole en bouche ».

Concrètement, pour moi, la baisse des tarifs est une nécessité absolue. Mais, de grâce, arrêtons les clichés sur l'économie administrée ! Si l'on veut que les prix baissent, il ne suffit pas de se contenter de dire que l'on va obliger les compagnies aériennes, qui sont des sociétés de droit privé, à le faire. Ce n'est juridiquement pas possible.

Aujourd'hui, les prix trop élevés résultent, en partie, de la régulation du marché aérien. C'est la raison pour laquelle je viens de faire modifier les règles restreignant la concurrence. Dorénavant, les compagnies charters pourront vendre des vols « charters secs » sur l'Outre-mer, ce qui leur était interdit jusqu'à présent. C'est une première étape, même si d'autres mesures devront être prises un jour, telle que l'assouplissement des modalités de prise de congés bonifiés afin d'éviter l'engorgement des périodes de pointe.

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)

Contrat de travail

« Je veux protéger en créant une possibilité de rupture du contrat de travail par consentement mutuel entre le salarié et l'employeur qui permette au salarié de toucher des indemnités chômage.

Je veux protéger en créant un contrat de travail unique à durée indéterminée et à droits progressifs ».

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Couple de même sexe

Je suis le ministre des Finances qui a garanti par le PACS l'égalité fiscale entre les couples homosexuels et les couples hétérosexuels. (...) « L'amour homosexuel est aussi sincère que l'amour hétérosexuel et il n'y en a pas un qui est plus important que l'autre, naturellement. Mais la famille, c'est fait pour protéger et pour élever des enfants et si je suis élu président de la République, je veux que les choses soient très claires de ce côté-là, c'est cette idée de la famille que je défendrais en reconnaissant aux homosexuels de notre pays, les mêmes droits fiscaux, sociaux et patrimoniaux ». (...) J'ai proposé un contrat d'union civile, avec une cérémonie monsieur en mairie, ce qui est quand même autre chose que le PACS au greffe sinistre du Tribunal d'Instance, puisque comme vous le savez, peut-être êtes-vous pacsé, le PACS est un papier qu'on

signe pas du tout en mairie, au greffe du Tribunal d'Instance.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Co-développement

Pour se développer, l'Afrique (...) a d'abord besoin de se nourrir. Elle a d'abord besoin de l'autosuffisance alimentaire. Elle a besoin d'une agriculture vivrière davantage que d'une agriculture spéculative. Elle a besoin d'éducation, de santé, d'administration, de droit, de sécurité et d'infrastructures essentielles.

Le co-développement, c'est le développement solidaire.

C'est la reconnaissance d'un intérêt commun.

C'est le partage de la technologie, de la connaissance, des compétences, des médicaments.

C'est le libre échange négocié et régulé.

C'est une immigration choisie, c'est-à-dire concertée, décidée ensemble, organisée ensemble, maîtrisée ensemble.

C'est la compréhension, le respect, la coopération.

Il suppose que le monde accepte de se préoccuper du sort des générations futures et pas seulement de la rentabilité à court terme.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Créateurs

Nous ne préserverons notre identité, nous ne regagnerons notre prospérité, notre influence dans le monde qu'à proportion de notre force créatrice. Notre avenir est entre les mains des créateurs. C'est l'investissement d'aujourd'hui dans la création et dans l'innovation qui fera la prospérité de demain.

Je veux donner à chaque Français les moyens de réaliser ses projets et tout particulièrement à la jeunesse parce qu'elle porte en elle le monde de demain.

Je vous propose de construire une société de créateurs et d'entrepreneurs.

Je vous propose que chaque université soit dotée d'un dispositif d'aide à la création.

Je vous propose que les projets à buts non lucratifs soient autant soutenus que les projets à buts lucratifs.

Je propose que des écoles de projets soient créées.

Je propose de développer le micro crédit pour financer les micros projets.

Je vous propose des prêts aux jeunes créateurs à taux zéro, parce que l'intérêt c'est le prix du temps, parce qu'un taux zéro c'est un acte de foi dans l'avenir.

Je propose de créer partout des Maisons des créateurs où se retrouveront tous ceux qui aspirent à inventer, à créer, à entreprendre dans tous les domaines, où ils pourront trouver des soutiens, des conseils, des formations, des aides, mais aussi où ils échangeront, où ils croiseront leurs expériences, leurs idées, leurs projets, où ils formeront des projets communs, où ils inventeront ensemble l'avenir.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Création

Je considère légitime de soutenir la création. Sans l'Etat, il n'y aurait pas le cinéma français tel qu'on le connaît aujourd'hui (...) Je reconnais bien volontiers qu'il y a un foisonnement de créateurs et d'oeuvres, dont la quantité peut poser problème, mais je pense que ce problème est moins grave que l'inverse.

Sources(s)

Interview Télérama (14/02/07)

Credit hypothécaire

Je propose que ceux qui ont des rémunérations modestes puissent garantir leur emprunt par la valeur de leur logement.

Il faut réformer le crédit hypothécaire. Si le recours à l'hypothèque était plus facile, les banques se focaliseraient moins sur la capacité personnelle de remboursement de l'emprunteur et plus sur la valeur du bien hypothéqué. Ceci profiterait alors directement à tous ceux dont les revenus fluctuent, comme les intérimaires et de nombreux indépendants.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

interview dans la revue La Vie Immobilière (octobre 2006)

Crédit d'impôt

La fiscalité doit être adaptée pour encourager l'accession à la propriété. Cela passe par la création d'un crédit d'impôt sur les intérêts des prêts immobiliers pour l'achat de la résidence principale.

Sources(s)

interview dans la revue La Vie Immobilière (octobre 2006)

Croissance

Ma stratégie économique, c'est de libérer les forces de travail en France pour créer ce point de croissance qui nous permettra de résoudre les questions de déficit.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

CSM (Conseil supérieur de la Magistrature)

Je demande, pour éviter toute confusion des pouvoirs, que le chef de l'Etat cesse de présider le CSM et que son président soit choisi parmi ses membres. Les pouvoirs doivent être clairement séparés, la justice pleinement indépendante, et il ne peut y avoir de pouvoirs sans responsabilité effective.

Pour garantir aux Français une protection absolue de leurs droits et de leurs libertés, je demande aussi qu'ils puissent directement saisir l'instance disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et que leur requête soit examinée par une majorité de non-magistrats.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Culture

Pour moi la culture n'est pas réservée seulement à quelques privilégiés, elle n'est pas que pour une petite élite. (...) La démocratisation culturelle a échoué. 10 à 20 % seulement de la population française est destinataire de l'essentiel de la politique culturelle. (...) Je veux faire de l'enseignement culturel et artistique la clé de la démocratisation de la culture. (...)

A côté des politiques culturelles des collectivités locales auxquelles la décentralisation a donné un souffle nouveau, le grand problème à résoudre est celui d'une coopération plus étroite entre les institutions culturelles et l'Education Nationale. Un certain nombre d'expériences réussies doivent nous inciter à aller beaucoup plus loin sur une beaucoup plus grande échelle. (...)

Comme la santé, comme l'éducation, la culture ne peut pas être abandonnée à la seule loi du marché. La culture ne peut pas être qu'une marchandise. (...)

Le problème de la politique culturelle dans notre pays, et pas seulement dans l'audiovisuel, c'est la question des financements. Je suis favorable à des financements hybrides, avec des partenariats, du mécénat.

Sources(s)

Interview Télérama (14/02/07)

Discours Besançon (13/03/07)

Cybercriminalité

La cybercriminalité peut être financière, mais elle concerne aussi la pédophilie ou l'incitation des mineurs à la violence... La première ligne de défense, c'est l'utilisateur. D'où l'importance d'un très large effort de formation à l'usage d'Internet. Dans le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance que j'ai présenté au Parlement, il est prévu également la création de « cyber-patrouilles » pour enquêter sur de tels délits. Les moyens existent, mais leur organisation actuelle souffre de dispersion et d'absence de coordination. Cette coordination doit avoir lieu, tant au niveau national qu'international.

Sources(s)

Interview au magazine Internauts Micro (mars 2007)

Darfour

Je n'accepte pas que la mauvaise volonté du gouvernement soudanais nous transforme en témoins impuissants de l'horreur. Le Soudan doit savoir que notre patience a atteint ses limites.

Si je suis élu Président, je n'hésiterai pas à militer pour un durcissement décisif des sanctions contre tous les dirigeants du régime de Khartoum.

Des mesures immédiates s'imposent : gel des avoirs et refus de délivrer des visas - pour les individus impliqués dans les massacres. Si je suis élu, la France adoptera unilatéralement, ces mesures et encouragera ses partenaires européens à la suivre dans cette voie.

Sources(s)

Lettre de Nicolas Sarkozy lue par Nicole Guedj - soirée de Urgence Darfour (La Mutualité - Paris - 20/03/07)

Déchets nucléaires

Si le stockage des déchets nucléaires ultimes est contraignant, c'est grâce à l'énergie nucléaire que la France émet par habitant 21% de gaz à effet de serre de moins que la moyenne mondiale. Pour cette raison, nous devons maintenir et renouveler notre parc nucléaire. C'est tout l'enjeu de la nouvelle génération de centrales EPR (dits de 3ème génération) qui devront être développées et implantées dans notre pays. Cet engagement est capital pour nous, mais il ne nous empêche pas d'être très exigeants quant au droit à l'information des Français sur les risques nucléaires et sur les politiques destinées à les prévenir.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Déclaration de patrimoine

Je pense que l'équilibre actuel (ndrl : qui oblige un certain nombre d'élus à déclarer leur patrimoine au début et à la fin de l'exercice de leur mandat) est le bon. Je suis pour la transparence, pas pour la surveillance et la suspicion. Etendre la transparence aux revenus et aux avantages en nature liés à la fonction, comme le propose Transparence Internationale, me paraît en revanche souhaitable.

Sources(s)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Défense

Il serait imprudent de relâcher notre effort de défense. Si je suis élu Président de la République, je m'engage à maintenir notre effort au moins à son niveau actuel, afin de disposer de forces armées bien entraînées, bien équipées et aptes à assurer la protection de notre territoire, la sécurité des Français et la défense de nos intérêts dans des configurations très variées et s'il le faut loin de nos frontières. Le budget de la Défense ne constituera pas la variable d'ajustement des finances publiques. Consacrer de l'ordre de 2% du PIB à la Défense est à mes yeux un minimum dans un contexte aussi mouvant et imprévisible.

Notre politique de défense ne saurait se limiter à la seule question des moyens. Nous devons nous interroger plus régulièrement sur ses finalités, son adéquation avec nos besoins de sécurité et l'efficacité de sa mise en oeuvre.

J'entends renforcer les pouvoirs du Parlement en matière de contrôle des services de renseignement ; d'approbation de la présence et des modalités d'intervention de nos forces armées à l'étranger, au bout d'un certain délai à discuter ; de lancement des grands programmes d'armement ou encore de ratification des accords de défense.

Je souhaite que le président de la République puisse venir devant la représentation nationale pour présenter et expliquer ses grandes orientations de défense. Dans une démocratie moderne, il ne peut pas y avoir de domaines dont nous ne puissions pas parler.

Je souhaite la création, auprès du président de la République, d'un Conseil de sécurité nationale qui deviendra l'instance centrale d'analyse, de débat et de réflexion en matière de sécurité et de défense, en période normale comme en période de crise.

Sources(s)

Défense civile

Je propose la création d'une agence de défense civile chargée d'animer l'esprit de défense et de coordonner l'action des diverses composantes de notre société ainsi que des pouvoirs publics. Cette agence pourrait être rattachée au ministre de l'Intérieur, voire au Premier ministre, et s'appuyer sur le service civique pour étoffer les moyens d'intervention mobilisables en cas de besoin.

Sources(s)

Journée UMP Défense (7/03/07)

Dépendance

Au cours des 30 prochaines années, nous allons devoir faire face à l'accroissement d'environ 60% de la population en situation de dépendance. La nature de la prise en charge de la dépendance dépasse largement celle de la maladie ou de la vieillesse. Je propose donc de créer une cinquième branche de la sécurité sociale qui prendrait en charge la dépendance et permettrait de financer les adaptations nécessaires.

Le chantier devra être mené à bien au cours du mandat. C'est un enjeu essentiel, une responsabilité à l'égard des générations futures. Notre pays compte aujourd'hui plus d'un million de personnes de plus de 85 ans, contre 560 000 en 1980, et leur nombre aura encore doublé en 2020.

Sources(s)

*Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)
Interview Panorama du médecin (mars 2007)*

Dépense publique

La France doit réduire ses dépenses publiques mais elle n'a pas besoin d'une cure d'austérité de plus, elle a d'abord besoin d'une politique de réformes et de croissance.

Trouver des économies est possible à condition de traiter de l'emploi dans la fonction publique. Avec les retraites des fonctionnaires, il représente 45 % du budget. Je fais mien l'objectif de ne pas remplacer le départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux. La moitié de la productivité ainsi gagnée doit servir à réduire les déficits, l'autre à augmenter le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Il faudra aussi supprimer tous les organismes inutiles, comme le Conseil monétaire de la banque de France, et faire une révision systématique de tous les programmes.

Nous ne voulons pas consacrer 5 milliards d'euro aux préretraites : nous voulons utiliser l'argent public pour créer de l'activité, pas pour empêcher les gens de travailler. Les 23 milliards de la formation professionnelle constituent un gisement de productivité considérable. Et il ne faut plus de minima sociaux sans contrepartie d'activité. Dans notre société les devoirs doivent être la contrepartie des droits.

Sources(s)

*Discours Charleville-Mézières (18/12/06)
Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007*

Dépression

A côté de la misère, de la pauvreté, je veux parler de la maladie, de la dépression, de ce qui atteint la personne au plus profond de son être, du regard que la société porte sur ces fléaux, sur cette souffrance qui n'est pas matérielle mais qui est humaine, qui est physique, qui est morale. La vie est devenue si lourde pour certains de nos compatriotes. Je veux engager puissamment la recherche médicale française vers le soulagement de ce mal dont on parle si peu mais qui est si présent pour les jeunes comme les moins jeunes et qui n'est rien d'autre que le mal de vivre.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Désindustrialisation

Je ne peux accepter le gâchis de la désindustrialisation. Je ne peux accepter que tant d'hommes soient broyés par une logique économique à courte vue ou laissés pour compte parce qu'ils ne correspondent plus aux critères de performance à la mode. Je ne peux l'accepter parce que c'est un effroyable gaspillage humain et parce que la cohésion sociale est aussi un facteur de compétitivité. Je ne peux pas accepter l'idée d'abandonner à leur malheur des territoires et des hommes frappés par le sort alors que très souvent il suffirait de si peu pour les remettre en selle.

Je propose que l'Etat se donne les moyens d'investir dans les bassins industriels en difficulté pour les réindustrialiser en y développant des activités nouvelles.

Sources(s)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Désintensification de l'agriculture

Je ne crois pas à la désintensification. Je crois beaucoup plus à des démarches de progrès permettant un plus grand respect des ressources mobilisées, comme la terre ou l'eau. Le vrai défi de l'agriculture européenne, c'est de poursuivre dans la voie du développement en s'appuyant sur les résultats de la recherche. La France a la chance de disposer d'un grand réseau d'excellence scientifique : Inra, Cemagref, instituts techniques. Mobilisons ce potentiel pour que l'agriculture française et européenne relève le défi du développement durable et réponde à une demande mondiale croissante.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Détention

Je propose que l'on instaure en droit français une authentique procédure d'habeas corpus. Ce grand principe, posé un siècle avant la Révolution française en Grande-Bretagne, veut que nul ne puisse être détenu sans qu'un juge n'ait examiné le bien-fondé de cette détention ». « Qu'il s'agisse autrefois du juge d'instruction, aujourd'hui du juge des libertés et de la détention, une évidence s'impose : un juge seul n'offre pas assez de garanties pour prendre une décision aussi lourde que celle d'incarcérer une personne présumée innocente. Je souhaite donc la création de juridictions collégiales, ne comprenant pas le juge d'instruction et statuant en audience publique sur la mise en détention provisoire. Elles devraient aussi se faire présenter régulièrement chaque mis en cause pour vérifier la justification du maintien en détention

préventive et l'état d'avancement des investigations. Une mise en examen ne devrait d'ailleurs pas durer plus de cinq ans.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Dettes

Je m'engage à ramener la dette en dessous des 60% du PIB d'ici 2012, et à créer les conditions qui nous permettent d'inscrire une « règle d'or » dans la Constitution: aucun déficit budgétaire autorisé si ce n'est pour des dépenses d'investissement. Cela ne peut se faire du jour au lendemain, car cela suppose des réformes et le rattrapage de notre retard, en particulier dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation.

La France doit réduire ses dépenses publiques mais elle n'a pas besoin d'une cure d'austérité de plus. Elle a d'abord besoin d'une politique de réformes et de croissance.

Ma stratégie économique, c'est de libérer les forces de travail en France pour créer ce point de croissance qui nous permettra de résoudre les questions de déficit.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Développement durable

Le plus grand enjeu de civilisation en ce début de XXI^e siècle c'est de réussir à mettre l'économie, la science et la technique au service d'un développement durable.

Je propose de faire du développement durable le critère de toutes nos politiques publiques en changeant nos modes de décision, de production, de transport. En mettant des objectifs environnementaux dans la commande publique. En investissant massivement dans la recherche et le développement des énergies renouvelables et des énergies nouvelles. En investissant dans le nucléaire qui ne produit pas de gaz à effet de serre.

Puisque dans l'économie globale, il nous faut trouver des sources de financement pour développer les technologies propres je propose à nos partenaires européens la création d'une fiscalité écologique sur les pollutions qui taxerait aussi les importations en provenance des pays tiers. Son produit serait intégralement affecté au budget de l'Union européenne, pour financer la recherche et l'innovation industrielle dans les énergies et les technologies propres.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Discrimination

Quand on a un nom pas comme les autres, quand on a une couleur pas comme les autres ou quand on a une pratique sexuelle minoritaire ou vécue comme telle, quand on a un handicap. Cette discrimination, j'en suis tellement conscient que j'ai été le premier à défendre l'idée de la discrimination positive, pour compenser la discrimination négative. Pourquoi? Parce que je pense que sur la ligne de départ de la vie, on ne part pas tous du même point, il y en a qui partent de plus loin. Et qui n'y sont pour rien et ceux qui partent de plus loin, on doit les aider, alors les propriétaires ou les employeurs qui seraient responsables de discriminations sur le

plan sexuel, sur le plan raciste, sur tous les plans tels qu'ils soient...condamnés.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Discrimination positive

Si je suis élu je mettrai en oeuvre une politique de discrimination positive à la française, fondée non pas sur des critères ethniques qui nourrirait le communautarisme, mais sur des critères économiques et sociaux, parce que l'égalité républicaine ce n'est pas traiter également des situations inégales mais de donner plus à ceux qui ont moins, de compenser les handicaps.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Dissuasion

La dissuasion reste un impératif absolu. C'est l'assurance-vie de la Nation, la garantie qu'un autre Etat devra réfléchir avant de s'en prendre à la France sauf à s'exposer à une sanction immédiate et hors de proportion avec les avantages recherchés.

Cette garantie pourra bénéficier à nos voisins européens, dans des conditions qui, s'ils le souhaitent, pourraient être définies avec eux. Il ne s'agit en aucun cas d'imposer quoi que ce soit. Il s'agit simplement de réfléchir au fait que les intérêts vitaux de la France ne se réduisent pas à la seule dimension de l'hexagone. C'est un sujet important, nous en débattons et nous verrons. Mais je crois qu'il faut être capable d'ouvrir les bras et de dire que la France, puissance nucléaire, qui fait un tel effort pour sa défense, est également le coeur de la défense européenne.

Sources(s)

Journée UMP Défense (7/03/07)

Données personnelles

Le développement des fichiers, d'Internet, et des multiples applications numériques dans la vie quotidienne, je pense au dossier médical personnel par exemple, rend le rôle de la CNIL de plus en plus important. Elle doit disposer des moyens nécessaires à ses missions, ce qui n'est pas le cas pour le moment. Mais elle doit aussi veiller à ce que ses décisions soient strictement inspirées par la recherche de l'intérêt général et non par quelques positions particulières ou dogmatiques.

Je ne pense pas que la vie privée soit correctement protégée sur Internet. Nous sommes devant des questions nouvelles, dans un univers technologique qui évolue très vite. La réflexion qui est actuellement en cours à l'échelle européenne sur ce point devra donc être poursuivie et, même si c'est un sujet complexe, des mesures conciliant la liberté de l'Internet et la protection de la vie privée devront être prises.

Sources(s)

Interview au magazine Internautas Micro (mars 2007)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Droits de douane

Je propose un système d'exonération des droits de douanes pour les matières premières et les produits semi-ouvrés afin de favoriser les activités de transformation et donc d'intégration de valeur ajoutée localement. Enfin, je pense qu'il serait judicieux de mettre en place un mécanisme de crédit d'impôt majoré à l'exportation.

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)

Droits de l'Homme

Les droits de l'homme sont, pour toutes les démocraties du monde, à la fois un point de départ et un horizon qui se déploie toujours devant eux. La France ne fait pas exception, et il appartiendra au prochain président de lui faire franchir de nouvelles étapes dans la préservation et la conquête des libertés.

Je veux être le Président d'une France qui se sente solidaire de tous les proscrits, de tous les enfants qui souffrent, de toutes les femmes martyrisées, de tous ceux qui sont menacés de mort par les dictatures et par les fanatismes. Le Darfour est un scandale inacceptable, la Tchétchénie une horreur, les infirmières bulgares en Lybie, une barbarie, Ingrid Bettancourt dans la jungle colombienne une tragédie. Président de la République, je ne me taierai pas devant ces insultes aux droits de l'homme.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Discours Zénith (18/03/07)

Droits de mutation

La fiscalité doit être adaptée pour encourager l'accession à la propriété. (...) Cela passe par la suppression des droits de mutation, dès lors que les transactions sont liées à une mobilité imposée, telle que la perte d'emploi, le déménagement professionnel, etc.

Je propose que pour ces commerces dit de bouches, qui disparaissent, quand ils vendent les droits de mutation soient supprimés lorsqu'ils vendent à un commerce de la même catégorie.

Sources(s)

Interview dans la revue La Vie Immobilière (octobre 2006)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Droits de succession

Je voudrais exonérer de droits de succession et de droits de donation 95 % des Français. (...) Quand on a travaillé dur toute sa vie, qu'est-ce qui donne du sens à la vie ? C'est de faire que ses enfants commencent un peu plus haut que soi-même on a commencé. Eh bien je ne vois pas pourquoi on devrait payer des impôts sur les successions ou sur les donations.

Dès le mois de juillet, je supprimerai les droits de succession et de donation. Cette mesure concerne 95% des foyers. Je m'y engage.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Droit au logement opposable

Je souhaite mettre en place concrètement le droit au logement opposable. Une personne qui travaille doit pouvoir se loger autrement que dans sa voiture ou dans un camping.

Je souhaite que les étrangers en situation irrégulière soient exclus du droit au logement opposable.

Sources(s)

Interview dans La Croix (13/03/07)

Réunion publique à Caen (09/03/07)

Droit à la formation

A celui qui veut changer de métier, je propose le droit à la formation tout au long de la vie.

Si je suis élu, je mettrai en oeuvre un grand plan Marshall de la formation pour tous les jeunes de nos quartiers, pour qu'aucun ne soit laissé de côté, pour que chacun puisse tenter sa chance, pour que chacun ait un emploi.

Je souhaite proposer aux femmes qui veulent travailler, une fois que les enfants sont grands, d'accéder à une formation qualifiante d'un an, rémunérée.

Sources(s)

Discours Agen (22/06/06)

Discours Zénith (18/03/07)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Droit du travail

On ne protège pas les Français si on décourage l'embauche en rendant le droit du travail excessivement rigide et le coût du licenciement exorbitant dans un monde où la réactivité de l'entreprise est la condition de sa survie.

Je propose qu'on protège moins les emplois et davantage les personnes. Moins le poste de travail que le parcours professionnel.

C'est tout le sens de la sécurité sociale professionnelle.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Droit d'auteur

La loi affirme que le droit d'auteur et les droits voisins doivent être respectés dans le monde numérique. C'est le socle essentiel à toute création et je reste opposé à une licence dite « globale » qui revient à spolier les créateurs à l'heure où l'essentiel de la distribution des oeuvres bascule sur l'Internet. Grâce à cette affirmation, des offres légales apparaissent aujourd'hui sous de multiples formes, y compris le P2P autorisé par les ayant-droits et c'est la véritable solution au problème du téléchargement illégal.

En matière de sanctions, j'ai toujours plaidé pour un régime proportionné : le bilan de son application, prévu

par la loi, sera réalisé fin 2007, et il faudra agir en fonction de ses conclusions. L'interopérabilité est un objectif essentiel car elle détermine les usages autorisés des oeuvres acquises. Je souhaite qu'elle devienne une priorité stratégique industrielle européenne.

Sources(s)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Dumping social

L'Europe doit protéger et pour cela je proposerai à nos partenaires d'instaurer une préférence communautaire qui permette de faire face à la concurrence déloyale et de s'opposer aux dumpings.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Ecole

Nous devons reconstruire une école de la transmission, une école du respect où les élèves se lèvent quand le professeur entre dans la classe, une école qui n'oppose plus le corps et l'esprit, une école où le sport soit considéré comme une discipline fondamentale parce que le sport est une morale de l'effort et une éthique.

Nous devons reconstruire une école où la culture technique soit partie intégrante de la culture générale et où chacun puisse choisir sa voie en fonction de ses goûts et pas seulement à travers la sélection par l'échec.

Je souhaite une école qui place au coeur de ses valeurs le travail, l'effort, le mérite.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Ecole des parents

Mais, soyons clairs, les familles ont aussi un rôle fondamental à jouer et je ne serai pas celui qui tiendra un discours déresponsabilisant à leur égard. Les parents sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants. Ils doivent, par conséquent, pouvoir être plus impliqués dans l'organisation de la vie scolaire. Ils doivent aussi, lorsqu'ils éprouvent des difficultés passagères, être aidés dans leur rôle. C'est pour cela que je suis favorable aux expérimentations d' « école des parents ».

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)

Education physique et sportive

Nous devons reconstruire une école où le sport soit considéré comme une discipline fondamentale parce que le sport est une morale de l'effort et une éthique. Parce que le sport c'est le dépassement de soi et le respect des autres.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Egalitarisme

Accepter la logique de l'égalitarisme c'est du socialisme. Et je ne suis pas socialiste.

Il faut sortir de cette logique absurde du nivellement qui tire toute la société vers le bas en l'amputant de tous ses talents, en la privant de ses jeunes les mieux formés, les plus entreprenants, les plus imaginatifs, les plus audacieux.

Il faut sortir de cette politique qui consiste à déshabiller Pierre pour habiller Paul. Il faut sortir de cette double impasse de la politique qui punit la réussite et de la politique du chacun pour soi.

Sources(s)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Egalité des chances

Je prends l'engagement si je suis élu de créer des écoles de la deuxième chance dans tous les départements et de développer dans toutes les disciplines des cursus qui permettent d'accéder à l'enseignement supérieur sans le bac, comme c'est déjà le cas avec la capacité en droit ou avec le Conservatoire National des Arts et Métiers.

Je veux que toute personne qui n'a pas pu faire les études de son choix puisse les entreprendre plus tard.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07), Discours Nantes (15/03/07)

Egalité d'accès aux soins

L'égalité d'accès aux soins est menacée par le manque de couverture complémentaire, l'inégale répartition des professionnels et des équipements sur le territoire, les inégalités entre établissements hospitaliers.

Je propose de renforcer l'aide à l'acquisition d'une complémentaire et d'améliorer les remboursements des soins dentaires et optiques. Nous devons faire le bilan des incitations qui ont été créées pour favoriser l'installation des professionnels de santé dans les zones déficitaires et sans doute les renforcer. Je souhaite surtout permettre aux professionnels de santé d'améliorer leurs conditions de travail en favorisant la constitution de cabinets de groupe et en permettant à ceux qui le souhaitent de salarier un confrère. La question principale est de rompre avec l'isolement et l'épuisement des professionnels. Pour l'hôpital, nous ne devons pas renoncer à la réforme de la carte hospitalière. La sécurité des patients est une priorité absolue. Mais la mise en réseau des hôpitaux locaux et des hôpitaux plus vastes permet de concilier la sécurité des patients, l'emploi local et l'égalité d'accès aux soins. Pour une totale sécurité dans la prise en charge, il faut concentrer les gestes techniques et dangereux sur les gros centres hospitaliers. Les hôpitaux locaux devront rester en activité et se consacrer aux soins de suite, à la médecine gériatrique, à la permanence des soins ou au long séjour.

Sources(s)

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

Egalité professionnelle

Depuis qu'en 1944, le général de Gaulle a fait entrer les femmes de plain-pied dans la République en leur donnant le droit de vote, les progrès ont été bien insuffisants. Je leur dis là encore comme je le pense :

malgré la loi sur la parité, malgré la loi sur l'égalité professionnelle, les femmes ne sont pas encore des citoyennes à part entière dans notre République. Je veux un État exemplaire en matière d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et on est encore bien loin du compte. Je veux que dans les conseils d'administration des entreprises publiques il y ait au moins 50% de femmes. Je veux que le principe de la parité tel qu'il s'applique à la politique s'applique aussi aux représentants du personnel dans les entreprises.

Sources(s)

Discours Périgueux (12/10/06)

Egalité salariale

Un homme gagne 15% de plus qu'une femme. C'est scandaleux. Pour régler le problème, je veux organiser, dès l'été 2007, une conférence sociale réunissant le patronat et les syndicats de salariés. Je veux faire un diagnostic des inégalités, branche par branche. Les entreprises où il y a des inégalités auront deux ans pour régulariser la situation. Celles qui n'aligneront pas les salaires auront affaire à l'inspection du travail. Elles seront donc sanctionnées financièrement et pénalement si nécessaire. Le principe de l'égalité est un principe sacré.

Sources(s)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Electorat de gauche

Je me dois être à l'écoute de l'électorat de gauche quand il est à ce point trahi et abandonné dans ses valeurs par les actuels dirigeants socialistes.

Sources(s)

Interview Le Monde (23/01/07)

Travail au noir

Le travail au noir, les montages pour échapper aux obligations fiscales et sociales doivent être punis sévèrement. Ces pratiques faussent la concurrence, pénalisent les employeurs qui respectent les règles du jeu et privent les salariés de la couverture sociale à laquelle ils ont droit. Je veux lutter avec énergie contre toutes les fraudes. Mais je veillerai dans le même temps à ce que la complexité de notre législation n'encourage pas, indirectement, ces pratiques.

Sources(s)

Le Parisien version électronique (23/03/07)

Empreintes digitales ou génétiques

Les technologies numériques ont conduit à un développement sans précédent des systèmes automatisés de traitement de l'information et des fichiers informatiques. Je n'ai aucun regret, au contraire, d'avoir encouragé le développement des fichiers d'empreintes digitales ou génétiques. Ces fichiers ont aidé à identifier des coupables, à disculper des innocents et à sauver des vies. Je n'en reste pas moins persuadé qu'il faut en améliorer le contrôle et le suivi, veiller à leur confidentialité absolue et s'interdire toute forme d'interconnexion excessive. Je souhaite par exemple que la consultation de fichiers sensibles (STIC, Judex) à des fins

administratives présente les mêmes garanties pour les citoyens que celles prévues pour le fonctionnement du casier judiciaire.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Energie nucléaire

L'énergie nucléaire confère un véritable avantage comparatif incontestable à notre pays. C'est tout d'abord une filière industrielle d'excellence qui emploie des dizaines de milliers de salariés français. De plus, depuis des décennies, le parc nucléaire français nous garantit une très grande sécurité dans nos approvisionnements énergétiques.

Alors que l'énergie devient rare, il s'agit d'un atout majeur pour la France et ses partenaires européens. Enfin, même si le stockage des déchets nucléaires ultimes est contraignant, c'est grâce à l'énergie nucléaire que la France émet par habitant 21% de gaz à effet de serre de moins que la moyenne mondiale. Pour toutes ces raisons, nous devons maintenir et renouveler notre parc nucléaire. C'est tout l'enjeu de la nouvelle génération de centrales EPR (dits de 3ème génération) qui devront être développées et implantées dans notre pays. Cet engagement est capital pour nous, mais il ne nous empêche pas d'être très exigeants quant au droit à l'information des Français sur les risques nucléaires et sur les politiques destinées à les prévenir.

Confiante dans la place incontournable que tient l'énergie nucléaire dans notre production électrique, la France entend s'engager fortement, dès à présent, dans la recherche sur les réacteurs nucléaires de 4ème génération, avec pour objectif de toujours mieux concilier demain cette énergie avec les exigences du développement durable.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Engagements

Pour retrouver la confiance des Français qui ont été si souvent trahis il n'y a pas d'autre moyen que de tenir ses engagements, de dire ce que l'on fera et ensuite de le faire. Si je suis élu je tiendrai les engagements que j'ai pris.

Si je suis élu, je rendrai compte chaque année devant le Parlement de l'état d'avancement de mon projet.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Enseignants

Je m'engage si je suis élu à leur rendre la considération qui leur est due, à revaloriser leur carrière si dévalorisée depuis un quart de siècle.

Je m'engage à multiplier les passerelles avec les autres administrations publiques de sorte que leurs perspectives de carrière soient élargies.

Je m'engage à ce que ceux qui voudront travailler davantage puissent gagner plus.

Je m'engage à ce que les gains de productivité qui pourraient être réalisés leur soient redistribués pour moitié.

Je m'engage à ce qu'ils soient mieux formés, mieux accompagnés, mieux soutenus et par conséquent moins isolés.

Je m'engage à instaurer un système comparable à celui des IPES, qui jadis permettait aux bons élèves qui se destinaient à l'enseignement de financer leurs études.

Je veux qu'ils sachent que la révolution de l'école que je souhaite sera d'abord la leur. Elle sera fondée sur sept grands principes : la liberté pédagogique, l'autonomie, l'évaluation, la modulation des moyens en fonction des handicaps des élèves, l'orientation, la deuxième chance et la formation tout au long de la vie.

Dès l'été 2007, j'engagerai les négociations nécessaires pour revaloriser la condition enseignante. On ne peut pas prétendre faire de l'éducation une priorité, si l'on n'est pas capable de donner aux enseignants un statut social convenable. Je le ferai sans démagogie. Les enseignants ont compris que la logique permanente des moyens supplémentaires allait contre leur pouvoir d'achat.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Enseignement artistique

La question de la culture aujourd'hui c'est celle de l'enseignement artistique, (...) non plus comme le parent pauvre de l'enseignement général, mais comme le pilier d'une culture générale qui naturellement englobe aussi la culture technique, la culture scientifique, l'histoire, la géographie et la philosophie.

L'école ne peut pas enseigner la création artistique mais elle peut donner le goût de l'art et contribuer à former le jugement.

Je veux faire de l'enseignement culturel et artistique la clé de la démocratisation de la culture (...) Mais je suis pour la liberté pédagogique. Et dans un pays où il y a un million d'enseignants, je ne veux plus qu'on dise : l'éducation artistique, ce sera comme cela et pas autrement ! Si un enseignant est un passionné de musique, très bien, ça passera par la musique, et par la littérature pour un autre si c'est son domaine de passion. (...)

La démocratisation de la culture c'est d'abord qu'un nombre de plus en plus grand de jeunes quitte l'école avec les moyens intellectuels et les qualifications qui leur permettent de trouver leur place dans la société.

C'est qu'un nombre de plus en plus grand de jeunes s'engagent dans la vie avec dans la tête quelques leçons de science et d'humanité qui leur permettent de se comprendre et de comprendre le monde.

C'est qu'un nombre de plus en plus grand de jeunes affrontent l'existence avec l'esprit ouvert pour accueillir toute la beauté du monde et les moyens d'exprimer ce qu'ils éprouvent.

Sources(s)

Interview Télérama (14/02/07)

Discours Besançon (13/03/07)

Enseignement primaire et secondaire

Je veux que souffle sur lui un vent de liberté et d'évaluation. Liberté pédagogique des enseignants, car rien ne remplace l'expérience de 20 ans d'enseignement. Mais évaluation des enseignants selon les résultats des élèves. Liberté des établissements pour mettre en oeuvre des projets spécifiques. Mais évaluation indépendante et publique de chaque établissement. Liberté de choix des parents de l'école de leur enfant par

la suppression progressive de la carte scolaire, mais obligation pour chaque établissement de respecter une mixité sociale et géographique. Je crois dans la mixité scolaire, mais je veux qu'elle pèse sur les établissements, pas sur les familles.

Dès la rentrée de 2007, les établissements pourront recruter 20% de leurs effectifs en dehors du secteur et consacrer 25% de leur budget à leur projet pédagogique. 25% d'un emploi de temps, cela ne remet pas en cause le caractère national des diplômes et des programmes, mais cela permet pour les uns de faire plus de langues, pour les autres plus de sport, pour les troisièmes encore plus de soutien individualisé, en fonction des besoins locaux.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Enseignement privé

Si je suis élu, je n'opposerai pas l'enseignement privé et l'enseignement public. La guerre scolaire est une guerre vaine, qui ne doit jamais se rouvrir. Chacun, dans le respect des principes de la République, a son rôle à jouer. Je veux que soit reconnue l'utilité sociale de l'enseignement privé.

Sources(s)

Discours Maison-Alfort (02/02/07)

Enseignement supérieur

Je veux que dans l'enseignement supérieur, on n'ait pas peur de dire que toutes les filières ne se valent pas, que certaines sont plus difficiles que d'autres, que ceux qui ont travaillé le plus dur ont le droit de rejoindre les filières les plus prestigieuses, qu'à côté de grandes universités de niveau mondial, il doit y avoir des universités professionnalisantes. Mais je veux aussi que chaque bachelier qui sort de l'Education nationale ait une place dans l'enseignement supérieur, que cette place corresponde à ses goûts, à ses possibilités et aux besoins du marché du travail, qu'elle le conduise au diplôme et du diplôme à l'emploi. Je veux que toute personne qui n'a pas pu faire les études de son choix puisse les entreprendre plus tard.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Enseignement technique

Nous devons reconstruire une école où la culture technique soit partie intégrante de la culture générale et où chacun puisse choisir sa voie en fonction de ses goûts et pas seulement à travers la sélection par l'échec.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Entrepreneur

L'entreprise et les entrepreneurs n'ont pas aujourd'hui la place qu'ils méritent dans notre pays. Entreprendre, c'est toujours prendre un risque et l'échec fait partie de l'aventure entrepreneuriale. Il est vital que notre société valorise mieux cette prise de risques. A mes yeux, c'est l'image tout entière du chef d'entreprise qui est ici en question et qu'il convient de réhabiliter.

Nous vivons certes dans une société qui a toujours valorisé l'engagement en faveur de l'intérêt général, le service du public et de la collectivité. Mais, à tous les jeunes de France, je veux dire avec force que l'on sert aussi son pays, en créant son entreprise et en la faisant gagner. On est utile aux autres, en créant des richesses dans son pays. On a droit à l'estime de la Nation quand on participe à sa prospérité.

Or, malgré les risques pris, malgré les emplois créés, malgré les recettes fiscales versées, l'entreprise demeure trop souvent un objet de défiance en France. Il est temps de dépasser les oppositions de classe, de réconcilier les Français avec leurs entreprises et de réconcilier, dans le même mouvement, les entrepreneurs avec l'Etat. Les règles complexes, multiples, instables - vous venez hélas d'en faire l'expérience sur le temps de travail - qu'applique l'Administration française à nos entreprises, constituent aujourd'hui un véritable « impôt réglementaire ». Cet impôt - comble de l'injustice - est d'autant plus lourd que l'entreprise est petite. Je souhaite donc que s'engage une vaste politique de simplification des normes applicables aux PME.

Dans ce but, il nous faudra nous fixer dorénavant des objectifs extrêmement concrets : la limitation très stricte du temps nécessaire au renseignement des formulaires, la simplification effective de la feuille de paye des salariés français, et la réorganisation de l'ensemble des relations entre l'Etat et les entreprises dans une logique de « guichet unique ».

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Entreprise

L'entreprise et les entrepreneurs n'ont pas aujourd'hui la place qu'ils méritent dans notre pays. Entreprendre, c'est toujours prendre un risque et l'échec fait partie de l'aventure entrepreneuriale. Il est vital que notre société valorise mieux cette prise de risques. A mes yeux, c'est l'image tout entière du chef d'entreprise qui est ici en question et qu'il convient de réhabiliter.

Nous vivons certes dans une société qui a toujours valorisé l'engagement en faveur de l'intérêt général, le service du public et de la collectivité. Mais, à tous les jeunes de France, je veux dire avec force que l'on sert aussi son pays, en créant son entreprise et en la faisant gagner. On est utile aux autres, en créant des richesses dans son pays. On a droit à l'estime de la Nation quand on participe à sa prospérité.

Or, malgré les risques pris, malgré les emplois créés, malgré les recettes fiscales versées, l'entreprise demeure trop souvent un objet de défiance en France. Il est temps de dépasser les oppositions de classe, de réconcilier les Français avec leurs entreprises et de réconcilier, dans le même mouvement, les entrepreneurs avec l'Etat. Les règles complexes, multiples, instables - vous venez hélas d'en faire l'expérience sur le temps de travail - qu'applique l'Administration française à nos entreprises, constituent aujourd'hui un véritable « impôt réglementaire ». Cet impôt - comble de l'injustice - est d'autant plus lourd que l'entreprise est petite. Je souhaite donc que s'engage une vaste politique de simplification des normes applicables aux PME.

Dans ce but, il nous faudra nous fixer dorénavant des objectifs extrêmement concrets : la limitation très stricte du temps nécessaire au renseignement des formulaires, la simplification effective de la feuille de paye des salariés français, et la réorganisation de l'ensemble des relations entre l'Etat et les entreprises dans une logique de « guichet unique ».

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Etat

Pour résoudre la crise française il faut d'abord combattre l'impuissance publique et restaurer l'autorité de l'Etat.

La crise de l'Etat n'est pas une fatalité.

C'est le fruit d'une démission.

C'est la conséquence d'un renoncement.

Si l'Etat est affaibli c'est parce que la politique a cessé d'être l'expression d'une volonté. Quand la politique ne veut rien, elle ne peut rien.

Le vrai défi est de rebâtir une volonté politique dans le monde tel qu'il est. C'est tout l'enjeu de cette élection présidentielle.

« Je propose que le principe de la gestion de l'Etat soit désormais la productivité et l'efficacité de la dépense publique, et non plus les tours de vis indifférenciés qui accroissent les dysfonctionnements au lieu de les réduire.

Je propose que l'on entreprenne la réforme de l'Etat par l'évaluation des politiques publiques, en supprimant celles qui ne sont pas efficaces ou qui sont contradictoires.

Je propose que l'on supprime tous les organismes, toutes les commissions, tous les comités, tous les observatoires qui ne servent à rien, et qu'on continue de créer à tour de bras pour satisfaire des clientèles ou pour faire croire qu'on est décidé à s'attaquer à des problèmes qu'en réalité on ne veut pas résoudre.

On ne fera pas l'Etat sans les fonctionnaires. A fortiori contre eux.

Je veux le redire ce soir : je n'aime pas la façon dont on parle des fonctionnaires dans notre pays.

Chercher à faire des fonctionnaires les boucs émissaires de la faillite des politiques dont ils ne sont en rien responsables est indigne.

Les fonctionnaires sont comme tout le monde, ils veulent être reconnus et ils veulent être respectés. Ils sont prêts au changement mais ils veulent y être associés.

Au fonctionnaire qui subit depuis des années l'érosion de son pouvoir d'achat, je dis ma volonté qu'il y ait moins de fonctionnaires mais qu'ils soient mieux payés et mieux considérés.

Au fonctionnaire qui se sent démotivé parce que ses efforts ne sont jamais récompensés je dis que mon objectif est que le mérite soit reconnu et les gains de productivité partagés. Je lui dis que je ne veux pas que la seule voie de réussite soit celle des concours et des examens mais que l'expérience et le mérite, cela doit compter aussi.

Au fonctionnaire qui souffre de la désorganisation créée par les 35 heures, en particulier à l'hôpital, je dis que mon objectif est la remise à plat complète des 35 heures dans le secteur public de sorte que ceux qui veulent travailler davantage pour gagner davantage aient le droit de le faire.

Au fonctionnaire de police, au professeur, à l'agent hospitalier, au chauffeur de bus, au contrôleur de la SNCF qui se font insulter, agresser, menacer, je dis que cette violence dont ils sont les victimes est inacceptable, parce qu'ils ont droit à leur dignité et parce qu'à travers eux c'est à l'autorité de l'Etat qu'on porte atteinte, c'est la République qu'on offense ».

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Etat actionnaire

Je propose que l'Etat actionnaire joue son rôle, pas seulement en préparant des privatisations pour desserrer l'étau de la dette mais en n'oubliant pas qu'il doit aussi être un Etat stratège, garant de la préservation de nos intérêts industriels et technologiques fondamentaux.

C'est ce que font les Américains avec l'intelligence économique et avec les dépenses du Pentagone. C'est ce que les Japonais font avec le MITI. C'est ce que les Chinois font avec leur gestion politique de transfert de technologies. C'est ce que la France et avec elle l'Europe ne font plus ou plus suffisamment. C'est ce que nous avons commencé à faire avec les pôles de compétitivité, avec l'agence nationale de la recherche, avec l'agence nationale de l'innovation industrielle. Il faut aller beaucoup plus loin.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Etudes surveillées

L'école ne peut se décharger de toute responsabilité quand la classe est finie. C'est la raison pour laquelle je souhaite qu'elle prenne en charge les orphelins de 16h ou de 17h dont les parents travaillent , qu'elle organise des études surveillées où les enfants au lieu d'être livrés à eux-mêmes soient encadrés pour faire leurs devoirs. Je souhaite que les enseignants volontaires pour diriger ces études, comme ceux qui seront volontaires pour faire du soutien scolaire, reçoivent un surcroît de rémunération ».

« Je propose que les enseignants sur la base du volontariat puissent encadrer des études dirigées et être payés davantage ».

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Euro

Je n'accepte plus la façon dont est géré l'euro dans notre pays. Et je veux le poser avec gravité. J'ai voté pour l'euro. Je suis pour l'euro. L'euro est une réussite, mais on n'a pas fait la deuxième monnaie du monde pour ne pas s'en servir. (...) Je demande pourquoi les Américains se servent du dollar comme d'une arme au service de la croissance et de l'emploi ? Les Japonais du yen. Les Chinois du yuan, et les Anglais de la livre sterling. (...) Je veux un gouvernement économique pour l'Europe. C'est-à-dire des ministres des Finances qui gèrent la zone euro pour en faire la première zone de croissance du monde.

L'euro doit être au service de la croissance et de l'emploi, et pas simplement de la lutte contre une inflation qui n'existe plus, pour une raison simple, c'est que la concurrence est telle, la mondialisation est telle, que la lutte contre l'inflation doit être moins grande, pour la raison simple que la concurrence fait baisser les prix.

Sources(s)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Europe

Je veux que l'Europe change, parce que si elle ne change pas il n'y aura plus d'Europe.

J'ai toujours dit oui à l'Europe, j'ai dit oui à l'Acte Unique, à la monnaie unique, à la Constitution européenne. Et parce que j'ai toujours dit oui à l'Europe j'ai le devoir de dire aujourd'hui à tous les Européens sincères que nous ne pouvons pas continuer comme cela.

Nous avons fait l'Europe pour agir, pas pour subir.

Nous avons fait l'Europe pour vouloir, pas pour renoncer.

Nous avons fait l'Europe pour mettre en commun nos forces, non pour partager nos faiblesses.

Nous avons fait l'Europe pour mieux protéger les Européens, non pour les rendre plus vulnérables.

Sources(s)

Discours Strasbourg (21/02/07)

Euthanasie / Fin de vie

Je suis pour le respect de la vie, dans la mesure où la souffrance ne rend pas la vie impossible. Il y a des limites à la souffrance humaine. Mais, je ne pense pas que cette question se règle par une loi. Comment voulez-vous qu'un texte recense tous les cas de fin de vie? Cela ne se quantifie pas. Un texte ne peut pas donner une liste exhaustive de situations où les cas de fin de vie peuvent s'appliquer. Je veux que l'on fasse confiance au dialogue. C'est au patient, à sa famille et au corps médical de trouver la solution la plus adaptée. Je pense qu'il faut donc laisser une zone de liberté.

Un tiers seulement des personnes qui y auraient droit bénéficier de soins palliatifs. Il faut donc urgemment les développer.

Sources(s)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Evaluation

C'est le corollaire de la liberté pédagogique et de l'autonomie. Refuser l'évaluation de l'école ou du maître c'est mépriser les enseignants, c'est leur dénier leur capacité à être efficaces, à être performants. C'est leur refuser le droit d'être jugés sur leur résultat. Pour moi la culture du résultat est nécessaire à l'école comme ailleurs. Mais l'évaluation ne peut pas se fonder sur des critères purement quantitatifs. Ils doivent être aussi et avant tout qualitatifs, ce qui renvoie à la question de savoir quelle mission on assigne à l'éducation.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Excellence

Contre l'héritage de mai 68, contre le refus de toute autorité, contre le relativisme culturel et moral, contre le nivellement par le bas, contre la dévalorisation des diplômes, contre l'inculture, il n'y a pas d'autre choix que l'excellence.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Exode rural

Rétablir la confiance est plus que jamais nécessaire pour ceux de nos concitoyens qui sont issus du monde rural. Depuis des décennies, certains de nos territoires ruraux les plus fragiles sont gagnés peu à peu par la désertification. Or je veux affirmer, une fois encore, qu'il n'y a pas de fatalité au dépeuplement ni à l'exode rural, pour peu que l'Etat poursuive et amplifie ce qui fut toujours une grande politique, une politique originale dans notre pays, celle de l'aménagement du territoire. Elle n'est d'ailleurs pas pour rien dans la qualité de vie et des services publics que nous reconnaissons les étrangers qui visitent et apprécient notre pays. Aménager le territoire, c'est refuser que l'Etat ne renforce encore les tendances, là, à la concentration, ailleurs, au dépeuplement, plutôt que de rechercher un équilibre dans le développement de nos territoires. Aménager le territoire, c'est finalement garantir une véritable égalité des chances pour chaque Français, en tout point du territoire.

Sources(s)

Exploitation agricole

Je suis favorable au maintien des outils d'aide à l'installation. Ces outils ont fait leur preuve, ils sont efficaces. Mais il ne faut pas vivre dans l'illusion : on n'installera pas un agriculteur pour un départ. L'objectif doit être de veiller au renouvellement des générations et de ne pas détourner les jeunes de ce métier. Il faut également veiller à appuyer les démarches des jeunes qui viennent d'autres milieux. (...)

L'aide à l'installation est primordiale, de même que les prêts bonifiés. Un effort pourrait sans doute être fait en direction du stage d'installation, afin de le rapprocher des besoins réels des futurs exploitants.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Famille

Je veux aider les familles à chacune des étapes de leur vie : pendant la maternité, en allongeant la durée du congé maternité pour les deux premiers enfants pour les femmes qui le souhaitent ; à la naissance du premier enfant, en attribuant des allocations familiales dès le premier enfant ; pendant la petite enfance, en réglant une fois pour toutes le problème de la garde des enfants de moins de trois ans et en permettant ainsi aux femmes de mieux concilier leur vie de femme, de mère et leur vie professionnelle ; pendant la scolarité, en créant des études dirigées dans tous les établissements scolaires pour que les enfants rentrent chez eux leurs devoirs faits ; pendant l'éducation des enfants en donnant des droits à une pension de retraite aux femmes qui se consacrent exclusivement à l'éducation de leurs enfants ; à la fin de la vie en créant une cinquième branche de la protection sociale nous obligeant à consacrer les moyens nécessaires à la prise en charge de la dépendance dans les meilleures conditions possibles, et en créant un congé de solidarité familiale rémunéré permettant à chacun d'entre nous d'accompagner un proche en fin de vie.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Femmes

Depuis qu'en 1944, le général de Gaulle a fait entrer les femmes de plain-pied dans la République en leur donnant le droit de vote, les progrès ont été bien insuffisants. (...) Malgré la loi sur la parité, malgré la loi sur l'égalité professionnelle, les femmes ne sont pas encore des citoyennes à part entière dans notre République.

Je veux un État exemplaire en matière d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et on est encore bien loin du compte.

Je veux que dans les conseils d'administration des entreprises publiques il y ait au moins 50% de femmes.

Je veux que le principe de la parité tel qu'il s'applique à la politique s'applique aussi aux représentants du personnel dans les entreprises.

Je veux que le temps passé à l'éducation des enfants soit pris en compte pour le calcul des retraites, que les femmes aient continué de travailler en les élevant aient cessé de travailler pour les élever.

Je veux que les femmes qui ont cessé longtemps de travailler pour élever leurs enfants et qui se séparent de

leur mari soient davantage aidées pour retrouver un emploi.

Je veux que les femmes au chômage qui cherchent un emploi aient le droit de faire garder leurs enfants comme les femmes qui travaillent.

Je veux que la violence conjugale soit plus durement réprimée et que les femmes qui en sont victimes soient mieux accompagnées.

Je veux répéter qu'aucune coutume, aucune culture d'origine, aucune pratique religieuse ne saurait en France autoriser quiconque à proclamer l'infériorité intrinsèque de la femme.

Je veux que partout en France les femmes soient libres de se promener en jupe, libres de vivre comme elles l'entendent, libre de se marier à leur guise.

Sources(s)

Discours Périgueux (12/10/06)

Fiscalité

J'ai déjà évoqué la fiscalité sur le travail. Je veux en outre que 95 % des Français soient exonérés des droits de succession. La vie est mal faite : quand on est plus âgé, on a moins de besoins et plus de revenus. Quand on est jeune, on a beaucoup de besoin et peu de revenus. Je crois à la mobilité du capital, du patrimoine. Le problème de la France, c'est qu'on hérite trop tard. Quand on a travaillé toute sa vie et qu'on a créé un patrimoine, on doit pouvoir le laisser en franchise d'impôt à ses enfants.

Sources(s)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Fiscalité écologique

Le problème numéro 1 dans notre pays, c'est l'emploi. Pour donner réellement la priorité à l'emploi, il faut arrêter de le taxer toujours plus et de faire peser sur lui les dépenses, santé, retraite, dépendance, qui vont croître plus vite que l'économie au cours des années qui viennent. Je crois qu'il faut explorer d'autres pistes de financement. La fiscalité écologique ne représente aujourd'hui que 2,9% du PIB, je propose d'élever ce niveau à 5% en 5 ans. On peut aussi envisager de faire participer les productions importées au financement de la protection sociale.

Sources(s)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Fonctionnaires

On ne referra pas l'Etat sans les fonctionnaires. A fortiori contre eux. Je veux le redire: je n'aime pas la façon dont on parle des fonctionnaires dans notre pays.

Chercher à faire des fonctionnaires les boucs émissaires de la faillite des politiques dont ils ne sont en rien responsables est indigne.

Les fonctionnaires sont comme tout le monde, ils veulent être reconnus et ils veulent être respectés. Ils sont prêts au changement mais ils veulent y être associés.

Au fonctionnaire qui subit depuis des années l'érosion de son pouvoir d'achat, je dis ma volonté qu'il y ait moins de fonctionnaires mais qu'ils soient mieux payés et mieux considérés.

Au fonctionnaire qui se sent démotivé parce que ses efforts ne sont jamais récompensés je dis que mon objectif est que le mérite soit reconnu et les gains de productivité partagés. Je lui dis que je ne veux pas que la seule voie de réussite soit celle des concours et des examens mais que l'expérience et le mérite, cela doit compter aussi.

Au fonctionnaire qui souffre de la désorganisation créée par les 35 heures, en particulier à l'hôpital, je dis que mon objectif est la remise à plat complète des 35 heures dans le secteur public de sorte que ceux qui veulent travailler davantage pour gagner davantage aient le droit de le faire.

Au fonctionnaire de police, au professeur, à l'agent hospitalier, au chauffeur de bus, au contrôleur de la SNCF qui se font insulter, agresser, menacer, je dis que cette violence dont ils sont les victimes est inacceptable, parce qu'ils ont droit à leur dignité et parce qu'à travers eux c'est à l'autorité de l'Etat qu'on porte atteinte, c'est la République qu'on offense.

Un système gagnant-gagnant

« Je suis le seul candidat à avoir dit : il y a 450 000 fonctionnaires qui partent à la retraite d'ici à 2012, il faut qu'on en remplace un sur deux. On ne licencie personne. On en remplace un sur deux. (...) ».. « on ne peut pas continuer à embaucher sans cesse plus alors qu'entre temps il y a eu l'Europe, la décentralisation, l'informatique, l'Internet, les nouvelles techniques de communication. « Depuis 1980 on a créé 1 million de postes de fonctionnaires dans notre pays. (...) Comme il y a beaucoup de fonctionnaires, ils sont mal payés, mal considérés, mal respectés. Je veux donc qu'on économise en remplaçant un fonctionnaire sur deux et que la moitié des gains de productivité on les rende aux fonctionnaires sous forme d'augmentation de leur pouvoir d'achat ».

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Fonction publique

Je veux que nos grandes administrations deviennent de véritables partenaires de la réussite des entreprises. Il faut mettre un terme à la logique de défiance qui existe à l'égard des PME. Je le dis franchement : il est injuste que l'Administration traite à la même enseigne la grande majorité des entreprises de bonne foi et l'infime minorité de celles qui trichent sciemment. L'Administration ne peut plus se cantonner dans un pur rôle de contrôle et de sanction vis à vis d'entreprises toutes supposées fraudeuses.

Pour opérer ce bouleversement dans nos habitudes, il est nécessaire que ces administrations, et leurs agents, soient demain évalués sur leur capacité à rendre à tous un service de qualité, sur la rapidité des réponses données aux entreprises, et non plus sur le seul montant des redressements opérés ou sur les procès-verbaux dressés.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Fracture numérique

L'accès au haut et très haut débit doit être reconnu comme une obligation de service public sur tout le territoire. La politique de couverture en haut débit d'ores et déjà engagée doit se poursuivre pour couvrir réellement la totalité du territoire, ce qui n'est pas le cas à ce jour. Un cadre réglementaire favorable aux investissements en très haut débit par les opérateurs sera mis en place.

Tous les Français n'ont pas les moyens d'acquérir un ordinateur, ni le temps d'acquérir les connaissances nécessaires à sa bonne utilisation. Je ne veux pas de « laissés pour compte » du numérique, qu'ils soient

seniors, sans emploi, étudiants, personnes isolées, ou autres. C'est pourquoi je souhaite renforcer considérablement l'usage d'Internet dans l'éducation ; mais aussi créer un véritable réseau de formation de proximité à l'Internet, appuyé par exemple sur le réseau des points d'accès publics à l'Internet.

Sources(s)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Interview dans le magazine Internauts Micro (mars 2007)

Français

Etre Français c'est aimer la France, c'est vouloir la République, c'est respecter l'Etat.

Etre Français c'est prendre en partage l'histoire de la France et les valeurs de la France.

Etre Français c'est penser qu'au-delà de la droite et de la gauche, au-delà des partis, au-delà des croyances, il y a quelque chose de plus grand qui s'appelle la France.

Je veux dire à tous les Français que la France est plus forte quand elle est unie, que la désunion des Français a toujours causé l'affaiblissement de la France, que lorsque la France est faible c'est chacun d'entre nous qui se trouve affaibli.

Etre Français c'est se sentir l'héritier d'une seule et même histoire dont nous avons toutes les raisons d'être fiers. Si on aime la France, on doit assumer son histoire et celle de tous les Français qui ont fait de la France une grande nation.

Sources(s)

Discours de Caen (09/03/07)

France

J'aime cette France de toutes les couleurs et de toutes les religions où s'entremêlent tant d'histoires, de souvenirs et de cultures. J'aime cette France de la diversité, des différences et des mélanges.

Et parce que je l'aime, parce que je la respecte, je ne veux pas la laisser caricaturer par une minorité qui ne lui ressemble pas, qui ne cherche qu'à attiser la violence et la haine.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Franchise Santé

La logique de ma proposition est la responsabilisation de tous sur l'ensemble des soins. Aujourd'hui, les seules personnes responsabilisées sur leur consommation de soins sont les 10% de Français qui n'ont pas de couverture complémentaire parce qu'ils sont souvent juste au-dessus des seuils d'attribution de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire. Avec la franchise que je propose, qui n'est pas une franchise à l'acte mais une franchise annuelle, chacun sera amené à contribuer personnellement, mais de façon modeste, à sa propre consommation. Cela me paraît être la moindre des choses pour un bien aussi essentiel que la santé. Cette franchise ne sera remboursée ni par les régimes obligatoires, ni par les organismes complémentaires. Elle sera en revanche plafonnée annuellement et un nombre limité de personnes, par exemple les enfants et les titulaires du minimum vieillesse, pourront en être exonérées. Cette franchise se substituera au 1^{er} forfaitaire et aux augmentations régulières de ticket modérateur.

Sources(s)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Francophonie

Si je suis élu, je mettrai la francophonie au rang des priorités diplomatiques de la France. Je renforcerai tout à la fois le dispositif de l'action culturelle de la France à l'étranger et l'aide à la création, parce que c'est par la création que le Français rayonne.

Je veillerai à ce que dans les entreprises installées sur le territoire français la langue de travail soit le Français dès lors qu'il n'y a aucune nécessité économique ou commerciale qui oblige à s'exprimer dans une autre langue.

Je me battrais pour que, dans les instances européennes et à l'ONU, le Français continue d'être employé. Ce sera naturellement une obligation absolue pour tout représentant de la France dans des organisations internationales.

Je veux qu'on enrichisse les programmes scolaires d'un volet francophone significatif et que, dans les villes, on crée des maisons de la francophonie, lieux vivants d'arts et de culture, où les jeunes pourront « toucher du doigt » l'originalité des cultures francophones. Il est également important de leur permettre de découvrir la richesse des cultures du Sud avec un service civique assorti d'un volet francophone.

Dans l'enseignement supérieur, il est urgent de commencer à réfléchir à la création de chaires francophones, quasi inexistantes en France, afin de retenir des talents littéraires comme Maryse Condé, Alain Mabanckou ou Achille Mbembe, qui ont fini par s'exiler aux Etats-Unis

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Tribune dans Le Figaro (22/03/07)

Fraternité

Dans les valeurs de la République, la fraternité n'est pas une valeur moins importante que les autres. C'est la plus importante de toutes. (...) Je veux remettre la fraternité au cœur de la politique. Ce n'est pas démodé. Ce n'est pas l'affaire de la société civile. Ce n'est pas seulement la préoccupation du monde associatif. Ce doit être le combat d'un Président de la République : la Fraternité !

La fraternité pour moi c'est que les accidentés de la vie soient secourus. C'est que les malades puissent avoir une vie sociale normale, qu'ils puissent se loger, travailler, emprunter aux mêmes conditions que les autres avec s'il le faut une caution publique. C'est que le plein emploi soit atteint pour que tout le monde puisse travailler, puisse nourrir sa famille, élever ses enfants. C'est que celui qui travaille dur puisse se loger décemment.

Je rêve que le peuple français tout entier se lève pour que la fraternité ne soit plus seulement un mot gravé sur le fronton des mairies mais devienne une réalité entre les hommes et les femmes de notre pays.

Je rêve qu'un jour tous les enfants dont les familles sont françaises depuis des générations, tous les enfants de rapatriés et de harkis, tous les enfants d'immigrés, tous les petits-enfants d'Italiens, de Polonais et de Républicains espagnols, tous les enfants catholiques, protestants, juifs ou musulmans puissent s'asseoir ensemble à la table de la fraternité.

Je rêve que vous viviez dans une France où personne ne soit jugé sur la couleur de sa peau ou sur sa religion ou sur l'adresse de son quartier, mais sur la nature de son caractère.

Je rêve que tous les enfants de tous les quartiers, de toutes les couleurs, de toutes les religions qui habitent ce pays qui est le leur puissent partager la même fierté d'être Français, les mêmes rêves et les mêmes ambitions, qu'ils aient le sentiment de vivre dans le même pays avec les mêmes chances et les mêmes

droits.

Je rêve d'une France où chacun trouve sa place, où les professeurs n'aient plus peur de leurs élèves, où les adultes n'aient plus peur des jeunes, où les jeunes n'aient plus peur de devenir adultes, où les parents n'aient plus peur que leurs enfants vivent moins bien qu'eux, où l'ouvrier ne vive plus dans la hantise des délocalisations, où la différence ne soit plus vécue comme un danger mais comme une richesse, où l'avenir ne soit plus une menace mais une promesse.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Frontières de l'Europe

Je veux une Europe qui ait une existence politique, et qui ait une identité, et par conséquent une Europe qui ait des frontières. Je veux une Europe où tous les pays du monde, fussent-ils démocratiques, n'aient pas vocation à entrer. La Turquie, qui n'est pas un pays européen, n'a pas sa place à l'intérieur de l'Union Européenne. L'Europe sans frontière c'est la mort de la grande idée de l'Europe politique. L'Europe sans frontière c'est le risque de la voir condamnée à devenir une sous-région de l'ONU. Je ne l'accepte pas.

Sources(s)

Discours Strasbourg (21/02/07)

Frontières de l'Europe

Je veux une Europe qui ait une existence politique, et qui ait une identité, et par conséquent une Europe qui ait des frontières. Je veux une Europe où tous les pays du monde, fussent-ils démocratiques, n'aient pas vocation à entrer. La Turquie, qui n'est pas un pays européen, n'a pas sa place à l'intérieur de l'Union Européenne. L'Europe sans frontière c'est la mort de la grande idée de l'Europe politique. L'Europe sans frontière c'est le risque de la voir condamnée à devenir une sous-région de l'ONU. Je ne l'accepte pas.

Sources(s)

Discours Strasbourg (21/02/07)

Garde d'enfants

À la femme qui a du mal à concilier sa vie familiale et sa vie professionnelle, je propose un investissement massif dans le développement et la diversification des modes de garde.

Je veux que la garde d'enfant soit un droit garanti pour chaque famille mais que chaque famille ait la liberté de choisir son mode de garde. Je propose de mettre en place une allocation unique à la garde d'enfants de moins de trois ans, qui permettra à chaque famille d'avoir accès, dans des conditions égales, au mode de garde de son choix (crèche municipale, d'entreprise, privée, assistante maternelle, structure associative en milieu rural par exemple ...). Je propose également de rendre opposable le droit à la garde de tout enfant de moins de trois ans. Concrètement, toute famille de bonne foi qui n'aura pas trouvé de solution de garde pourra demander à sa municipalité de lui trouver une solution.

Sources(s)

Discours Agen (22/06/06)

Interview à la revue Cotémômes

Gaz de France

GAZ DE FRANCE c'est une entreprise qui achète du gaz, mais qui n'en produit pas. Est-ce qu'il faut adosser cette entreprise qui achète sur un autre acheteur ? Pourquoi pas, on peut en discuter. Ou est-ce qu'il faut réfléchir à un producteur ? La question mérite d'être posée. (...)

GAZ DE FRANCE achète du gaz. SUEZ achète du gaz, de l'électricité. Si on les fusionne tous les deux, la taille est plus importante, donc on peut espérer qu'ils aient des prix moins chers. Si j'étais président de la République je pourrais aussi réfléchir, voir si GAZ DE FRANCE SUEZ ou GAZ DE FRANCE n'aurait pas intérêt à se tourner du côté de producteurs de gaz pour faire une grande entreprise qui produirait du gaz et le commercialiserait.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Golden parachute

Je veux dire au grand patron dont la gestion est un échec, et qui négocie une prime d'éviction en forme de parachute en or, qu'il est légitime que la réussite paye, mais qu'il est scandaleux que l'échec enrichisse (...). La moindre des choses, c'est que les dirigeants des grands groupes cotés assument leur rémunération devant leurs salariés, leurs actionnaires, et que, par conséquent, la rémunération de chaque dirigeant ne soit pas secrètement fixée dans le huis-clos du conseil d'administration, mais publiquement approuvée pour chacun d'entre eux par l'assemblée générale des actionnaires et, bien sûr, publiée nominativement dans le rapport annuel. Je propose qu'il en soit de même pour toutes les primes exceptionnelles, les parachutes et les retraites chapeau.

Sources(s)

Discours Agen (22/06/06)

Gouvernement

Je crois qu'un pays de 64 millions d'habitants doit avoir un nombre limité de ministères (limité à 15), mais des ministères rebâtis ». Exemple : « je veux un ministère de l'Immigration nationale et de l'Identité nationale, parce qu'aujourd'hui le dossier de l'immigration est explosé en trois ministères différents.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Guichet unique

L'impôt réglementaire que constituent les contraintes et les normes de toute nature pèse sur nos entreprises. Cette charge pénalise toutes nos entreprises, mais touche plus durement encore les plus petites d'entre elles. Je suis convaincu que le chantier de la simplification administrative doit réellement changer de dimension. Il nous faut nous fixer dorénavant des objectifs extrêmement concrets. Cela passe par la limitation très stricte du temps nécessaire au renseignement des formulaires, par la simplification effective de la feuille de paye des salariés français, et par la réorganisation de l'ensemble des relations entre l'Etat et les entreprises dans une logique de « guichet unique ».

Sources(s)

Handicap

Les personnes handicapées doivent pouvoir vivre décemment, ce qui est actuellement impossible avec une allocation adulte handicapé (AAH) de 621 euros. Il n'est pas acceptable que le montant de l'AAH n'atteigne même pas le seuil de pauvreté de 788 euros. Plus de 700 000 personnes sont concernées. Afin de remédier à cette situation, je propose de revaloriser l'AAH de 25%.

Ma République, c'est celle du droit opposable à la scolarisation des enfants handicapés, parce que, si l'on pense que d'ici à cinq ans on ne peut pas trouver les moyens de scolariser tous les enfants handicapés, il ne faut pas faire de politique. Ce droit ce n'est pas seulement un droit pour les enfants handicapés, c'est aussi une chance pour les autres enfants.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Discours Congrès (14/01/07)

Heures supplémentaires

Je compte porter la rémunération de toutes les heures supplémentaires à 25% de plus que les heures normales et les exonérer de toute charge sociale et fiscale. Pour un salarié rémunéré au SMIC, cela correspondra à 1980 euros net de plus par an pour 50 minutes de travail supplémentaire par jour ouvré.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

Homosexuels

Je suis le ministre des Finances qui a garanti par le PACS l'égalité fiscale entre les couples homosexuels et les couples hétérosexuels. (...) « L'amour homosexuel est aussi sincère que l'amour hétérosexuel et il n'y en a pas un qui est plus important que l'autre, naturellement. Mais la famille, c'est fait pour protéger et pour élever des enfants et si je suis élu président de la République, je veux que les choses soient très claires de ce côté-là, c'est cette idée de la famille que je défendrai en reconnaissant aux homosexuels de notre pays, les mêmes droits fiscaux, sociaux et patrimoniaux ». (...) J'ai proposé un contrat d'union civile, avec une cérémonie en mairie, ce qui est quand même autre chose que le PACS au greffe sinistre du Tribunal d'Instance.

Je veux reconnaître la réalité des liens affectifs qui peuvent se créer entre un enfant et le conjoint de son parent biologique, par la création d'un statut du beau-parent. Ce statut permettra de reconnaître des droits et des devoirs aux adultes qui élèvent dans le désintéressement, la générosité, la tendresse, des enfants qui ne sont pas les leurs. (...) Ce statut sera applicable aux couples de même sexe, mais aussi aux familles recomposées.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Discours Nantes (15/03/07)

Hôpital

L'hôpital est en pleine transformation : nouvelle gouvernance, T2A. Nous devons prendre le temps de l'évaluation de ces réformes. Je veux poser par avance plusieurs principes. D'une part, l'autonomie de l'hôpital et sa souplesse d'organisation. C'est le meilleur moyen pour que l'organisation sanitaire la plus adaptée aux populations desservies soit mise en place. D'autre part, la garantie du service public. Il faut s'assurer que la mise en place des réformes respecte les missions propres de l'hôpital public que sont la recherche, la formation, les urgences et l'égalité d'accès aux soins sur le territoire. C'est dans ces conditions que nous pourrions aller vers une tarification commune entre public et privé.

Je veux lancer rapidement un grand débat sur les missions de l'hôpital. Il faut ramener l'hôpital à sa mission première, soigner les patients qui souffrent de pathologies médicales. Cela suppose de développer les services de long et moyen séjour pour les personnes en fin de vie, les personnes dépendantes. Le personnel qui le souhaite pourra faire des heures supplémentaires exonérées de charges. C'est comme cela que nous supprimerons les 35 heures à l'hôpital. Il faut également revoir la carte hospitalière. On ne pourra pas conserver en l'état tous les hôpitaux de France. Certains sont trop petits pour assurer des soins techniques dans des conditions de sécurité satisfaisantes, mais devront remplir d'autres missions. Quant aux infirmières, je fais mienne la question de la revalorisation de leur diplôme. Je veux offrir au personnel médical de meilleures possibilités de promotion sociale, notamment pour les infirmières qui veulent devenir médecins.

Je souhaite revoir la gouvernance des hôpitaux, en leur permettant, dans la ligne des réformes en cours, de se consacrer davantage à la politique médicale, de bénéficier d'une plus grande souplesse et d'une plus grande autonomie de gestion, et en même temps d'être évalués sur des résultats. La création d'un conseil de surveillance et d'un directoire, deux organes distincts, permettrait de séparer les fonctions opérationnelles des fonctions de contrôle. Le directoire serait dépositaire de l'unité de commandement et de décision et mettrait en oeuvre la politique hospitalière approuvée par le conseil de surveillance.

Sources(s)

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Hôpital prison

La présence de malades dans les prisons » est « un problème essentiel. (...)Il faut de toute urgence développer l'Hôpital prison ». Des structures comme l'hôpital prison permettraient de placer « dans des établissements d'un nouveau type des hommes et des femmes qui ont besoin d'être soignés et qui peuvent présenter un danger à la fois pour la société et leurs co-détenus.

Sources(s)

Visite au centre pénitencier pour femmes de Rennes (22/01/07)

ICANN

La gestion actuelle par l'ICANN n'est pas une « menace » pour les autres pays. La véritable menace serait de voir ces questions du ressort de pays peu respectueux de la liberté d'expression. La création, à la suite du dernier Sommet mondial sur la société de l'information de Tunis, d'une plateforme de dialogue permanent, le Forum sur la Gouvernance d'Internet, est un premier pas vers une gestion plus équilibrée de l'Internet à l'échelle internationale.

Il faut aller plus loin. Je souhaite que la France participe plus activement à ces discussions qui structurent l'avenir d'Internet dans le monde, et la prochaine réunion du forum, en novembre 2007 à Rio, en donnera l'occasion.

Sources(s)

Interview au magazine Internauts Micro (mars 2007)

Identité nationale

Je défends une identité française fondée sur un certain nombre de valeurs sur lesquelles je ne transigerai pas: la laïcité, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité pour tous les territoires, la promotion sociale, la valorisation du mérite.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Immigration

La politique de l'immigration, c'est l'identité de la France dans 30 ans. Ceux qui nous rejoignent doivent la respecter, tout en apportant ce qu'ils sont. Nous ne voulons pas brader les valeurs de cette identité française. Un pays se construit par vagues successives d'immigration. Il est cohérent de vouloir rénover l'intégration à la française en rappelant que la France n'est pas seulement une démocratie où seule compte la loi de la majorité, c'est aussi une République avec des principes et des valeurs.

Il faut maîtriser l'immigration. Accepter d'accueillir toute la misère du monde, c'est tirer toute la société vers le bas. C'est faire le malheur des immigrés que l'on n'arrive plus à intégrer, et le malheur de tous les autres. Ce sont comme toujours les plus modestes et les plus vulnérables qui payent le plus cher: le jeune de 20 ans qui meurt asphyxié dans sa cachette ou qui coule au fond de l'océan avec sa pirogue, les familles brûlées vives dans des hôtels sordides où elles s'entassent parce qu'on ne sait pas où les loger.

Sources(s)

Interview au Journal du Dimanche (11/03/07)

Discours de Caen (09/03/07)

Immigration choisie

Entre l'immigration zéro, qui nous appauvrirait et serait contraire à nos intérêts comme à nos traditions, et l'ouverture totale des frontières, qui est une folie irresponsable alors que de grandes migrations s'annoncent, il existe une position de bon sens, qui est celle de l'immigration régulée, concertée avec les pays d'origine. La France doit continuer d'accueillir des migrants. C'est son intérêt et sa responsabilité, notamment pour la formation des élites des pays que nous aidons.

Mais elle ne doit le faire qu'à certaines conditions.

La première condition, c'est de se doter de plafonds d'immigration, comme le fait par exemple le Canada, un pays démocratique somme toute. Nous ne pouvons accueillir que dans la mesure où nous pouvons fournir un logement, un emploi, une école pour les enfants. Sinon c'est la crise de l'intégration et des banlieues, comme nous la connaissons aujourd'hui.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Immigration clandestine

Il faut lutter contre l'immigration clandestine qui fait la fortune des marchands de sommeil et des passeurs sans scrupule qui n'hésitent pas à mettre en danger la vie des pauvres malheureux dont ils exploitent la détresse.

Je souhaite que celui qui a été reconduit dans son pays ne puisse pas obtenir un titre de séjour en France pendant les 5 ans qui suivent.

Je souhaite que les étrangers en situation irrégulière soient exclus du droit au logement opposable.

Sources(s)

Discours de Caen (09/03/07)

Impôts sur les bénéfices

Je demande un impôt sur les bénéfices des sociétés modulé. Plus cher pour ceux qui suppriment de l'emploi, moins élevé pour ceux qui gardent de l'emploi.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Indice des prix

Je propose de revoir l'indice des prix. Chacun s'en rend compte en faisant ses courses ou en payant ses factures, il ne reflète pas la réalité. Pour que cet indicateur soit utile, il faut qu'il corresponde véritablement aux dépenses. Je prévois donc de le modifier.

Sources(s)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Industrie

Accepter la fin de l'industrie comme une fatalité est une erreur stratégique.

La nouvelle économie transforme l'ancienne, elle ne la fait pas disparaître. La nouvelle économie n'a fait disparaître ni la sidérurgie, ni la mécanique, ni le textile. Les services ne feront pas disparaître l'industrie.

Je propose que soit mise en oeuvre une politique de filières qui permette à la France d'exploiter ses atouts et de tirer le meilleur parti de ses avancées technologiques et de son image de marque dans le nucléaire, le ferroviaire, l'espace, l'automobile, la santé, l'agro-alimentaire, le tourisme ou le luxe, ou encore dans les technologies propres où la France est en mesure, si elle s'en donne les moyens, de prendre un avantage décisif.

Je propose que l'Etat se donne les moyens d'investir dans les bassins industriels en difficulté pour les réindustrialiser en y développant des activités nouvelles.

Sources(s)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Industrie du médicament

Le secteur du médicament est une priorité à mes yeux. Il faut en finir avec la pression fiscale croissante qui pèse sur cette industrie depuis tant d'années. Ma conviction est que nous allons dépenser de plus en plus pour la santé. C'est bon pour les patients, pour l'emploi, pour l'économie. Il faudra donc que nous ayons les recettes nécessaires pour financer ces dépenses, sans handicaper les générations futures. En revanche, je suis hostile à une régulation comptable de l'assurance-maladie ayant pour seul but de contracter les dépenses.

Sources(s)

Interview Pharmaceutiques (mars 2007)

Innovation industrielle

Sur le terrain de l'innovation industrielle, c'est aussi la démarche d'un financement par projets qui prévaut déjà dans les pôles de compétitivité que j'ai mis en place à travers l'ensemble de notre pays. Dans ces pôles, il s'agit, je le rappelle, de rapprocher les industriels et les chercheurs, afin de favoriser une R&D gagnante. Cela commence à marcher et si le succès se confirme, la France prendra là un tournant décisif pour son avenir industriel.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Institutions européennes

Débloquer l'Europe institutionnellement, telle est à mes yeux la priorité absolue si nous ne voulons pas que très vite l'Union ne se transforme en une simple zone de libre-échange où viendront s'affronter les spéculateurs et les prédateurs du monde entier.

Débloquer l'Europe institutionnellement, ce sera le sens de ma première initiative européenne si je suis élu. Dans ce but je proposerai à nos partenaires de nous mettre d'accord sur un traité simplifié qui reprendra les dispositions du projet de traité constitutionnel nécessaires pour que l'Europe puisse se remettre en marche qui n'ont pas suscité de désaccord majeur durant la campagne référendaire.

Sources(s)

Discours Strasbourg (21/02/07)

Instruction civique

Une des missions essentielles de l'école républicaine est d'assurer la formation de citoyens libres et éclairés. Je pense que l'école doit dispenser des connaissances, mais aussi des valeurs, parmi lesquelles figurent le respect de l'autorité, la responsabilité, l'intégrité morale. C'est pourquoi je suis favorable à ce que l'instruction civique soit davantage intégrée aux enseignements dispensés par l'école.

Sources(s)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Intégration

La France est un pays qui s'est construit par l'ouverture ; je veux que la France reste ouverte, accueillante et généreuse. Je veux que tous ceux qui aiment la France et respectent la France soit accueillis chez nous parce que nous avons besoin d'eux. Et je dis une chose : nous avons un socle de valeurs : la laïcité, la séparation du temporel et du spirituel, l'égalité entre la femme et l'homme qu'on ne bradera pas. Si vous n'expliquez pas à ceux qui vont nous rejoindre, les immigrés, qu'il y a des valeurs que nous ne négocierons pas, qui s'appelle l'identité de la France, comment voulez-vous qu'ils s'intègrent.

La politique de l'immigration, c'est l'identité de la France dans 30 ans. Ceux qui nous rejoignent doivent la respecter, tout en apportant ce qu'ils sont. Nous ne voulons pas brader les valeurs de cette identité française. Un pays se construit par vagues successives d'immigration. Il est cohérent de vouloir rénover l'intégration à la française en rappelant que la France n'est pas seulement une démocratie où seule compte la loi de la majorité, c'est aussi une République avec des principes et des valeurs.

Ceux qui veulent soumettre leur femme, ceux qui veulent pratiquer la polygamie, l'excision ou le mariage forcé, ceux qui veulent imposer à leurs soeurs la loi des grands frères, ceux qui ne veulent pas que leur femme s'habille comme elle le souhaite ne sont pas les bienvenus sur le territoire de la République française.

Sources(s)

Journal de 20 heures (TF1 - 14/03/07)

Interview au Journal du Dimanche (11/03/07)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Internats d'excellence

Protéger l'enfant c'est faire en sorte que les bons élèves issus de familles modestes et qui ne peuvent pas étudier chez eux dans de bonnes conditions puissent être accueillis dans des internats d'excellence.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Investissement

Depuis trop longtemps la France cherche à rétablir ses équilibres en diminuant ses dépenses d'investissement au lieu de diminuer ses dépenses courantes.

Depuis trop longtemps la France sacrifie ses dépenses d'avenir parce que personne n'a le courage de toucher aux dépenses du passé.

Je propose de tailler dans la dépense improductive et de donner la priorité à l'investissement.

Je propose d'investir massivement dans l'enseignement supérieur et dans la recherche après avoir donné à nos universités une plus grande autonomie.

Je propose de donner aux Français la possibilité de s'endetter davantage pour investir. Il faut donner à tous ceux qui ont des projets les moyens de les financer grâce à du capital risque public, à des prêts à taux zéro, à un système de cautionnement public qui mutualise les risques et qui permette à ceux qui ne peuvent pas apporter de garanties d'accéder au crédit.

Je propose que le crédit d'impôt recherche soit porté à 100% pour stimuler l'effort de recherche des

entreprises.

Sources(s)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Irak

Les Français savent aussi qu'ils doivent à la lucidité de Jacques Chirac de ne pas les avoir entraînés dans une entreprise incertaine, celle d'une guerre en Irak qui était une erreur historique et qu'ils ne souhaitent pas. (...)

En Irak, ma conviction est que la solution ne peut être que politique. Il faut réinventer un "pacte" entre Irakiens qui assurerait à chaque communauté, à chaque segment de la société irakienne, à chaque Irakien un accès équitable aux institutions et aux ressources du pays. Et qui isolerait les terroristes. En ce qui concerne la question du retrait des troupes étrangères, la France n'a pas de troupes sur le terrain et n'est donc pas la mieux placée pour dire quelle serait la bonne date pour ce retrait. Il y a me semble-t-il deux écueils à éviter : un retrait précipité, qui entraînerait le chaos, ou l'absence de toute perspective de retrait, à laquelle les Irakiens réagiraient par plus de violence et qui ferait le jeu des terroristes. La voie adaptée consiste à fixer un "horizon" pour le retrait, qu'il appartient aux autorités irakiennes de définir en fonction de la situation et en liaison avec les pays qui ont des troupes sur le terrain. Je crois qu'ainsi les Irakiens seront assurés que l'objectif est bien de leur rendre la plénitude de leur souveraineté.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

Iran

Les Iraniens, dans leur grande majorité, ne se reconnaissent pas dans le discours de haine de leur président. Le revers qu'il a subi aux dernières élections municipales en est bien la preuve. Mais en même temps, je veux être très clair : la perspective d'un Iran doté de missiles nucléaires n'est pas envisageable. Ouvrant la voie à une course aux armements dans la région, elle serait une menace constante pour l'existence d'Israël et le Sud-Est de l'Europe. La France doit agir pour que la communauté internationale reste unie et ferme. C'est désormais à l'Iran de choisir entre l'isolement croissant ou la coopération. En contrepartie, la communauté internationale doit tenir ses engagements, y compris pour l'accès au nucléaire civil, source de l'énergie du futur, dont je ne vois pas au nom de quoi nous déciderions d'en priver un peuple.

Sources(s)

Le Parisien version électronique (23/03/07)

ISF

Il n'y aura pas de suppression de l'ISF si je suis président de la République. Il est normal que ceux qui ont les plus gros patrimoines paient davantage. En revanche, je crois à un bouclier fiscal à 50 % intégrant la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). Autrement dit, nul ne paiera au fisc plus que la moitié de ce qu'il a gagné. Il faut faire revenir les patrimoines et créer une nouvelle génération de capitalistes familiaux, qui investissent dans les PME et au service de l'emploi. J'entends donc donner à ceux qui paient l'ISF la possibilité de déduire de cet impôt, par exemple jusqu'à 50 000 euros, à condition de l'investir dans les PME. Je veux que tous ceux qui ont des projets puissent les financer et pas seulement dans la high tech ou dans Internet.

Sources(s)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

ISLAM

Je pense qu'il n'y a pas eu un ministre de l'Intérieur qui ait fait davantage pour les musulmans de France que moi, en créant le CFCM, en indiquant qu'il n'y avait aucun amalgame à faire entre l'Islam et les extrémistes, en demandant pour les Musulmans le droit de prier non pas dans des caves et des garages, mais dans des mosquées, et en indiquant que l'Islam de France que je souhaite à la différence de l'Islam en France, que je ne souhaite pas.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Jeunes

Je veux permettre à chaque jeune de conquérir l'autonomie financière qui lui permette de financer ses études, sa formation, de ne plus vivre chez ses parents, de vivre sa vie, de vivre avec qui il veut, d'aimer qui il veut, comme il veut.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Juge

L'affaire Outreau a mis en lumière, de manière dramatique, les graves dysfonctionnements de notre justice pénale. Je propose une refonte complète de la procédure pour sortir le juge d'instruction et le juge des libertés et de la détention (JLD) de leur solitude. Le JLD sera supprimé et l'instruction sera conduite par des juges expérimentés travaillant davantage en équipe. La détention provisoire sera prononcée au terme d'une procédure d'habeas corpus, en audience publique et contradictoire, devant une juridiction collégiale dont le juge d'instruction ne fera pas partie.

Qu'il s'agisse autrefois du juge d'instruction, aujourd'hui du juge des libertés et de la détention, une évidence s'impose : un juge seul n'offre pas assez de garanties pour prendre une décision aussi lourde que celle d'incarcérer une personne présumée innocente. Je souhaite donc la création de juridictions collégiales, ne comprenant pas le juge d'instruction et statuant en audience publique sur la mise en détention provisoire. Elles devraient aussi se faire présenter régulièrement chaque mis en cause pour vérifier la justification du maintien en détention préventive et l'état d'avancement des investigations. Une mise en examen ne devrait d'ailleurs pas durer plus de cinq ans.

Un Etat qui protège c'est un Etat qui garantit l'indépendance de la justice et lui donne les moyens nécessaires à son fonctionnement. C'est un Etat où les juges sont responsables de leurs actes quand ils commettent des fautes comme n'importe quel citoyen.

Sources(s)

Le Parisien version électronique (23/03/07)

Discours Corneilles-en-Parisis (06/03/07)

Récidive

Je souhaite qu'on crée des peines planchers pour les multirécidivistes, parce que 50 % des délits, c'est 5 % des délinquants. Et celui qui ne comprend pas qu'on ne doit pas revenir 25 fois devant le même tribunal pour la même chose, je souhaite qu'il soit puni sévèrement avec la certitude de la sanction.

Je veux des peines doublées pour les multirécidivistes. Je veux résoudre enfin le problème des mineurs. Le mineur multirécidiviste de 16 à 18 ans sera puni comme un majeur.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Laïcité

Pour promouvoir la laïcité, nous pourrions diffuser largement une "charte de la laïcité et de la citoyenneté", dans les écoles, lors des retraits de cartes d'électeur ou des journées d'appel de préparation à la défense... Elle devrait également être remise aux étrangers dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration que j'ai fait adopter dans la loi sur l'immigration choisie.

Sources(s)

Tribune La Croix (21/09/06)

Langues étrangères

Je me battrais pour que soit généralisé partout en Europe l'enseignement de deux langues étrangères parce que c'est la seule façon efficace pour que l'hégémonie de l'anglais soit battue en brèche.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Langues régionales

Je souhaite que leur enseignement soit correctement pris en charge par l'éducation nationale.

Je souhaite que l'on soutienne leur pratique et leur diffusion. Mais je ne veux pas de cette logique de confrontation avec le Français que cherchent à faire prévaloir certains indépendantistes qui veulent en finir avec l'unité française que nous avons mis si longtemps à construire et qui reste le bien le plus précieux mais aussi le plus fragile que nous ayons à léguer à nos enfants.

Si je suis élu, je ne serai pas favorable à la Charte européenne des langues régionales. Je ne veux pas que demain un juge européen ayant une expérience historique du problème des minorités différente de la nôtre, décide qu'une langue régionale doit être considérée comme langue de la République au même titre que le Français.

Car au-delà de la lettre des textes il y a la dynamique des interprétations et des jurisprudences qui peut aller très loin. J'ai la conviction qu'en France, terre de liberté, aucune minorité n'est opprimée et qu'il n'est donc pas nécessaire de donner à des juges européens le droit de se prononcer sur un sujet qui est consubstantiel à notre identité nationale et n'a absolument rien à voir avec la construction de l'Europe.

Sources(s)

Langue Française

Nous avons le devoir pour nos enfants, pour l'avenir de la civilisation mondiale, pour la défense d'une certaine idée de l'homme, de promouvoir la langue française.

Si je suis élu, je mettrai la francophonie au rang des priorités diplomatiques de la France. Je renforcerai tout à la fois le dispositif de l'action culturelle de la France à l'étranger et l'aide à la création, parce que c'est par la création que le Français rayonne.

Je veillerai à ce que dans les entreprises installées sur le territoire français la langue de travail soit le Français dès lors qu'il n'y a aucune nécessité économique ou commerciale qui oblige à s'exprimer dans une autre langue.

Je me battrais pour que, dans les instances européennes et à l'ONU, le Français continue d'être employé. Ce sera naturellement une obligation absolue pour tout représentant de la France dans des organisations internationales.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Libertés

Pour garantir aux Français une protection absolue de leurs droits et de leurs libertés, je demande aussi qu'ils puissent directement saisir l'instance disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et que leur requête soit examinée par une majorité de non-magistrats.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Liberté pédagogique

Qui mieux que l'instituteur peut choisir la bonne méthode pour apprendre à lire à l'enfant qui est en face de lui et qu'il apprend tous les jours à connaître ? Certainement pas en tout cas un bureaucrate parisien enfermé dans son bureau qui ne voit pas un enfant de la journée.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Livret d'épargne civique

Le bénévolat est une vraie richesse pour nos quartiers. Je veux le valoriser en créant un livret d'épargne civique qui donnera aux bénévoles des avantages concrets: stages de formation gratuits, points supplémentaires aux examens, cotisation pour la retraite.

Sources(s)

Le Parisien version électronique (23/03/07)

Logiciel libre

L'industrie du logiciel, qu'il soit libre ou propriétaire, est capitale pour l'avenir. La France excelle dans cette discipline et je souhaite favoriser la pleine expansion de l'édition logicielle dans la diversité de ses modèles économiques, sous ces deux aspects, qui sont d'ailleurs de plus en plus complémentaires. Un pôle de compétitivité est en voie de création autour du logiciel libre. J'en soutiens le principe.

Sources(s)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

La France doit continuer à être au premier rang de l'action internationale en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Sa législation est particulièrement stricte. Lorsque j'étais ministre de l'Economie et des finances, j'ai d'ailleurs étendu le champ d'application de la déclaration de soupçon de blanchiment, par la loi du 9 août 2004. La transparence de la place financière d'Andorre doit continuée à être promue. Il en va de même à Monaco, dans la continuité des efforts déjà réalisés, en lien avec la France, sur l'application aux activités bancaires du code monétaire et financier français et sur le respect de toutes les normes internationales de lutte contre le blanchiment. Je souhaite que cette collaboration se poursuive pour que des normes sur les flux financiers, équivalentes aux normes françaises, soient adoptées.

Notre réglementation, en France et en Europe, doit continuer à être à l'avant-garde des meilleurs standards internationaux en la matière. Je promouvrai cette action vigilante, auprès du G 7 et de l'OCDE, car les initiatives menées au cours des dernières années, souvent à l'initiative de la France, comme la liste noire du GAFI, ont montré leur efficacité. Je le ferai également auprès de nos partenaires en Europe, pour que chacun puisse à son tour agir en ce sens.

Le blanchiment et l'utilisation du système financier par les réseaux criminels représentent une menace directe pour nos sociétés démocratiques et la stabilité économique. J'ai la volonté, en partenariat avec les autres Etats européens, d'engager une véritable action concertée en matière de rapprochement des législations et de coopération renforcée entre les autorités judiciaires et les services enquêteurs. Il convient en particulier de s'engager sur la transparence des mouvements de capitaux et prévoir des sanctions à l'égard des pays non coopératifs.

Sources(s)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Lutte contre la corruption

Il est indispensable d'assurer le bon fonctionnement des administrations et des services judiciaires chargés de lutter contre la corruption. Il convient, en particulier, de renforcer la capacité des services enquêteurs. La formation spécialisée des magistrats, des enquêteurs et des experts doit constituer une autre priorité. Des moyens matériels suffisants doivent, en outre, être mis à leur disposition. C'est d'ailleurs pourquoi je veux renforcer la spécialisation des tribunaux et des magistrats. Enfin, au-delà de la répression, il faut renforcer la prévention en direction des opérateurs publics et privés qui peuvent être exposés aux risques de la corruption.

Sources(s)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Lutte contre les grandes pandémies

Elle peut être l'occasion d'oeuvrer à l'édification d'une mondialisation équitable, à travers l'initiative UNITAID, lancée par la France et présidée par Philippe Douste-Blazy, grâce à laquelle les malades du SIDA, de la tuberculose et du paludisme dans les pays pauvres auront accès à des médicaments performants pour se soigner. 500 millions de dollars seront disponibles dès 2008 sur la base de financements-citoyen. 30 pays ont déjà adhéré à cette initiative, qui bénéficiera à 100 000 enfants en 2007 et 200 000 en 2008. L'effort devra être poursuivi résolument.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

Maisons des créateurs

Je propose de créer partout des Maisons des créateurs où se retrouveront tous ceux qui aspirent à inventer, à créer, à entreprendre dans tous les domaines, où ils pourront trouver des soutiens, des conseils, des formations, des aides, mais aussi où ils échangeront, où ils croiseront leurs expériences, leurs idées, leurs projets, où ils formeront des projets communs, où ils inventeront ensemble l'avenir.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Maison des adolescents

Je souhaite que cette expérience se poursuive et se généralise. Toutefois les troubles de l'adolescence ne sont que la suite logique de la non prise en compte des difficultés de l'enfant, et particulièrement des maltraitances dont il est l'objet. Il serait dramatique que ces « maisons de l'adolescence » ne soient que la conséquence de la faillite de la prévention et des soins.

Sources(s)

Interview Marie-Claire (avril 2007)

Mandat électoral

Je suis pour une limitation du mandat présidentiel à deux quinquennats, car dix années sont un temps suffisamment long pour une fonction aussi éminente. Faut-il étendre cette limitation de deux mandats à l'ensemble des autres élus, maires ou députés ? Personnellement, je ne le pense pas. Je ne crois pas que la limitation des mandats ait un effet direct sur la lutte contre la corruption, que je soutiens comme vous. Surtout, je pense que, dans un régime démocratique, c'est aux électeurs de choisir leurs élus. Si un élu est formidable, intègre, dévoué, je ne vois pas ce qui s'oppose à ce qu'il soit régulièrement réélu.

Sources(s)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Mariage homosexuel

Je veux que le mariage protège la filiation et le cadre naturel de la famille. Pour cette raison, je n'ouvrirai pas

le mariage, ni l'adoption aux couples de même sexe.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Médecine libérale

La médecine libérale est un fondement du système de santé français. Nos compatriotes y sont très attachés. Il faut le préserver et répondre à ses attentes et à ses préoccupations. J'en vois principalement trois. Le rôle du généraliste, d'abord. Celui-ci est en première ligne dans le parcours de soins et la loi de 2004 l'a expressément consacré. Je le dis clairement, je suis favorable à l'alignement du tarif de la consultation des généralistes sur celui des spécialistes. Deuxièmement : l'épuisement, la surcharge de travail, l'isolement, en ville et à la campagne. Je souhaite favoriser la constitution de cabinets de groupe, le regroupement de médecins généralistes, spécialistes et autres professionnels de santé, et permettre à ceux qui le souhaitent de pouvoir salarier un confrère ou utiliser des modes nouveaux d'association comme le contrat de collaboration. Je souhaite également que notre confiance dans les médecins libéraux se traduise par la création d'espaces de liberté tarifaire (en contrepartie d'obligations d'évaluation et de formation continue). Troisièmement : la pénurie de médecins et autres professionnels de santé sur certaines parties du territoire. Les incitations actuelles à l'installation dans certaines zones devront être évaluées et sans doute renforcées. Je pense que la constitution de cabinets de groupe est une réponse au phénomène de l'isolement.

Sources(s)

Interview Pharmaceutiques (mars 2007)

Méditerranée

C'est à la France, européenne et méditerranéenne à la fois, de prendre l'initiative avec ses partenaires du Sud de l'Europe, d'une Union Méditerranéenne comme elle prit jadis l'initiative de construire l'Union européenne. Cette Union Méditerranéenne devra prendre en charge les questions de lutte contre le terrorisme, la gestion concertée des migrations, le développement économique et commercial et la promotion de l'Etat de droit dans la région. Elle aura vocation à travailler étroitement avec l'Union Européenne, et un jour à avoir avec elle des institutions communes. Je souhaite que la France se voit de nouveau comme une puissance méditerranéenne majeure.

Sources(s)

Conférence de presse sur les relations internationales (28/02/07)

Mère au foyer

Je ne suis pas favorable au salaire de mère au foyer. L'Etat n'a pas les moyens. Et puis il faut être cohérent. Je ne peux pas demander aux gens de travailler plus et verser un salaire à des femmes qui souhaitent élever leurs enfants. En revanche, on peut améliorer leur situation. Je propose que ces femmes aient droit à une protection sociale autonome et que les années passées à éduquer leurs enfants leur ouvrent droit à une pension de retraite. Cela existe déjà, mais pas pour toutes et à des niveaux nettement insuffisants. Ces droits, acquis personnellement et indépendamment de la pension de leur conjoint, leur assureraient une certaine autonomie financière. En cas de séparation ou de veuvage, elles pourraient donc disposer de droits propres. Et puis, je souhaite proposer à celles qui veulent travailler, une fois que les enfants sont grands, d'accéder à une formation qualifiante d'un an, rémunérée. La liberté de chacun, et des femmes en particulier, est ma priorité.

Sources(s)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Micro-crédit

Je propose de développer le micro crédit pour financer les micros projets.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Mineurs

Je demande qu'on change l'ordonnance de 45 sur les mineurs, ça ne peut plus continuer comme ça. Un mineur de 17 ans, n'a rien à voir avec un mineur de 17 ans en 1945 et d'ailleurs quand vous êtes frappé par un mineur ça vous fait la même souffrance que quand vous êtes frappé par un majeur.

Le mineur multirécidiviste de 16 à 18 ans sera puni comme un majeur.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Minima sociaux

Je ne veux pas réduire les minima sociaux car personne ne vit dignement avec le RMI tel qu'il existe aujourd'hui.

Il ne faut plus de minima sociaux sans contrepartie d'activité. Dans notre société les devoirs doivent être la contrepartie des droits.

Je veux que ceux qui ont des minima sociaux (...) et qui reprennent un emploi, puissent pendant les deux premières années cumuler le minima social et cet emploi.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Minimum vieillesse

La question de l'amélioration du pouvoir d'achat des petites retraites est centrale. Pour ça, il faut dégager des retraites, des recettes. D'un côté on a des toutes petites retraites, de l'autre, il y a ce qu'on appelle les retraites des régimes spéciaux, un million cent mille retraités pour 500 000 cotisants qui n'ont pas été réformées. (...) Je dis donc que ceux qui sont à 37,5 années de cotisations, on doit les porter à 40 ans, dégager des marges de manoeuvre et les trois millions de retraités qui ont à peine au dessus du minimum vieillesse, on doit les augmenter.

Sources(s)

Ministère de la Culture

Le poids politique du Ministère de la Culture doit être élargi, pour que les arbitrages en matière d'éducation ne soient pas rendus au détriment de la culture. Je veux faire de l'enseignement culturel et artistique la clé de la démocratisation de la culture (...)

A côté des politiques culturelles des collectivités locales auxquelles la décentralisation adonné un souffle nouveau, le grand problème à résoudre est celui d'une coopération plus étroite entre les institutions culturelles et l'Education Nationale. Un certain nombre d'expériences réussies doivent nous inciter à aller beaucoup plus loin sur une beaucoup plus grande échelle. (...)

Sources(s)

Interview Télérama (14/02/07)

Discours Besançon (13/03/07)

Ministère de l'immigration et de l'identité nationale

Je veux un ministère de l'immigration et de l'identité nationale, (...) aujourd'hui le dossier de l'immigration est explosé en trois ministères différents.

Je continuerai à parler de l'immigration en posant le problème de l'identité nationale. Ce que nous avons de plus précieux à offrir à tous ceux qui veulent vivre en France c'est la fierté d'être Français qui est bien davantage qu'un statut juridique. Le partage de cette identité qui est la nôtre, avec la culture, la langue, les valeurs qui la fondent est la condition de leur intégration réussie. Comment réussir l'intégration de ceux que nous accueillons si nous ne prenons pas la peine de leur parler du pays où ils veulent vivre ?

La France est un pays qui s'est construit par l'ouverture ; je veux que la France reste ouverte, accueillante et généreuse. Je veux que tous ceux qui aiment la France et respectent la France soit accueillis chez nous parce que nous avons besoin d'eux. Et je dis une chose : nous avons un socle de valeurs : la laïcité, la séparation du temporel et du spirituel, l'égalité entre la femme et l'homme qu'on ne bradera pas. Si vous n'expliquez pas à ceux qui vont nous rejoindre, les immigrés, qu'il y a des valeurs que nous ne négocierons pas, qui s'appelle l'identité de la France, comment voulez-vous qu'ils s'intègrent.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Discours Besançon (13/03/07)

Journal de 20 heures (TF1 - 14/03/07)

Ministre

Je crois qu'un pays de 64 millions d'habitants doit avoir un nombre limité de ministères (limité à 15), mais des ministères rebâtis.

Je veux moins de ministres qui soient davantage responsables, qui aient davantage de poids face à l'administration.

Je veux que ce soient les ministres qui gouvernent et non les cabinets

Je ne veux plus que ce soient les bureaucrates qui gouvernent.

Je veux remplacer l'irresponsabilité technocratique par la responsabilité politique.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Discours Villebon-sur-Yvette

Mise en examen

Une mise en examen ne devrait pas durer plus de cinq ans.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Mixité sociale

Pour chaque établissement, je veux connaître les résultats, les progrès des élèves, le taux de réussite au brevet et au bac, afin de pouvoir juger de l'efficacité des mesures et du projet mis en oeuvre. Surtout, je veux imposer aux établissements une obligation de mixité sociale dans la composition de leurs effectifs. Cette évaluation et cette obligation de mixité permettront de s'assurer qu'il n'y a pas de discrimination selon le niveau scolaire ou social des élèves dans le recrutement et que la mixité est bien mise en oeuvre, partout en France. En contrepartie, les parents seraient libres de choisir l'école de leurs enfants. Enfin, je veux que chaque établissement présente un pourcentage minimal d'élèves aux classes préparatoires. Aujourd'hui, la moitié des établissements ne le fait pas. Il faut aussi faire confiance aux enseignants, et ne pas les juger à la simple application d'une circulaire! Les professeurs, mieux que quiconque, savent comment enseigner.

Sources(s)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Mondialisation

La mondialisation est un fait. Il serait aussi vain de la nier ou de s'y opposer que de prétendre remettre en cause la loi de la gravité ou arrêter la course des nuages. La question n'est donc pas de savoir si la mondialisation est bonne ou mauvaise. Elle est de savoir si nous y sommes préparés. Le choix existe, car si la mondialisation est un fait, la subir n'est pas une fatalité.

Les Français veulent des faits, des actes, des décisions. Je veux être celui qui les propose, qui les imagine et surtout qui les mette en oeuvre. (...)

L'Etat doit protéger sans être protectionniste. Le mot protection ne me fait pas peur. Je l'assume. (...) La mondialisation exige un Etat fort, une cohésion sociale et territoriale forte, une identité collective forte. Si nous voulons être forts dans la mondialisation, nous ne devons renoncer à rien de cela. (...) Pour gagner dans la mondialisation, il faut investir plus que les autres et avant les autres.

Nous aurons besoin de l'Europe pour remporter ce combat, mais d'une Europe qui tienne aussi ses promesses de prospérité collective et de protection. Il serait illusoire d'imaginer que nos efforts porteront leurs fruits si nous continuons à nous battre dans un monde où les blocs économiques ne jouent pas avec les mêmes règles. Je refuse le protectionnisme mais je ne veux pas être naïf et j'attends un minimum de réciprocité dans l'application de règles sociales ou environnementales. J'entends que l'Europe soit demain un véritable espace commun de développement économique.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Monnaie

Je veux que la monnaie soit au service de l'emploi et de la croissance.

Sources(s)

Discours Corneilles-en-Parisis (06/03/07)

Multilatéralisme

Le conforter : plus que jamais, les grandes décisions internationales doivent faire l'objet d'une concertation des grands pays. Nous avons besoin de l'Organisation des Nations Unies parce qu'elle est universelle et qu'elle a donc seule la légitimité et l'efficacité pour traiter certains problèmes. C'est vrai pour traiter les crises les plus complexes. On le voit dans les crises africaines, où les opérations de maintien de la paix ne se limitent pas à un volet militaire mais appuient aussi les processus politiques de transition, l'organisation des élections, la restructuration des forces de sécurité, la reconstruction de l'appareil judiciaire. Qui d'autre aurait aujourd'hui, 45 ans après les indépendances, la légitimité et la capacité pour le faire ? Partout où il s'agit d'affirmer une légitimité internationale face à des Etats, d'élaborer des normes universelles, de promouvoir de nouveaux principes, de réguler un monde global, les Nations Unies sont irremplaçables.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

Musique

Le secteur de la musique traverse actuellement une crise incontestable. (...) Sous l'influence d'Internet, la musique va devoir s'inventer un autre modèle économique, comme elle a déjà largement commencé de le faire d'ailleurs. (...) Le rôle des pouvoirs publics est d'accompagner en douceur ces changements et de veiller à ce que la création indépendante, originale, facteur de nouveauté et de subversion puisse continuer à émerger et à vivre. C'est d'autant plus important qu'Internet peut tout autant permettre la diversification de l'offre qu'accentuer le marketing à outrance de quelques titres privilégiés. Sur ce point aussi, les pouvoirs publics ont un rôle à jouer, notamment par l'aide à la numérisation des catalogues et l'incitation à l'octroi des droits. C'est dans ce contexte de complet bouleversement que le soutien public aux industries musicales et la politique de diversité musicale devront être repensés pour être confortés.

Du côté des consommateurs, les avantages de la diversité de l'offre, de son exhaustivité, de sa sécurité tout comme l'interopérabilité des supports et des matériels, dont je souhaite qu'elle soit portée au rang de priorité stratégique industrielle de l'Europe, l'emporteront, je le crois, sur les inconvénients du téléchargement illégal. A cela s'ajoute, l'augmentation considérable des canaux de promotion et de diffusion des oeuvres, sur le web, à la télévision, par les mobiles ou encore par la radio, dont je m'engage à réorganiser le spectre pour que tous les Français aient accès aux grandes radios nationales et aux radios thématiques.

Sources(s)

Tribune Musique Info Hebdo (19/01/07)

Nations Unies

Pour préserver l'efficacité des Nations Unies, l'autorité du conseil de sécurité doit être incontestable. Il doit

pour cela renforcer sa représentativité parce que le monde a changé. Cet élargissement du conseil doit concerner toutes les régions du monde et notamment les pays du Sud. Des grands pays comme l'Allemagne, l'Inde, le Japon ou le Brésil doivent y jouer un rôle permanent, et l'Afrique comme l'Amérique latine doivent également y être représentées.

J'ai conscience qu'il est difficile de réunir un consensus sur cette question entre les 192 Etats du monde. Je propose d'explorer des formules transitoires, pour avancer progressivement. Il nous faudra combiner le maintien du statut des cinq membres permanents, une augmentation globale limitée du nombre de sièges au Conseil, pour lui conserver son efficacité, avec la création de nouveaux sièges permanents sans droit de veto. Sans doute sera-t-il nécessaire de renvoyer à plus tard le choix définitif de certains nouveaux membres permanents. Pourquoi ne pas imaginer de créer des sièges à statut privilégié, éligibles pour trois ans par exemple ? Pourquoi ne pas imaginer que si un de ces Etats « privilégiés » était réélu à ce siège trois fois, il pourrait devenir permanent ? Quel que soit la formule retenue, la vocation de certains pays à devenir des membres permanents doit être fondée sur des critères clairs : la population sans doute, mais aussi la contribution financière à l'Organisation, et surtout la contribution en troupes aux opérations de maintien de la paix.

Sources(s)

Conférence de presse sur les relations internationales (28/02/07)

Nominations

Dans une République exemplaire, la majorité et l'opposition doivent s'entendre pour choisir des responsables aussi importants pour le bon fonctionnement de notre démocratie et de notre société que les membres du Conseil constitutionnel, du Conseil supérieur de l'audiovisuel ou du Conseil de la concurrence, le premier président de la Cour des comptes, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ou encore le président d'EDF. J'ai proposé que le chef de l'Etat associe, demain, davantage le Parlement à l'exercice de son pouvoir de nomination. L'expérience montre qu'il n'est pas bon que tous les emplois de l'Etat les plus importants soient à l'entière discrétion d'un seul et même homme. Pour moi, le meilleur système serait celui dans lequel les choix du président devraient être avalisés à la majorité qualifiée par les commissions permanentes du Parlement, après audition des intéressés.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Nucléaire civil

L'énergie du futur n'a pas vocation à être la possession exclusive des pays les plus développés dès lors qu'un système de garanties peut fonctionner efficacement. J'ai proposé pour cela la création, sous l'égide de l'ONU et de l'Agence Internationale pour l'énergie atomique, d'une véritable banque mondiale du combustible nucléaire civil qui garantirait aux pays émergents l'accès aux bienfaits de l'énergie atomique sans risque de détournement militaire. Cette institution aurait donc l'avantage d'ôter tout avantage économique et politique aux programmes nationaux d'enrichissement de l'uranium et de retraitement des combustibles irradiés.

Sur le nucléaire, une coopération est possible avec nos partenaires du Sud. Je souhaite par exemple proposer à l'Algérie, avant d'autres Etats, de l'aider à développer une capacité nucléaire civile en échange d'un partenariat sur l'exploitation des champs gaziers. Dire ceci, c'est aussi pour moi une façon de dire à l'Iran qu'une coopération est possible et que nous ne sommes pas condamnés à la confrontation. Au travers de l'exemple algérien, grand pays d'Afrique, c'est aussi dire que pour moi, le développement du Sud passe par l'accès à l'énergie et donc au nucléaire.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

Numérique

Ce que nous avons fait pour l'aéronautique, l'espace et le nucléaire nous pouvons le faire aussi pour le numérique qui annonce un bouleversement du savoir, l'émergence d'une nouvelle forme d'intelligence collective qui nous obligera tôt ou tard à tout repenser : nos institutions, notre système d'enseignement, nos politiques publiques, notre système juridique. Nous ne devons pas attendre. Fixons-nous comme objectif que la prospective sur la société numérique devienne une priorité nationale et débouche sur une stratégie collective.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Numerus clausus

Face à la baisse de la démographie médicale, le desserrement du numerus clausus est un impératif et je m'engage à en tirer toutes les conséquences, y compris financières, pour les facultés et les hôpitaux.

Sources(s)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

OGM

Je suis pour le moment sceptique sur les vrais avantages des OGM. Mais je n'écarte pas l'hypothèse que les OGM s'avèrent un jour vraiment utiles à la société, aux agriculteurs et aux consommateurs. C'est pourquoi je considère que la France doit se réserver la possibilité, plus tard, lorsque les conditions de sécurité seront pleinement remplies, de s'engager dans leur culture. Poursuivre la recherche est donc, de ce point de vue, indispensable. Si les OGM peuvent permettre de ne pas utiliser des produits phytosanitaires ou d'en réduire significativement l'utilisation, c'est un progrès. Si les OGM peuvent permettre de mettre au point des variétés qui apportent des avantages très significatifs pour la santé humaine ou pour le développement durable, c'est un progrès. Il faudra être en mesure d'en profiter.

L'expérimentation en plein champ doit en revanche s'accompagner d'un encadrement strict et transparent. Je pense qu'il faut renforcer la surveillance, en développant un véritable suivi biologique de toutes les cultures sur le territoire. Il faut s'appuyer sur les compétences des uns et des autres (scientifiques, milieux associatifs, services de l'État), et ce, en toute transparence. La biovigilance est une nécessité ; elle doit fédérer toutes les énergies.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

OMC

Je veux que l'on change les règles de l'OMC. (...) Il ne faut pas sortir (de l'Organisation mondiale du commerce) mais négocier de manière différente. (...) Ce n'est pas aux commissaires européens d'aller négocier à l'OMC. C'est au président (de la commission) de négocier et à personne d'autre ». (...) A l'OMC, «

je veux la réciprocité et je ne veux pas qu'on m'explique que ce que font les Américains, nous, on n'aurait pas le droit de le faire ».

La mondialisation telle que la France la souhaite passe par la réforme du fonctionnement de l'ONU et de l'ensemble des institutions internationales. Les grands pays émergents doivent être mieux représentés dans les organes de décision. Cela passe par la création à côté de l'organisation mondiale du commerce d'une organisation distincte dédiée à l'environnement et dotée des mêmes pouvoirs juridictionnels. Cela passe par la reconnaissance du statut spécifique de l'agriculture dans les règles qui gouvernent les relations commerciales internationales.

Sources(s)

Visite au salon de l'Agriculture (09/03/07)

Discours St Etienne (09/11/06)

Ordonnance de 1945

Je demande qu'on change l'ordonnance de 45 sur les mineurs, ça ne peut plus continuer comme ça. Un mineur de 17 ans, n'a rien à voir avec un mineur de 17 ans en 1945 et d'ailleurs quand vous êtes frappé par un mineur ça vous fait la même souffrance que quand vous êtes frappé par un majeur.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Organisation Mondiale de l'Environnement

Il nous créer une « Organisation mondiale de l'environnement » (OME) dont le rôle sera de rationaliser les principes et les normes dans le domaine environnemental et de mutualiser les moyens aujourd'hui éparpillés entre les pays et les structures internationales. Lieu d'expertise et de négociation internationale, cette OME serait alors un interlocuteur crédible pour les autres organisations multilatérales. Elle pourra notamment faire contrepoids à l'OMC qui a tendance à négliger les problèmes environnementaux.

Sources(s)

Conférence de presse sur les relations internationales (28/02/07)

Orientation

C'est l'autre condition de l'égalité des chances. Sans elle, ceux qui viennent des milieux les plus modestes sont incapables de choisir en toute connaissance de cause la formation qui correspond le mieux à leurs aspirations et à leurs aptitudes. Ils s'autocensurent face aux études longues ou ils s'engagent dans des voies sans issue. L'orientation doit devenir une pièce centrale et non plus secondaire de notre système éducatif pour que chacun puisse trouver la voie qui lui convient en ayant une claire conscience des débouchés qui s'offrent à lui.

C'est un élément central de la modernisation de notre pays, que la France ne peut plus continuer à laisser des milliers d'étudiants s'engouffrer chaque année dans des filières sans débouchés ou dans lesquelles ils n'ont aucune chance. La responsabilité publique exige d'avoir le courage de mettre fin à ce gâchis, à l'hypocrisie de cette sélection opaque, aux frustrations multiples ressenties par tant de jeunes qui passent quatre ou cinq ans dans l'enseignement supérieur, mais ne sont pas en mesure de décrocher à la fin un

emploi qualifié.

L'argent public doit financer autant de places d'enseignement supérieur qu'il y a de bacheliers qui sortent du système scolaire, car notre objectif, c'est qu'un maximum de jeunes rejoignent l'enseignement supérieur. Mais cet argent ne doit financer que des filières qui conduisent à l'emploi, et à proportion des débouchés envisageables. C'est évidemment au niveau des universités que peut s'apprécier le mieux cette adéquation entre filières et besoins du marché du travail et ce sera donc aux universités de faire la preuve que leurs filières de formation mènent à l'emploi. Chaque étudiant de terminale recevra une information détaillée sur les filières qu'il envisage et devra être aidé à choisir une filière dans laquelle il a des chances de réussir et des chances de trouver un emploi.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

OTAN

Ce serait une erreur d'opposer la politique européenne de défense à l'Alliance Atlantique, alors même que l'Union européenne et l'OTAN sont deux organisations plus complémentaires que concurrentes. En revanche, nous devons veiller avec nos partenaires européens à ce que l'OTAN n'évolue pas, comme sembleraient le souhaiter les Etats-Unis, vers une organisation mondiale effectuant des missions aux confins de l'humanitaire, du militaire et des activités de police internationale. L'OTAN n'a pas vocation à se substituer à l'ONU. Elle doit conserver un ancrage géopolitique clair en Europe et une vocation strictement militaire. Et, dans le prolongement des Accords dits de Berlin Plus, l'Union européenne doit pouvoir, en tant que de besoin, s'appuyer sur les moyens, notamment de commandement et de planification, que l'Alliance met en oeuvre. Ce sont à mes yeux trois conditions du maintien à son niveau actuel de la contribution importante de notre pays à l'OTAN.

Sources(s)

Journée UMP Défense (7/03/07)

Outre-Mer

Depuis que j'ai lancé cette idée, en mars 2006, les acteurs économiques des quatre DOM ont répondu à mon appel et m'ont fait part de leurs attentes en la matière. Il ressort de nos échanges, durant ces derniers mois, un consensus sur l'idée de créer des zones franches globales au plan géographique mais ciblées sur certains secteurs d'activités. Il ne s'agit donc pas d'un privilège accordé à telle ou telle partie du territoire : la zone franche globale concerne la Guadeloupe tout entière !

(...) Ces zones franches viendraient en complément de l'actuelle défiscalisation qu'il faut conserver. Il faut la conserver car la défiscalisation agit sur les coûts d'investissement, là où les zones franches agiront sur les coûts de fonctionnement. Il faut la conserver car la défiscalisation n'est pas un « ensemble de niches fiscales », c'est un outil de développement économique nécessaire à la croissance de territoires spontanément sous capitalisés.

Le développement économique ne peut se concevoir, dans le monde ouvert qui est le nôtre, sans que ne soit garantie la mobilité des personnes et des biens. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours pensé que la continuité territoriale entre l'outre-mer et la métropole est une priorité majeure. Dire que l'outre-mer, c'est la France, ne doit pas rester « une parole en bouche ».

Concrètement, pour moi, la baisse des tarifs est une nécessité absolue. Mais, de grâce, arrêtons les clichés

sur l'économie administrée ! Si l'on veut que les prix baissent, il ne suffit pas de se contenter de dire que l'on va obliger les compagnies aériennes, qui sont des sociétés de droit privé, à le faire. Ce n'est juridiquement pas possible.

Aujourd'hui, les prix trop élevés résultent, en partie, de la régulation du marché aérien. C'est la raison pour laquelle je viens de faire modifier les règles restreignant la concurrence. Dorénavant, les compagnies charters pourront vendre des vols « charters secs » sur l'Outre-mer, ce qui leur était interdit jusqu'à présent. C'est une première étape, même si d'autres mesures devront être prises un jour, telle que l'assouplissement des modalités de prise de congés bonifiés afin d'éviter l'engorgement des périodes de pointe.

Je propose un système d'exonération des droits de douanes pour les matières premières et les produits semi-ouvrés afin de favoriser les activités de transformation et donc d'intégration de valeur ajoutée localement. Enfin, je pense qu'il serait judicieux de mettre en place un mécanisme de crédit d'impôt majoré à l'exportation.

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)

Ouverture

Je ne suis pas l'homme d'un clan, je ne suis pas l'homme d'une famille politique, je veux m'adresser à tous les Français, sans exception et je pratiquerai l'ouverture, je ne veux pas mégoter, je ne veux pas compromis avant, mais je pratiquerai l'ouverture après.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Ouverture des magasins le dimanche

Je suis pour la liberté. Si des gens veulent travailler le dimanche ou aller faire leurs courses le dimanche où on peut les faire en famille, pourquoi le leur interdire. Regardez ce qu'on fait les Espagnols, c'est assez intéressant et ça ne marche pas trop mal, ils ont testé la libéralisation de l'ouverture du dimanche pour les seuls petits commerces. C'est-à-dire pour ceux, je crois, de mémoire, qui font moins de 150 ou de 200 mètres de surfaces de vente. (...) Je voudrais que région par région, on ait la liberté de faire les choses.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Ouvriers

J'ai visité beaucoup d'usines, rencontré beaucoup d'ouvriers. Dans les usines on parle peu. Il y a beaucoup de pudeur chez les ouvriers. Il y a une culture ouvrière, une façon d'être des ouvriers, un rapport particulier des ouvriers à la vie et au travail. Je ne veux pas que cette culture ouvrière se perde. Je ne veux pas d'une France sans usine. Si les usines partaient, le reste partirait aussi. Les services aux entreprises partiront. Le marketing, la finance, la recherche appliquée partiront .

Sources(s)

Discours Corneilles-en-Parisis (06/03/07)

PAC

Si je suis élu je proposerai à nos partenaires de rouvrir le dossier de la politique agricole commune avec l'objectif de garantir l'indépendance alimentaire de l'Europe, mais aussi la sécurité sanitaire, le respect de l'environnement et un revenu décent pour les agriculteurs qui passe par des prix qui respectent le savoir faire des agriculteurs. Repenser la politique agricole est une nécessité. La supprimer serait une catastrophe pour l'indépendance de l'Europe. Elle mettrait le sort de l'agriculture entre les mains de la spéculation.

Sources(s)

Discours Strasbourg (21/02/07)

Parent au foyer

Il ne faut pas culpabiliser les parents qui font le choix de se consacrer exclusivement à élever leurs enfants. C'est un choix qui peut être douloureux, lorsqu'elles deviennent veuves, lorsqu'il y a un problème avec le mari. Je propose deux choses : leur reconnaître un droit à la protection sociale, et que ces années consacrées à élever ses enfants, et donc par parenthèse à ne pas consommer de service public, je pense par exemple aux crèches, comptent dans le calcul de la retraite.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Parité

Depuis qu'en 1944, le général de Gaulle a fait entrer les femmes de plain-pied dans la République en leur donnant le droit de vote, les progrès ont été bien insuffisants. Je leur dis là encore comme je le pense : malgré la loi sur la parité, malgré la loi sur l'égalité professionnelle, les femmes ne sont pas encore des citoyennes à part entière dans notre République. Je veux un État exemplaire en matière d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et on est encore bien loin du compte. Je veux que dans les conseils d'administration des entreprises publiques il y ait au moins 50% de femmes. Je veux que le principe de la parité tel qu'il s'applique à la politique s'applique aussi aux représentants du personnel dans les entreprises.

Sources(s)

Discours Périgueux (12/10/06)

Parlement

Nous devons accorder davantage d'autonomie au Parlement dans la conduite de son activité législative et de contrôle de l'action du gouvernement. Je propose de donner aux parlementaires une plus grande maîtrise de leur ordre du jour, tout en confortant leurs pouvoirs de contrôle. Cela ne pourra se faire qu'en renforçant les capacités d'expertise et d'audit du Parlement et en donnant à l'opposition un véritable statut, comme c'est le cas au Royaume-Uni. Je pense à la possibilité pour l'opposition de créer une commission d'enquête et de présider certaines commissions permanentes. Et je crois que dans certains domaines importants de la vie de la nation, c'est-à-dire ceux qui engagent l'histoire et le destin de la France, comme les affaires internationales et européennes, par exemple, ou la défense, majorité et opposition doivent pouvoir travailler et décider ensemble. Dans une démocratie moderne, il ne peut y avoir de domaine réservé et de pouvoirs solitaires.

J'entends renforcer les pouvoirs du Parlement en matière de contrôle des services de renseignement ; d'approbation de la présence et des modalités d'intervention de nos forces armées à l'étranger, au bout d'un

certain délai à discuter ; de lancement des grands programmes d'armement ou encore de ratification des accords de défense.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)
Journée UMP Défense (7/03/07)

Partage du travail

Les 35 heures ont freiné les salaires et le pouvoir d'achat.

Je propose de passer d'une logique du partage à une logique de création.

Je propose que celui qui veut travailler plus pour gagner davantage ait le droit de le faire parce qu'il ne sert à rien d'avoir plus de temps libre quand on n'arrive plus à boucler ses fins de mois.

Sources(s)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Patrimoine

La conservation et la valorisation du patrimoine, sa transmission aux générations futures sont à mes yeux les premiers devoirs de l'Etat.

Avec 4 milliards d'euros, en dix ans, on pourrait rendre sa splendeur à l'ensemble de notre patrimoine monumental dont 490 monuments majeurs en France. C'est un défi qui vaut la peine. (...) Ces monuments génèrent un flux de touristes considérable.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)
Interview Télérama (14/02/07)

Patriotisme

Je veux rendre à chaque jeune Français la fierté d'être Français. Cette fierté, je veux que nous l'offrions en partage à tous ceux qui veulent devenir Français, au lieu de les accueillir dans une France qui croierait si peu dans ses valeurs qu'elle ne se donnerait même plus la peine de les défendre.

A la jeunesse française qui ne mesure pas toujours combien elle aurait à souffrir du déclin de la France je veux rappeler que la France est plus forte quand elle est unie, que la désunion des Français a toujours causé l'affaiblissement de la France, que lorsque la France est faible c'est chacun d'entre nous qui se trouve affaibli.

Aimer la France c'est rassembler les Français. Pour rassembler il faut aimer. Il faut ouvrir les bras. Il faut donner. On peut le faire si dans le même temps on ne renonce pas à ce que l'on est.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Patrons voyous

J'ai employé le premier l'expression « patrons voyous », qui ne respectent ni les règles du marché, ni les

droits des salariés. Je n'aurai aucune bienveillance à leur égard car je ne fais pas de différence entre la délinquance de la rue et celle au sein de l'entreprise. Je crois même que c'est pire, car, quand on est patron, on a, à l'égard de la société, une responsabilité particulière. C'est pourquoi j'ai parlé de tolérance « double zéro » pour celui qui déménage son usine la nuit, ou qui vide la caisse pour n'avoir à payer ni les salaires, ni les indemnités de licenciement.

Le Parisien (23/03/07)

Sources(s)

Le Parisien version électronique (23/03/07)

Pauvreté

Depuis 1984, la pauvreté ne baisse plus dans notre pays. Et si l'on déplace le critère de la pauvreté en retenant le seuil de 60 % du revenu médian plutôt que 50 %, cela fait passer des millions de Français sous le seuil de pauvreté, dont un million d'enfants. Pourtant, notre pays n'a jamais autant dépensé en matière sociale. Lorsque j'ai dénoncé l'échec du modèle social français, c'est cela que je visais : des dépenses sociales qui n'ont jamais été aussi élevées, une politique qui n'a jamais été aussi inefficace. Je fais quatre propositions. La première, c'est que la lutte contre la pauvreté, en particulier celle des enfants, soit une priorité du prochain quinquennat.

Ma deuxième priorité sera de faire du travail la principale voie de sortie de la pauvreté. Le plein-emploi pour chacun, avec des emplois à temps complet correctement rémunérés, est possible dans notre pays, si nous acceptons l'idée que c'est en travaillant davantage que chacun pourra avoir une activité. S'agissant des personnes pauvres, je mettrai en place la réforme proposée par Martin Hirsch, président d'Emmaüs France : la création d'un revenu de solidarité active au profit de ceux qui reprennent un emploi. Ma troisième priorité est l'éducation.

L'école est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Elle doit donner le meilleur aux enfants les plus défavorisés : je propose de diviser par deux le nombre d'élèves dans les ZEP et de créer des internats de réussite éducative dans toutes les villes afin de permettre aux enfants défavorisés de bénéficier des meilleures conditions de travail pour réussir. Enfin, je souhaite mettre en place concrètement le droit au logement opposable. Une personne qui travaille doit pouvoir se loger autrement que dans sa voiture ou dans un camping.

Sources(s)

Interview dans La Croix (13/03/07)

Peer to peer

La loi affirme que le droit d'auteur et les droits voisins doivent être respectés dans le monde numérique. C'est le socle essentiel à toute création et je reste opposé à une licence dite « globale » qui revient à spolier les créateurs à l'heure où l'essentiel de la distribution des oeuvres bascule sur l'Internet. Grâce à cette affirmation, des offres légales apparaissent aujourd'hui sous de multiples formes, y compris le P2P autorisé par les ayant-droits et c'est la véritable solution au problème du téléchargement illégal. En matière de sanctions, j'ai toujours plaidé pour un régime proportionné : le bilan de son application, prévu par la loi, sera réalisé fin 2007, et il faudra agir en fonction de ses conclusions. L'interopérabilité est un objectif essentiel car elle détermine les usages autorisés des oeuvres acquises. Je souhaite qu'elle devienne une priorité stratégique industrielle européenne.

Sources(s)

Interview au magazine Internautes Micro (mars 2007)

Peines plancher

Je souhaite qu'on crée des peines plancher pour les multirécidivistes, parce que 50 % des délits, c'est 5 % des délinquants. Et celui qui ne comprend pas qu'on ne doit pas revenir 25 fois devant le même tribunal pour la même chose, je souhaite qu'il soit puni sévèrement avec la certitude de la sanction.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Peine de mort

Je suis opposé à la peine de mort. C'est pour moi une question de principe. Je crois que le monde doit continuer à cheminer vers son abolition totale.

Sources(s)

Tribune dans Le Monde (03/01/07)

Pensée unique

Je veux en finir avec le politiquement correct et avec la pensée unique, qui est le point de rencontre de tous les renoncements, de tous les sectarismes, de toutes les arrogances.

Je veux en finir avec la pensée unique qui nous a mis dans la situation où nous sommes, qui s'est trompée sur tout, qui a échoué sur tout, qui a creusé les déficits, qui a augmenté le chômage, qui a fait exploser la pauvreté, l'exclusion, la précarité, qui a raté l'intégration, qui a laissé se développer les discriminations, qui a installé le communautarisme, qui a abaissé l'autorité de l'Etat, qui a affaibli l'identité nationale, qui a fabriqué l'échec de l'école, qui a dévalorisé les diplômés et le travail, qui a favorisé l'assistanat.

Je veux en finir avec la pensée unique qui dit que la politique ne peut rien faire pour changer quoi que ce soit et qu'elle ne peut rien dire sur rien. Parce qu'à force de ne rien faire, à force de ne rien dire, à force de ne rien penser, on finit par laisser le champ libre à tous les extrémismes.

Sources(s)

Discours Villebon-sur-Yvette (20/03/07)

Pension de reversion

On dira jamais assez le scandale que représente pour des femmes la pension de réversion à 54 %. Je veux la porter à 60 %

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Plein emploi

Le plein-emploi pour chacun, avec des emplois à temps complet correctement rémunérés, est possible dans notre pays, si nous acceptons l'idée que c'est en travaillant davantage que chacun pourra avoir une activité.

Notre seul objectif est de le ramener sous la barre des 5%, vers le plein emploi. C'est possible si l'on rompt avec la politique de partage du travail. Au lieu de payer les Français à moins travailler (préretraites, dispense de recherche d'emploi, 35 heures), il faut les inciter à travailler plus. L'activité des uns crée le travail des autres.

Sources(s)

Interview dans La Croix (13/03/07)

Le Parisien (23/03/07)

PME

Je propose de doubler les crédits dédiés au financement de l'effort de recherche des entreprises, en concentrant davantage ces moyens supplémentaires sur les PME.

Je propose que les PME bénéficient d'un accès privilégié à la commande publique et qu'une part des marchés attribués leur soit explicitement réservée. Cette politique a fait ses preuves aux Etats-Unis depuis un demi-siècle. Je ne vois pas pourquoi l'Europe et la France s'interdiraient par principe d'appliquer ce qui a marché ailleurs.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

PME / PMI

L'impôt réglementaire que constituent les contraintes et les normes de toute nature pesant sur nos entreprises. Cette charge pénalise effectivement toutes nos entreprises, mais touche plus durement encore les plus petites d'entre elles. Je suis convaincu que le chantier de la simplification administrative doit réellement changer de dimension. Il nous faut nous fixer dorénavant des objectifs extrêmement concrets. Cela passe par la limitation très stricte du temps nécessaire au renseignement des formulaires, par la simplification effective de la feuille de paye des salariés français, et par la réorganisation de l'ensemble des relations entre l'Etat et les entreprises dans une logique de « guichet unique ».

Aujourd'hui, le cadre économique général qui est offert aux PME/PMI françaises ne leur permet pas de connaître un développement optimal. La rentabilité de ces petites entreprises françaises est 30% inférieure à celle de leurs concurrentes allemandes, anglaises ou américaines. J'y vois, pour ma part, la double conséquence de l'« impôt réglementaire » et des prélèvements obligatoires très élevés qui pèsent en France, sur le travail et sur la production. Mais, au-delà de la rentabilité, les relations économiques actuelles entre entreprises font peser un poids très lourd sur la trésorerie des PME. Cela passe principalement au travers de délais de paiement excessifs, en comparaison de ce qui se pratique à l'étranger. De mon point de vue, la solution est moins d'amener les banques à accompagner l'explosion des besoins en fonds de roulement que de revenir à la raison sur les délais de règlement. Dans cette perspective, il appartient, d'une part, au secteur public de montrer l'exemple en réduisant fortement ses propres délais et, d'autre part, de faire respecter, par des contrôles adaptés de la DGCCRF, les dispositions légales existantes qui prévoient l'application d'intérêts de retard.

Je propose que l'Etat conduise une véritable politique de la commande publique au profit des PME comme le font les Américains. Je ne vois pas pourquoi ce qui est acceptable pour l'Organisation Mondiale du Commerce en Amérique ne le serait pas en Europe

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Police de proximité

La police de proximité mise en oeuvre par M. Jospin a abouti à ce que, pour la première fois dans l'histoire de France, on a dépassé les 4 millions de crimes et délits. Avec nous la délinquance a baissé de 9,5 %. J'ai changé de stratégie, ce n'est pas pour y revenir.

Sources(s)

Interview au Journal du Dimanche (11/03/07)

Porte-Avions

La réalisation d'un second porte-avions, (...) c'est une question de cohérence. Soit nous ne construisons pas de porte-avions, et c'est un choix, soit nous en faisons deux. Parce qu'il est curieux de faire un porte-avions, sans se poser la question de la permanence à la mer de notre groupe aéronaval, compte tenu des impératifs sur notre premier porte-avions.

Sources(s)

Journée UMP Défense (7/03/07)

Pouvoir d'achat

Je veux résoudre le problème du pouvoir d'achat en encourageant les gens à travailler.

La vraie politique du pouvoir d'achat c'est la politique de l'emploi. Le chômage de masse tire les salaires vers le bas. La baisse du pouvoir d'achat entretient le chômage.

Je veux une politique qui, en stimulant la croissance et en faisant reculer le chômage, réduira les déficits et fera monter les salaires.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Préférence communautaire

Ce qui n'est plus possible, c'est que la préférence européenne soit devenue "un gros mot" quand je vois chaque jour les signes d'une préférence américaine, d'une préférence canadienne, d'une préférence chinoise ou d'une préférence indienne. La réciprocité doit redevenir la règle dans les rapports entre l'Union européenne et les autres régions du monde.

Je ne vois pas d'objection à ce que la SNCF attribue des marchés à des entreprises canadiennes dès lors que les entreprises françaises peuvent avoir accès aux mêmes marchés dans les métropoles canadiennes. Aujourd'hui, je constate que ce n'est pas le cas.

En l'absence de réciprocité, je souhaite que l'Union européenne réactive l'idée fondamentale de la préférence communautaire, qui était à la base du marché commun. Je propose qu'aussi longtemps que nous n'obtiendrons pas des conditions loyales pour la concurrence internationale, les achats publics européens soient réservés en priorité aux producteurs européens.

L'Europe doit protéger et pour cela je proposerai à nos partenaires d'instaurer une préférence

communautaire qui permette de faire face à la concurrence déloyale et de s'opposer aux dumpings.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06) (06/03/07)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Prélèvements obligatoires

La baisse des prélèvements obligatoires, c'est une priorité pour moi.

On ne peut pas se dire Européen et se satisfaire de prélèvements obligatoires qui représentent 45,3 % du PIB, soit quatre points de plus que la moyenne de l'Union européenne à 15. (...) Si on réduit de 4 points nos prélèvements obligatoires, on rend 68 milliards d'euros aux Français : 2000 euros rendus aux Français par foyer et par an, y compris les retraités, et 4900 euros par foyer si on s'en tient à la France qui travaille.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Interview Le Monde (23/01/07)

Premier enfant

Je souhaite qu'une allocation familiale soit versée dès le premier enfant parce que le premier enfant représente une charge très lourde pour les jeunes couples qui sont au début de leur carrière professionnelle, qui souvent enchaînent les petits boulots et sont confrontés à la précarité.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Président

Pour redonner vraiment aux Français confiance dans la politique et leurs représentants, il faut fixer des objectifs clairs, s'engager sur des résultats et rendre régulièrement compte aux Français de leur réalisation. Le président de la République devra demain gouverner.

Je proposerai pour le président de la République deux mandats, pas un de plus. Parce que j'estime que l'énergie que l'on met à durer, on ne la met pas à faire.

Je souhaite que le président de la République puisse venir devant la représentation nationale pour présenter et expliquer ses grandes orientations de défense. Dans une démocratie moderne, il ne peut pas y avoir de domaines dont nous ne puissions pas parler.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Journée UMP de la Défense (07/03/07)

Prêt à taux zéro

Dans certains endroits, le prix des terrains s'est envolé. Je propose donc la création d'un nouveau prêt à taux zéro foncier : le ménage qui achète est propriétaire de tout, tout de suite, mais les échéances de ce prêt à taux zéro avec lequel il a acheté le terrain, ne commencent à courir qu'une fois le bâti remboursé.

Je propose des prêts aux jeunes créateurs à taux zéro, parce que l'intérêt c'est le prix du temps, parce qu'un taux zéro c'est un acte de foi dans l'avenir.

Sources(s)

Interview dans la revue La Vie Immobilière (octobre 2006)

Discours Besançon (13/03/07)

Prêt foncier

Dans certains endroits, le prix des terrains s'est envolé. Je propose donc la création d'un nouveau prêt à taux zéro foncier : le ménage qui achète est propriétaire de tout, tout de suite, mais les échéances de ce prêt à taux zéro avec lequel il a acheté le terrain, ne commencent à courir qu'une fois le bâti remboursé.

Sources(s)

Interview dans la revue La Vie Immobilière (octobre 2006)

Pré-retraites

On ne peut pas dire aux Français : vous allez devoir cotiser plus longtemps pour payer vos retraites, parce qu'on va vivre plus longtemps, et en même temps continuer à mettre à la retraite des gens de 55 ans qui ont besoin de travailler ». « (...) Quand on met quelqu'un à la retraite de 55 ou de 56 ans, on ne crée pas un emploi pour un jeune. C'est un mensonge, on brise socialement quelqu'un qui veut travailler. Et je mets d'ailleurs les entreprises devant leurs responsabilités. On doit garder les quinquagénaires dans les entreprises. (...) À 55 ans on est encore jeune, alors à 52, on est un gamin. (...) je n'accepte pas le sacrifice qui est fait des quinquagénaires. Je changerai ça, je ne crois pas au système des préretraites. Je précise : quand on a commencé à bosser à 16 ans, comme les dames de l'entreprise LEGRAND près de Limoges, et qu'on embauche à 4h15 du matin, je comprends parfaitement bien qu'on veuille partir tôt. Ça je n'en discute pas, ça s'appelle la pénibilité. Mais pour l'essentiel, n'obligeons pas à partir à la retraite des gens qui ne le veulent pas. (...) Je vais même plus loin. Je souhaite qu'on puisse rester au travail, si l'employeur et le salarié sont d'accord, au-delà de l'âge de la retraite, si on veut améliorer sa retraite, ou si tout simplement on a des grands enfants qui font des études et qu'il faut continuer à payer.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Prime pour l'emploi

On donne une prime pour l'emploi à 8 millions de personnes. Autant dire qu'on ne la donne à personne. Je veux qu'on la donne à moins de monde, (...) mais qu'elle soit plus importante.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Prisons

La prison est une autre zone d'ombre de notre République. Je ne veux pas parler de honte parce que ce terme ne rend pas compte du travail remarquable de l'administration pénitentiaire. Beaucoup d'améliorations ne doivent pas moins être apportées à notre régime carcéral. Citons les fouilles au corps, trop fréquentes et humiliantes, la surpopulation, la prise en charge insuffisante des souffrances psychiques, les conditions de visite pour les familles et les proches. Je propose la mise en place d'un contrôle général indépendant des prisons, qui pourrait intervenir à tout moment pour mettre un terme à des situations incompatibles avec les exigences du droit et de la dignité humaine. Je suis également partisan d'une grande loi pénitentiaire permettant à notre démocratie de définir ce qu'elle attend de ses prisons et de se donner les moyens de sa politique dans ce domaine.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Proche-orient

Une autre priorité reste de relancer un processus de paix au Proche Orient, dont l'objectif est la création d'un Etat palestinien indépendant et viable et le renforcement de la sécurité d'Israël, sans lequel celui-ci ne fera pas de gestes politiques majeurs. Mais dans cette région, ma conviction est que la paix passera par le développement économique. L'Europe en cela a des arguments qu'elle doit faire jouer.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

Produits Bio

Je souhaite mettre en place une politique consistant à rendre, grâce à une fiscalité adaptée, tous les produits écologiquement bons moins chers que les autres produits.

Sources(s)

Interview Agra Press Hebdo (22/01/07)

Produits du terroir

La force de notre agriculture, c'est sa diversité. Elle nous permet de concilier autosuffisance alimentaire, sécurité sanitaire, fortes exportations, qualité des produits, maintien des traditions culinaires et oenologiques. Il faut que notre politique agricole et celle de l'Union Européenne tiennent compte de cette diversité, sachant que les agriculteurs doivent pouvoir vivre majoritairement du prix de leurs productions. Les produits de terroir doivent gagner en rémunération par des circuits de distribution plus courts et un meilleur partage de la valeur ajoutée entre production et distribution.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Produits phytosanitaires

Il faut tendre vers des utilisations qui soient de plus en plus mesurées. Il faut recourir à ces produits quand c'est nécessaire et seulement quand c'est nécessaire. Les agriculteurs en sont convaincus. Je sais leur envie de mieux faire. Cette détermination est bien la preuve que les tentatives d'opposer agriculture et environnement sont vides de sens.

Les producteurs ne sont pas les seuls concernés par les meilleurs usages des produits phytosanitaires. Ces produits servent aussi à l'entretien des voiries communales, des axes routiers ou des jardins. Là aussi, il faut faire des efforts.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Professionnels de Santé

La priorité doit être de restaurer la confiance de chacun dans le système de santé, en particulier des professionnels. A l'hôpital, ils ont été trop longtemps soumis aux conséquences désastreuses des 35 heures. En libéral et dans les officines, ils ont eu l'impression d'être la seule variable d'ajustement du système. Dans l'industrie pharmaceutique, ils sont confrontés à la concurrence internationale et aux défis de l'innovation.

Sources(s)

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

Promotion sociale

Je souhaite que l'effort individuel, le courage, l'initiative personnelle, le mérite républicain soient les seuls critères de la promotion sociale, mais je sais aussi que certains ont tant d'obstacles à surmonter qu'ils n'ont aucune chance d'y arriver si on ne leur donne pas un coup de main supplémentaire.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Protection de l'enfance

Il faut profondément réformer le système de protection de l'enfance. Je souhaite expérimenter la séparation entre les juges chargés des mineurs délinquants et les juges chargés de la protection de l'enfance en danger.

Pas seulement pour mieux prévenir et répondre à la délinquance des mineurs, mais aussi et surtout pour que nous soyons plus rapides et plus efficaces dans la protection des enfants victimes et vulnérables, avec des juges qui leur seront consacrés.

Il faut appliquer les dispositions législatives (loi de 1998 rendant obligatoire l'audition filmée des enfants victimes d'abus sexuels) et les étendre à toutes les maltraitances. J'ai proposé que la médecine scolaire s'implique dans la détection précoce des enfants présentant des troubles du comportement. Il ne s'agit pas de repérer dès le plus jeune âge de futurs délinquants mais de ne pas rester les bras ballants devant ceux, qui même très jeunes, se conduisent de façon violente. Le rôle de l'école est de comprendre leur souffrance, afin de mettre en place les mesures utiles.

Sources(s)

Interview Marie-Claire (avril 2007)

Protection sociale

Pour donner réellement la priorité à l'emploi, il faut arrêter de le taxer toujours plus et de faire peser sur lui les dépenses, santé, retraite, dépendance, qui vont croître plus vite que l'économie au cours des années qui

viennent. Je crois qu'il faut explorer d'autres pistes de financement. La fiscalité écologique ne représente aujourd'hui que 2,9% du PIB, je propose d'élever ce niveau à 5% en 5 ans.

Je souhaite que l'on réfléchisse à la manière dont les importations pourraient être mises à contribution pour financer notre protection sociale et alléger les charges pesant sur le travail. Il faut que nous en parlions avec nos partenaires de l'Union européenne.

Sources(s)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Discours St Etienne (09/11/06)

Protocole de Kyoto

Le protocole de Kyoto a été un grand progrès même si ses ambitions de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont insuffisantes au regard des données scientifiques. Il nous faut aller plus loin avec les vingt pays industrialisés qui émettent le plus de gaz à effet de serre. Je pense tout particulièrement aux Etats-Unis, dont je souhaite qu'ils assument leur part de responsabilité dans le réchauffement climatique. L'Europe pourrait leur proposer une coopération dans la recherche sur les énergies du futur, en mutualisant nos moyens respectifs. Mais à mon sens la Chine, comme le Brésil, l'Inde et la Russie devront prendre toute leur part dans la lutte pour le respect de l'environnement. Je crois aussi qu'il faut concilier les échanges avec le respect de l'environnement. L'OMC doit intégrer cette question dans la négociation des accords internationaux. Nous devons veiller à ce que des mesures incitatives ou fiscales, comme une taxe carbone, soient mises en place pour lutter contre le dumping environnemental, en particulier s'agissant de la lutte contre le réchauffement climatique.

Sources(s)

Conférence de presse sur les relations internationales (28/02/07)

Radars

L'installation des radars, c'est moi qui l'ai eu, l'idée. Le président de la République nous avait fixé comme une obligation d'avoir des résultats en matière de sécurité routière, et la demande d'installation des radars, je l'assume. Regardez les résultats, 10 000 tués en moins, c'est 10 000 familles à qui on ne vient pas un matin glauque expliquer que le fils ou la fille est mort. 50 % des tués sur la route n'ont commis qu'un seul crime, croiser un assassin de la route. Ils n'y sont pour rien, ils sont avec leur famille au volant de leur voiture, ils ne demandaient rien à personne, et ils croisent un dingue.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (TF1 - 5/02/07)

Recherche

Nous devons amplifier la relance de l'effort de recherche amorcé depuis 2004. Pour cela, fixons nous pour objectif d'augmenter de 15 milliards d'euro la dépense totale de recherche-développement au cours des six prochaines années, ce qui représente pour la puissance publique un effort financier additionnel de 4 milliards d'euro à l'horizon 2012. Ces moyens nouveaux se conjugueront aux 5 milliards d'euro supplémentaires que je propose par ailleurs d'investir dans l'enseignement supérieur. Mais ces crédits seront toujours insuffisants si notre système de recherche continue de pécher par son inefficience. Il doit donc continuer à se réformer. Deuxièmement, nous devons donc faire de la logique de financement sur projets la règle et non plus l'exception, dans le souci permanent de promouvoir le plus haut degré d'excellence scientifique. Dès lors,

après la première avancée conceptuelle qu'a été la création de l'agence nationale de recherche (ANR), je souhaite que le financement sur projets soit étendu et s'accompagne de procédures d'évaluation exigeantes. Je souhaite aussi qu'il se développe à l'échelle européenne.

Troisièmement, nous devons renforcer le poids des universités les plus capables dans l'effort de recherche. C'est une nécessité car l'université est un lieu naturel de contact entre la recherche et les attentes de la société, car l'enseignement fait instantanément partager à tous les progrès de la science, parce que la curiosité des étudiants stimule la recherche. C'est aussi indispensable à l'attractivité des universités françaises et à une plus grande fluidité des parcours professionnels entre enseignement et recherche. Cela implique, outre une évolution profonde de la gouvernance des universités dont l'autonomie doit être renforcée, que les unités mixtes des grands organismes soient progressivement transférées aux universités les plus performantes. Cela devra également aller de pair avec une meilleure dissociation au sein des grands établissements de recherche entre les fonctions d'agence de moyens et celles d'opérateurs de recherche. Je souhaite que ces évolutions soient l'occasion d'oeuvrer à la constitution de quelques grands campus de recherche de haut niveau, véritables creusets de la circulation des cerveaux et de la diffusion des connaissances les plus avancées dans la société et l'économie.

Quatrièmement, il est urgent d'améliorer la situation faite aux jeunes chercheurs dans notre pays. Nous devons revaloriser leur rémunération et leurs conditions de travail. Nous devons offrir la possibilité à ceux qui sont dotés d'un fort potentiel de voir leurs revenus progresser plus vite et de bénéficier des moyens de mener à bien leurs projets dans les meilleures conditions. Alors que l'Etat subventionne massivement des millions d'emplois, il n'est pas normal qu'il intervienne aussi peu en faveur des emplois à très haute valeur ajoutée.

Enfin, cessons d'opposer la recherche fondamentale à la recherche appliquée, la recherche publique à la recherche privée. Ce sont les maillons indissociables d'un seul et même continuum, celui de l'innovation. Le fait que l'université de Stanford ou le MIT aient directement contribué à la création de plusieurs centaines de start-up en vingt ans, dont certaines sont devenues des multinationales, n'a pas empêché ces campus de tenir le haut du pavé en recherche fondamentale et de collectionner les prix Nobel.

Sources(s)

Tribune Magazine de La Recherche (12/06)

Recherche médicale

Dans le cadre de l'augmentation générale de l'effort de recherche, je souhaite doubler les moyens de la recherche médicale au cours des cinq prochaines années. Il me paraît nécessaire de construire, à partir de l'INSERM, une agence unique de la recherche médicale qui procédera à des appels d'offres et des financements sur projet ainsi qu'à l'évaluation des résultats. Il faut favoriser le développement des jeunes entreprises innovantes en biotechnologies, en dynamisant l'environnement fiscal et financier dans lequel elles évoluent. Il faut enfin tout faire pour garder nos meilleurs chercheurs en France et attirer leurs homologues étrangers.

Sources(s)

Interview Pharmaceutiques (mars 2007)

Récidive

Je souhaite qu'on crée des peines planchers pour les multirécidivistes, parce que 50 % des délits, c'est 5 % des délinquants. Et celui qui ne comprend pas qu'on ne doit pas revenir 25 fois devant le même tribunal pour la même chose, je souhaite qu'il soit puni sévèrement avec la certitude de la sanction.

Je veux des peines doublées pour les multirécidivistes. Je veux résoudre enfin le problème des mineurs. Le mineur multirécidiviste de 16 à 18 ans sera puni comme un majeur.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Redevance télé

Je ne suis pas pour l'augmentation de la redevance télé.

Sources(s)

Interview Télérama (14/02/07)

Régimes spéciaux

Je ferai la réforme des régimes spéciaux de retraite. Je n'accepte pas cette idée que tous les Français du public et du privé doivent cotiser 40 ans et que dans les régimes spéciaux, je ne leur reproche pas, on doit cotiser 37 années et demi.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Regroupement familial

Il y aura trois conditions à poser pour qu'un étranger en France puisse faire venir sa famille : qu'il ait un logement pour la loger, pour qu'il n'y ait plus de squats ; qu'il ait les revenus de son travail pour la faire vivre, (...); et troisièmement qu'on apprenne le français, en tout cas des rudiments de français, avant de venir en France, parce que si on ne le fait pas, on ne peut pas s'intégrer.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Régularisation

En régularisant tous les sans-papiers on incite une masse croissante de malheureux à immigrer clandestinement dans l'espoir d'être régularisés un jour et l'on fait monter le ressentiment chez ceux qu'on accueille si mal et chez ceux qui se sentent de plus en plus étrangers dans leur propre pays. Si je suis élu président de la République, il n'y aura pas de régularisation globale.

Sources(s)

Discours de Caen (09/03/07)

Réinsertion

Je veux augmenter les revenus du travail et faire du travail la voie de la réinsertion.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Relations entre les Etats

Nous devons rendre les relations entre les Etats plus transparentes. Il nous faut les débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent. Le fonctionnement normal des institutions politiques et diplomatiques doit prévaloir sur les circuits officieux qui ont fait tant de mal par le passé. Il faut définitivement tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés, notamment avec nos partenaires africains et arabes. Nous ne devons pas non plus nous contenter de la seule personnalisation de nos relations. Les relations entre des Etats modernes ne doivent pas seulement dépendre de la qualité des relations personnelles entre les chefs d'Etat, mais d'un dialogue franc et objectif, d'une confrontation des exigences respectives, du respect des engagements pris et de la construction d'une communauté d'intérêts à long terme.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

Religion

Pour lutter contre l'intégrisme et le communautarisme, il faut que toutes celles et tous ceux qui ont la foi, puissent la vivre et la pratiquer en toute égalité. Oui, il n'y a que des Français, égaux devant la loi, également respectables, également dignes de croire ou de ne pas croire, de pratiquer leur foi s'ils le souhaitent, à la seule condition de respecter l'ordre public.

La première question est celle du financement de la construction des lieux de culte. Je suis d'accord sur le constat. Il n'est pas juste que les fidèles des confessions en expansion récente sur notre territoire, l'islam sunnite et le christianisme évangélique, rencontrent des difficultés pour pratiquer leur culte. La loi de 1905 a organisé, en réalité, le financement public de l'immobilier affecté aux cultes qui étaient présents en France à l'époque du vote de la loi - et c'est très bien ainsi. Mais les cultes les plus récemment installés en France ne bénéficient pas, eux, d'un tel effort national. Et ils sont contraints, trop souvent, de recourir à des montages juridiques hasardeux et à un financement venant de l'étranger. Cela n'est satisfaisant ni pour les cultes, ni pour l'ordre public.

Sources(s)

Tribune La Croix (21/09/06)

Repentance

La mode de la repentance est une mode exécration.

Je n'accepte pas que l'on demande aux fils d'expié les fautes des pères, surtout quand ils ne les ont pas commises.

Je n'accepte pas que l'on juge toujours le passé avec les préjugés du présent. Je n'accepte pas cette bonne conscience moralisatrice qui réécrit l'histoire dans le seul but de mettre la nation en accusation. Je n'accepte pas ce changement systématique de la nation qui est la forme ultime de la détestation de soi. Car pour un français, haïr la France c'est se haïr lui-même. Je n'accepte pas que l'on veuille vivre en France en professant la haine de la France. Je veux que le racisme et l'antisémitisme soient poursuivis et condamnés avec la plus grande sévérité. Mais je ne veux pas que l'on dise que tous les Français sont racistes ou antisémites, parce que c'est faux. Je ne veux pas que l'on dise que la France est le pays le plus raciste et le plus antisémite au monde, parce que ce n'est pas vrai, parce que la France c'est exactement le contraire, c'est le pays des droits de l'homme, c'est le pays qui récuse le plus le communautarisme qui renvoie chacun à ses origines ethniques et religieuses, c'est le pays de la République, qui s'est toujours battu depuis deux cents ans pour la liberté, l'égalité et la fraternité de tous les hommes .

Sources(s)

République

Je souhaite une République en tout point exemplaire : exemplaire au niveau de l'organisation de ses pouvoirs constitutionnels, exemplaire au regard du juste équilibre qui doit nécessairement exister entre eux, exemplaire du point de vue de la protection des libertés.

Je ne crois pas à la République sans un minimum d'ordre, l'ordre républicain, je ne crois pas qu'on peut tout faire, je crois à la justice voyez-vous, mais je crois aussi à la fermeté. Je crois aux droits, mais je crois aussi aux devoirs.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Réquisition

Je suis contre la réquisition pour une raison assez simple, c'est que la réquisition, ça conduira à ce que les propriétaires ne loueront plus leurs appartements.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Respect

Au fonctionnaire de police, au professeur, à l'agent hospitalier, au chauffeur de bus, au contrôleur de la SNCF qui se font insulter, agresser, menacer, je dis que cette violence dont ils sont les victimes est inacceptable, parce qu'ils ont droit à leur dignité et parce qu'à travers eux c'est à l'autorité de l'Etat qu'on porte atteinte, c'est la République qu'on offense.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Restauration

Je n'ai jamais compris que la fixation des taux de TVA pour des prestations locales doive relever d'une directive négociée à l'unanimité des Etats membres de l'UE. Autant je suis attaché aux progrès de l'harmonisation fiscale européenne pour l'impôt sur les sociétés ou pour les droits sur les alcools, l'essence, les cigarettes, qui manifestement impactent les échanges au sein de l'Union, autant je souhaite que la TVA sur les prestations locales, telles que la restauration ou la rénovation de logements, revienne entièrement dans le champ de notre compétence nationale, aussi tôt que possible.

J'entreprendrai ce combat si je suis élu, j'en prends l'engagement. Cette modification permettra alors à la France d'harmoniser à la baisse ses taux de TVA en matière de restauration, dans le cadre d'un accord global qui est à définir. Mais pour moi, l'objectif sera très clair : que la réduction de la pression fiscale ait un impact global, sur les prix pratiqués, sur le nombre d'emplois dans le secteur - nous savons qu'il constitue un gisement potentiel considérable - et sur le niveau des rémunérations pratiquées dans l'hôtellerie. A mes yeux, si l'Etat accepte de se priver d'une recette fiscale importante, c'est à la condition d'un accord gagnant-gagnant avec la profession, les salariés et les consommateurs. Nous avons déjà négocié ensemble

un tel accord. Nous pouvons aller plus loin.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Retraite

Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer, de même que les 35 heures continueront d'être la durée hebdomadaire légale du travail. Que ce soit un minimum, cela me va très bien. Ce que je n'accepte pas est que cela soit aussi un maximum. Quelle drôle d'idée que d'interdire aux Français de travailler plus pour gagner plus. (...) La retraite, ce n'est pas un problème d'épargne mais de travail. Si cela vous intéresse de travailler jusqu'à 70 ans et de partir ensuite en vacances plutôt qu'acheter un appartement pour vos petits-enfants, c'est votre droit. Mais en travaillant davantage, vous contribuez à résoudre le problème de l'équilibre des retraites.

Sources(s)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Revenu de solidarité active

S'agissant des personnes pauvres, je mettrai en place la réforme proposée par Martin Hirsch, président d'Emmaüs France : la création d'un revenu de solidarité active au profit de ceux qui reprennent un emploi.

Sources(s)

Interview dans La Croix (13/03/07)

RMI

L'assistanat est, pour moi, la plus insidieuse des aliénations. Parfois, j'entends que l'on prétend que je voudrais supprimer le RMI ! Non, il n'en a jamais été question ! En revanche, je n'accepte pas que l'on bénéficie de la solidarité nationale sans obligation réciproque, sans effort. Les minima sociaux attribués à des personnes en âge de travailler sont là pour les aider à franchir une étape difficile. Cela peut arriver à chacun mais cela ne peut pas et ne doit pas devenir un moyen de subsistance à vie. C'est aussi une question de dignité ! Je veux que tout bénéficiaire d'un minimum social en âge de travailler ait une activité adaptée à sa situation, qu'il s'agisse de formation ou de travail d'intérêt général. Le but de cette activité doit être de retrouver un emploi car c'est en travaillant que les hommes et les femmes peuvent concevoir des projets et donner le meilleur à leurs enfants. C'est en travaillant que l'on peut vivre debout !

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)

Ruralité

Rétablir la confiance est plus que jamais nécessaire pour ceux de nos concitoyens qui sont issus du monde rural. Depuis des décennies, certains de nos territoires ruraux les plus fragiles sont gagnés peu à peu par la désertification. Or je veux affirmer, une fois encore, qu'il n'y a pas de fatalité au dépeuplement ni à l'exode rural, pour peu que l'Etat poursuive et amplifie ce qui fut toujours une grande politique, une politique originale dans notre pays, celle de l'aménagement du territoire. Elle n'est d'ailleurs pas pour rien dans la qualité de vie et des services publics que nous reconnaissons les étrangers qui visitent et apprécient notre pays. Aménager

le territoire, c'est refuser que l'Etat ne renforce encore les tendances, là, à la concentration, ailleurs, au dépeuplement, plutôt que de rechercher un équilibre dans le développement de nos territoires. Aménager le territoire, c'est finalement garantir une véritable égalité des chances pour chaque Français, en tout point du territoire.

Je n'accepte pas les fermetures de services publics en milieu rural, sans concertation et sans préavis. Comprendons-nous bien, je suis absolument convaincu que les services publics doivent évoluer, en fonction notamment des besoins exprimés par les habitants et les élus. Mais fermer purement et simplement un service public dans une zone rurale déjà fragilisée, m'a toujours semblé être le degré zéro de la réforme. Je veux prendre un engagement clair : que toute évolution des services publics ne puisse intervenir que pour garantir à tous un service d'une qualité encore supérieure. C'est le principe des « Points Poste » qui sont confiés à des commerces de proximité, ce qui permet d'assurer les mêmes services avec des horaires d'ouverture plus longs. Pour permettre au monde rural français de rebondir, pour garantir la permanence des grands services régaliens, nous avons le devoir d'imaginer, d'utiliser les nouvelles technologies, de jouer sur la polyvalence des agents et de mutualiser, partout où cela est possible, les moyens des acteurs publics ou privés.

La nouvelle politique de développement rural européenne, telle qu'appliquée en France, va se traduire par un certain degré de régionalisation. Certains pays choisissent d'aller plus loin. Ce sont des pays avec des traditions décentralisées fortes. Je ne suis pas hostile à ce que la France renforce le rôle de l'échelon régional. Je pense cependant que l'urgence réside dans la clarification des objectifs des aides du second pilier. Nous devons fixer quelques objectifs clairs, dotés de moyens importants, pour éviter le saupoudrage. Le développement rural est un enjeu majeur, qui mérite des moyens à la hauteur et un haut degré d'efficacité des politiques publiques, communautaire comme française.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Salaires

Le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi.

L'emploi fait augmenter les salaires.

L'augmentation des salaires crée de la demande.

La demande crée de la production et de nouveaux emplois.

La vraie politique de l'emploi c'est la politique du pouvoir d'achat. La vraie politique du pouvoir d'achat c'est la politique de l'emploi. Le chômage de masse tire les salaires vers le bas. La baisse du pouvoir d'achat entretient le chômage.

Je veux une politique qui, en stimulant la croissance et en faisant reculer le chômage, réduira les déficits et fera monter les salaires.

Sources(s)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Santé

Je ne pense pas qu'il y ait matière à beaucoup d'économies dans la santé. Compte tenu de l'allongement de la durée de la vie, du progrès médical et de l'aspiration bien naturelle de nos concitoyens à vivre en bonne santé, l'investissement dans la santé sera forcément majeur.

Les remboursements pour les lunettes et les prothèses, les Français ont un remboursement qui ne doit pas être supérieur à 30 %, alors que le problème d'hygiène dentaire, c'est un problème de santé publique, on ne peut pas dire que c'est du confort, on ne peut pas se trimballer avec une dent qui manque, et pareil pour les lunettes, ce n'est pas une question de mode, c'est une question de nécessité. J'ai proposé qu'on porte les remboursements jusqu'à 50 %, mais je veux qu'à l'inverse, on pose le problème des fraudes, des médicaments de confort et des excès en tout genre.

Sources(s)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Scolarité

S'agissant de la scolarisation des enfants de deux à trois ans, toutes les études montrent que, telle est pratiquée aujourd'hui, c'est-à-dire dans des classes trop nombreuses, avec du personnel insuffisamment formé et des institutrices qui sont seules à s'occuper d'une trentaine d'enfants, elle n'est pas adaptée à des enfants aussi jeunes. Par conséquent, je ne veux pas développer la scolarisation des enfants de deux à trois ans. Lorsque l'environnement familial des enfants ne leur permet pas d'acquérir le vocabulaire qui leur sera nécessaire pour réussir l'apprentissage de la lecture, de petites structures de prise en charge, avec des personnels qualifiés, devront toutefois être créées.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

SDF

S'agissant des sans domicile fixe, je suis pour des centres d'hébergement de petite taille, qui gardent les gens plus qu'une nuit, deux nuits ou une semaine pour les réinsérer.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Seconde chance

Je prends l'engagement si je suis élu de créer des écoles de la deuxième chance dans tous les départements et de développer dans toutes les disciplines des cursus qui permettent d'accéder à l'enseignement supérieur sans le bac, comme c'est déjà le cas avec la capacité en droit ou avec le Conservatoire National des Arts et Métiers.

Je veux que toute personne qui n'a pas pu faire les études de son choix puisse les entreprendre plus tard.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07), Discours Nantes (15/03/07)

Sécurité sociale professionnelle

En 1945, la création de la sécurité sociale n'a pas fait disparaître la maladie. Mais elle a permis que chacun l'affronte dans les meilleures conditions possibles et de manière équitable. La sécurité sociale professionnelle ne va pas supprimer le chômage, mais elle va permettre que chacun puisse l'affronter dans des conditions

dignes et s'en sortir rapidement.

Le chômage sera indemnisé à 90% du revenu antérieur afin que personne ne subisse un déclassement du fait du chômage. Tous les chômeurs seront indemnisés, non pas la moitié comme c'est le cas aujourd'hui. Nous créerons un service public de l'emploi efficace et unifié, comme l'ont fait tous les autres pays au monde, par la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC. Chaque chômeur sera accompagné dans sa recherche d'emploi dès le premier jour et, en échange d'une indemnisation plus forte, il ne sera pas possible de refuser plus de deux emplois sans justification.

En contrepartie de cette sécurité réelle conférée à tous ceux qui sont temporairement privés d'emploi, nous mettrons en place le contrat de travail unique, plus valorisant pour les salariés car à durée indéterminée, et plus souple pour les entreprises. Il est impératif que les entreprises cessent d'être dissuadées d'embaucher.

Je veux protéger en créant une possibilité de rupture du contrat de travail par consentement mutuel entre le salarié et l'employeur qui permette au salarié de toucher des indemnités chômage.

Je veux protéger en créant un contrat de travail unique à durée indéterminée et à droits progressifs.

Je veux protéger en accompagnant mieux la recherche d'emploi comme cela se passe dans de nombreux pays européens avec souvent des résultats remarquables. Pour cela je souhaite que l'UNEDIC et l'ANPE soient enfin réunis après vingt ans d'attentes et d'hésitations.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Seniors

Il nous faudra aussi cesser de mettre de côté les seniors qui pourraient et voudraient poursuivre leur activité. Il est inouï que nous continuions à dépenser plus de 5 milliards et demi d'euros chaque année pour retirer du marché du travail des personnes qui sont encore dans la force de l'âge. Si, là encore, cela devait permettre aux jeunes de travailler, nous n'aurions pas hélas l'un des taux de chômage des jeunes les plus élevés du monde.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Services publics en milieu rural

Je n'accepte pas les fermetures de services publics en milieu rural, sans concertation et sans préavis. Comprendons-nous bien, je suis absolument convaincu que les services publics doivent évoluer, en fonction notamment des besoins exprimés par les habitants et les élus. Mais fermer purement et simplement un service public dans une zone rurale déjà fragilisée, m'a toujours semblé être le degré zéro de la réforme. Je veux prendre un engagement clair : que toute évolution des services publics ne puisse intervenir que pour garantir à tous un service d'une qualité encore supérieure. C'est le principe des « Points Poste » qui sont confiés à des commerces de proximité, ce qui permet d'assurer les mêmes services avec des horaires d'ouverture plus longs. Pour permettre au monde rural français de rebondir, pour garantir la permanence des grands services régaliens, nous avons le devoir d'imaginer, d'utiliser les nouvelles technologies, de jouer sur la polyvalence des agents et de mutualiser, partout où cela est possible, les moyens des acteurs publics ou privés.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Service civique

Si je suis élu, je mettrai en place le service civique de 6 mois. Parce qu'il faut une fois au moins que l'on demande quelque chose à la jeunesse en contrepartie de ce qu'elle reçoit. Elle y trouvera la possibilité de servir de grandes causes, d'élargir son horizon, de rencontrer d'autres gens que ceux qu'elle a l'habitude de voir. (...)

Dans son volet militaire et de sécurité, le service civique pourrait utilement contribuer au renforcement de nos capacités de réaction, via notamment une réserve opérationnelle plus consistante, à même de soulager nos armées déjà fortement sollicitées sur les théâtres extérieurs.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Interview Revue Défense & Sécurité internationale (Mars 2007)

Service minimum

Je souhaite une loi sur le service minimum dès le mois de juin 2007. Je souhaite en outre qu'une loi impose le vote à bulletins secrets dans les 8 jours du déclenchement d'une grève dans une entreprise, une université, une administration.

Je crois dans la démocratie sociale. Je crois dans le dialogue, dans la négociation, dans le paritarisme. Mais je refuse la prise d'otages, les blocages, les archaïsmes, la violence, la loi du plus fort... et le manque de courage !

Sources(s)

Discours Congrès (14/01/07)

Service public de l'emploi

Je veux un service public de l'emploi beaucoup plus efficace, par la fusion de l'ANPE et l'UNEDIC, afin d'accompagner plus rapidement toute personne qui souhaite travailler dans sa recherche d'emploi ou de lui proposer une formation professionnelle qualifiante.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

SMIC

Le problème de la France, c'est que le SMIC, qui devrait n'être qu'un point de départ, est de plus en plus un point d'arrivée. De plus en plus de Français sont rémunérés au SMIC: 17% contre 1,4% des salariés britanniques, alors même que le SMIC britannique est supérieur de 100 euros au SMIC français. Voilà la triste réalité de notre pays. Les 35 heures ont artificiellement atrophié notre économie et gelé les salaires. Il faut faire repartir la machine économique, et permettre l'augmentation de tous les salaires. Le SMIC, mais aussi les autres.

Porter le Smic à 1500 euros, comme le proposent certains socialistes, ce serait un tout petit effort sur la durée de la législature. En réalité, tout en conservant le SMIC, il faut s'attaquer à l'écrasement des grilles salariales et faire un effort sur l'ensemble des salaires. Eux veulent l'augmentation du seul SMIC ; je préfère l'augmentation de tous les salaires grâce à l'augmentation de la quantité de travail.

La hausse du seul SMIC est un risque parce qu'elle tasserait la grille des salaires. Elle donnerait le sentiment à la classe moyenne que travailler dur ne sert à rien puisqu'on ne gagne pas plus, à l'arrivée, que celui qui est dans l'assistanat ou en bas de l'échelle. Je suis attaché à la justice. Je veux me préoccuper du pouvoir d'achat de tous les Français en « libérant » les 35 heures, donc en leur permettant de faire des heures supplémentaires sur lesquelles il n'y aura ni cotisations ni impôts sur le revenu.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Interview Le Parisien (21/02/07)

Soins optiques et dentaires

Je propose un meilleur remboursement par l'assurance-maladie des soins optiques et dentaires. Ces soins, indispensables à une vie digne et de qualité, sont aujourd'hui très mal remboursés.

Sources(s)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Solidarité

Le président de la République de 2007 devra s'attacher à rassembler les Français autour d'une vision nouvelle de la solidarité et du mérite. La fracture sociale se situe désormais nettement entre la France qui travaille, se lève tôt et élève ses enfants sans bénéficier d'aucune aide spécifique, et ceux qui, par faiblesse, par accident ou par facilité, se sont laissés enfermer dans l'assistanat. L'absurdité est à son comble quand il arrive que l'accumulation des aides nationales et locales place les personnes inactives en situation de percevoir, sans aucun travail, des revenus identiques à ceux que procurent des métiers rémunérés au SMIC.

Je veux défendre, dans l'intérêt de tous, qu'une solidarité bien ordonnée exige un équilibre strict entre les droits et les devoirs de chacun. Si celui qui se trouve privé d'emploi et de revenus possède un droit imprescriptible à être secouru, cette aide n'est bien entendu pas inconditionnelle et n'a pas vocation à être permanente. La contrepartie naturelle minimale de toute allocation, qu'il s'agisse de l'assurance-chômage ou du RMI, ce sont des efforts personnels que doit fournir chacun pour retrouver un nouvel emploi et accepter ceux qui lui sont proposés et qui correspondent à ses compétences. A défaut de respecter cet engagement minimum, il doit devenir clair pour tous que la solidarité nationale cessera de s'exercer. Car il n'est pas non plus admissible que coexistent dans notre pays - le secteur de l'hôtellerie le sait bien - autant d'emplois non pourvus et tant de demandeurs d'emploi déclarés.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Statut de pré-majorité

Je propose de créer, pour les jeunes de 16 à 18 ans, un statut de pré-majorité, leur permettant, par exemple, de prendre des responsabilités dans la vie associative, dans des entreprises ou dans la vie civique.

Sources(s)

Interview Marie-Claire (avril 2007)

Stock Options

Je n'aime pas l'idée de stock options réservées à un petit groupe de cadres dirigeants. Je suis très tenté par l'idée de plans de stock options pour tous ou pour personne.

Sources(s)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Suicide

Si je suis élu président de la République, je veux donner des moyens à la recherche, je veux spécialiser les services sur ces questions-là et ceux qui sont malades de dépression ou de stress ou de mal-être ou mal-vivre, n'ont pas à être culpabilisés. Ils portent, quand on a une maladie organique, quand on a une fracture, on va chez le médecin pour se faire soigner, quand on est dépressif, parce que la vie est dure, parce qu'il y a de la pression, parce que c'est lourd à porter tout ça. Il faut faire un grand plan national pour aider ces millions de gens à vivre c'est une question d'humanité.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Tabac

Il y a 150 000 personnes qui meurent chaque année du cancer. Toutes les familles sont touchées par ce fléau abominable, ce crabe de l'intérieur, qui génère tant de souffrances et tant de drames. On n'attrape pas le cancer que par la cigarette, mais on l'attrape par la cigarette et pire, non seulement le fumeur l'attrape, le risque d'avoir un cancer est multiplié par dix quand on fume, mais de plus, celui qui ne fume pas, mais qui est à côté d'un fumeur peut l'attraper, ça ce n'est pas la liberté. Moi, je suis pour que vous ayez plus de libertés, mais pas la liberté de vous tuer et pas la liberté de tuer les autres, donc c'est parfaitement clair. D'ailleurs regardez quand on prend l'avion, il y a quelques années tout le monde fumait dans l'avion, maintenant c'est interdit, qui penserait à revenir sur cette interdiction ? Alors si je veux être tout à fait honnête et le plus précis possible, je m'interroge, je ne suis pas sûr, mais je m'interroge si dans les départements ruraux, où il reste un café tabac, un lieu de convivialité, est-ce qu'on peut appliquer strictement la même règle ? Cela n'enlève rien au fait que je suis pour l'interdiction.

Sources(s)

J'ai une question à poser (5/02/07)

Taxe professionnelle

Je propose de supprimer la taxe professionnelle qui pénalise jusqu'à la caricature les investissements les plus productifs et les plus innovants. Je propose de la remplacer par une contribution dont l'assiette serait moins stigmatisante pour l'effort d'investissement et selon des modalités permettant de garder un lien avec le territoire d'implantation.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Téléchargement

La loi affirme que le droit d'auteur et les droits voisins doivent être respectés dans le monde numérique. C'est le socle essentiel à toute création et je reste opposé à une licence dite « globale » qui revient à spolier les créateurs à l'heure où l'essentiel de la distribution des oeuvres bascule sur l'Internet. Grâce à cette affirmation, des offres légales apparaissent aujourd'hui sous de multiples formes, y compris le P2P autorisé par les ayant-droits et c'est la véritable solution au problème du téléchargement illégal. En matière de sanctions, j'ai toujours plaidé pour un régime proportionné : le bilan de son application, prévu par la loi, sera réalisé fin 2007, et il faudra agir en fonction de ses conclusions. L'interopérabilité est un objectif essentiel car elle détermine les usages autorisés des oeuvres acquises. Je souhaite qu'elle devienne une priorité stratégique industrielle européenne.

Sources(s)

Interview au magazine Internauts Micro (mars 2007)

Télévision

On a jamais eu autant de chaînes publiques et aussi peu de culture à l'écran. (...) Pour moi, le service public, y compris France 2, doit viser à une politique éducative de l'excellence. Ne pas hésiter à faire de la contre programmation, des grandes émissions de débat, présenter des spectacles, des films qui ne sont pas sur les autres chaînes (...) Mais je ne suis pas pour l'augmentation de la redevance. Le problème de la politique culturelle dans notre pays, et pas seulement dans l'audiovisuel, c'est la question des financements. Je suis favorable à des financements hybrides, avec des partenariats, du mécénat.

Sources(s)

Interview Télérama (14/02/07)

Traité simplifié

Les dispositions à faire figurer en priorité dans le traité simplifié

- 1/ la mise en place d'une Présidence stable du Conseil européen pour donner à l'Europe un visage et une voix et favoriser des actions de plus long terme, avec un meilleur suivi ;
- 2/ la création d'un Ministre européen des Affaires étrangères ; ainsi, sur la convocation du Président du Conseil européen, ou du Ministre des Affaires étrangères de l'Union, lors de chaque crise internationale, les Européens se parleront entre Européens avant de parler à d'autres. Ils se prononceront sur un projet de position européenne avant de prendre parti sur les suggestions des autres. (...) Le Ministre des Affaires étrangères européen, placé sous le contrôle politique des gouvernements, pourra de même coordonner de manière efficace nos moyens diplomatiques, budgétaires et, le cas échéant, militaires.
- 3/ l'extension du domaine de la majorité qualifiée, notamment en matière judiciaire et pénale et d'immigration,
- 4/ l'extension du domaine de la codécision qui augmente le rôle du Parlement européen dont l'accord devient indispensable pour le vote des « lois européennes » ;
- 5/ les règles relatives aux modalités de la majorité qualifiée, principalement la règle de la double majorité (55% des Etats membres représentant au moins 65% de la population de l'UE) ;
- 6/ la clause passerelle qui permet aux Etats membres de décider à l'unanimité de faire passer une matière soumise à la règle de l'unanimité sous le régime de la majorité qualifiée ;
- 7/ le mécanisme d'alerte précoce, qui permet aux parlements nationaux de s'assurer que l'Union n'excède pas son champ de compétences ;
- 8/ le droit d'initiative citoyenne, qui donne la possibilité à un million de citoyens de demander à la Commission de faire des propositions dans tel ou tel domaine.

Sources(s)

Travail

La priorité des priorités est de revaloriser le travail. La crise morale française porte un nom : c'est la crise du travail. C'est lui qui est créateur d'emplois, et pas le partage du travail. Le travail crée le travail. Il faut donc récompenser le travail, créer de l'activité, favoriser la croissance. Et ce sont les réformes qui feront la croissance, pas les économies budgétaires. Notre premier grand problème est celui du pouvoir d'achat. Pourquoi avons-nous, depuis quinze ans, un taux de croissance inférieur de 1% à celui des meilleurs des pays libres ? Parce que les salaires sont trop bas, les charges trop lourdes, la pression fiscale trop élevée. Les 35 heures ont servi de prétexte à la rigueur salariale et creusé le déficit de l'Etat. 17 des 22 milliards d'allègements de charges servent à les payer.

Je veux augmenter les revenus du travail et faire du travail la voie de la réinsertion.

Sources(s)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Discours Nantes (15/03/07)

Turquie

Je veux une Europe qui ait une existence politique, et qui ait une identité, et par conséquent une Europe qui ait des frontières. Je veux une Europe où tous les pays du monde, fussent-ils démocratiques, n'aient pas vocation à entrer. La Turquie, qui n'est pas un pays européen, n'a pas sa place à l'intérieur de l'Union Européenne. L'Europe sans frontière c'est la mort de la grande idée de l'Europe politique. L'Europe sans frontière c'est le risque de la voir condamnée à devenir une sous-région de l'ONU. Je ne l'accepte pas.

Sources(s)

Discours Strasbourg (21/02/07)

TVA sociale

Il est évident que la fiscalité sur le travail est trop élevée et que, si nous ne changeons pas nos méthodes et nos outils, nos résultats ne changeront pas. Basculer une partie de la fiscalité sur le travail vers la fiscalité sur la consommation est donc une expérience tentante. Pour autant, les effets d'une telle mesure sur le pouvoir d'achat sont incertains et je me méfie de la théorie des vases communicants. Le principal problème fiscal de notre pays, c'est l'excès de prélèvements obligatoires en raison de l'excès de dépenses publiques. La meilleure réforme à entreprendre est donc la baisse des dépenses pour pouvoir baisser les prélèvements, pas le transfert de l'un sur un autre.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

TVA sur la restauration

Je n'ai jamais compris que la fixation des taux de TVA pour des prestations locales doive relever d'une directive négociée à l'unanimité des Etats membres de l'UE. Autant je suis attaché aux progrès de l'harmonisation fiscale européenne pour l'impôt sur les sociétés ou pour les droits sur les alcools, l'essence, les cigarettes, qui manifestement impactent les échanges au sein de l'Union, autant je souhaite que la TVA

sur les prestations locales, telles que la restauration ou la rénovation de logements, revienne entièrement dans le champ de notre compétence nationale, aussi tôt que possible.

J'entreprendrai ce combat si je suis élu, j'en prends l'engagement. Cette modification permettra alors à la France d'harmoniser à la baisse ses taux de TVA en matière de restauration, dans le cadre d'un accord global qui est à définir. Mais pour moi, l'objectif sera très clair : que la réduction de la pression fiscale ait un impact global, sur les prix pratiqués, sur le nombre d'emplois dans le secteur - nous savons qu'il constitue un gisement potentiel considérable - et sur le niveau des rémunérations pratiquées dans l'hôtellerie. A mes yeux, si l'Etat accepte de se priver d'une recette fiscale importante, c'est à la condition d'un accord gagnant-gagnant avec la profession, les salariés et les consommateurs. Nous avons déjà négocié ensemble un tel accord. Nous pouvons aller plus loin.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Universités

La cinquième puissance industrielle du monde ne peut pas rester avec des universités aussi peu soutenues, aussi ingouvernables, aussi peu autonomes. S'il doit y avoir un chantier présidentiel, c'est celui de l'enseignement supérieur, c'est celui de la création de campus de niveau européen dans chaque région française et de quelques campus nationaux de retentissement mondial. Avant la fin de cette année, nous aurons proposé aux universités volontaires un statut d'autonomie leur permettant d'organiser librement leurs filières d'enseignement, de recruter leurs élèves et de recruter leurs enseignants, de les payer comme elles l'entendent, d'utiliser leur patrimoine, de signer des partenariats. Je veux que nos universités puissent se battre avec les mêmes armes que leurs concurrentes étrangères pour figurer dans le peloton de tête des établissements d'enseignements supérieurs.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Universités des métiers

Nous créerons des universités des métiers, c'est-à-dire des établissements d'excellence dans des secteurs plus manuels ou plus techniques, mais qui jouent aussi un rôle déterminant dans notre économie : par exemple, le jeu vidéo, les métiers d'art, la gastronomie, la construction navale, le film d'animation et beaucoup d'autres domaines encore. Parce qu'il n'y a pas de raison que certaines filières professionnelles ou technologiques n'aient pas, elles aussi, des « grandes écoles » dans leur domaine.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Usines

J'ai visité beaucoup d'usines, rencontré beaucoup d'ouvriers. Dans les usines on parle peu. Il y a beaucoup de pudeur chez les ouvriers. Il y a une culture ouvrière, une façon d'être des ouvriers, un rapport particulier des ouvriers à la vie et au travail. Je ne veux pas que cette culture ouvrière se perde. Je ne veux pas d'une France sans usine. Si les usines partaient, le reste partirait aussi. Les services aux entreprises partirait. Le marketing, la finance, la recherche appliquée partirait.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Vieux Métiers

Il ne faut pas se contenter de perpétuer les vieux métiers en les soutenant à bout de bras. Il faut aider les vieux métiers à se transformer en nouveaux métiers.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Vin

Les producteurs de vin pourront faire de la publicité pour le vin. Le vin n'est pas une drogue.

Sources(s)

Visite au salon de l'Agriculture (09/03/07)

Viticulture

Il faut que vous, les viticulteurs vous, vous organisiez et vous, vous rassembliez plus fortement, parce que la création de valeur elle est trop prise par la grande distribution par rapport aux viticulteurs. Deuxièmement, je veux qu'on arrête avec des importations de vins qui ne correspondent pas aux critères de qualité qu'on vous oblige à respecter. Et troisièmement, je veux qu'il y ait une vraie campagne sur le vin qui est un produit du terroir et qu'on ne doit pas culpabiliser. Je ne peux pas vous imposer une règle qu'on n'impose à aucun autre en Europe.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

ZEP

Je propose de diviser par deux le nombre d'élèves dans les ZEP et de créer des internats de réussite éducative dans toutes les villes afin de permettre aux enfants défavorisés de bénéficier des meilleures conditions de travail pour réussir.

Sources(s)

Interview dans La Croix (13/03/07)

Zones franches

Depuis que j'ai lancé cette idée, en mars 2006, les acteurs économiques des quatre DOM ont répondu à mon appel et m'ont fait part de leurs attentes en la matière. Il ressort de nos échanges, durant ces derniers mois, un consensus sur l'idée de créer des zones franches globales au plan géographique mais ciblées sur certains secteurs d'activités. Il ne s'agit donc pas d'un privilège accordé à telle ou telle partie du territoire : la zone franche globale concerne la Guadeloupe tout entière !

(...) Ces zones franches viendraient en complément de l'actuelle défiscalisation qu'il faut conserver. Il faut la conserver car la défiscalisation agit sur les coûts d'investissement, là où les zones franches agiront sur les coûts de fonctionnement. Il faut la conserver car la défiscalisation n'est pas un « ensemble de niches fiscales », c'est un outil de développement économique nécessaire à la croissance de territoires spontanément sous

capitalisés.

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)